PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conférence nationale d'information des 3 et 4 avril 1965
Clichy

Sommaire

Le président (Georges Levillain)..... 1
Guy Mollet 2
Ernest Cazelles 3
Guy Mollet 3
Ernest Cazelles 4
Francis Leenhardt..... 7
Georges Brutelle..... 12
Roger Quilliot..... 27
Rolande Galazzo (Seine)..... 36
Gérard Jaquet..... 38
Albert Gazier 42
Lurker (Bas-Rhin) 46
Bernheim 49
Arthur Notebart (Nord) 53
Guy Mollet 63
Le président (Robert Pontillon)..... 84
Gérard Jaquet..... 84
Christian Pineau 92
Etienne Weill Raynal..... 103
Jules Moch..... 104
Garnier-Thenon (Seine)..... 108
Jacques Parpais (Indre-et-Loire) 112
André Bidet 116
Idermann..... 118
Guy Mollet 120

Séance du samedi 3 avril 1965 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Levillain, maire de Clichy, assisté de Geneze (Basses-Pyrénées), Martin (Haut-Rhin), Ligou (Tarn-et-Garonne).

Le président (Georges Levillain)

Mes chers camarades, il y a très exactement quatorze mois, dans cette même salle, nous nous réunissions en Congrès national extraordinaire, pour investir notre ami Gaston Defferre comme candidat à la présidence de la République.

C'était déjà un grand honneur pour moi d'avoir pu organiser ce Congrès national extraordinaire, et c'est encore pour moi un grand honneur aujourd'hui de vous recevoir dans cette même salle. C'est en vous apportant le salut de la Section Socialiste de Clichy et de la municipalité de Clichy que je vous accueille

Fondation Jean-Jaurès

aujourd'hui, en vous renouvelant tout le plaisir que nous éprouvons.
En ouvrant cette séance, je dois indiquer que le Parti a éprouvé depuis nos dernières assises nationales plusieurs deuils douloureux, dont celui d'Alphonse Le Gallo, député de Boulogne-Billancourt, et tout récemment d'Henri Malacrida, membre du Comité directeur. Selon la tradition, c'est au Congrès national que nous rendrons hommage aux camarades disparus.
Je vais maintenant donner la parole à notre camarade Guy Mollet, étant donné que l'heure avance et que je ne veux pas personnellement vous infliger un discours.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Mes chers camarades, c'est pour un bref rappel que je viens maintenant à la tribune.
J'ai envoyé très récemment aux secrétaires fédéraux une circulaire dans laquelle je vous demandais de nous apporter aujourd'hui ou demain tous les renseignements à votre disposition sur les résultats des élections municipales. Je suppose que vous vous êtes tous rendu compte aussi bien que nous au bureau des mensonges de M. Frey, de la manière absolument scandaleuse dont il a présenté les résultats des élections.
Or nous ne nous sommes pas trouvés en mesure de répondre immédiatement, en montrant combien les chiffres donnés étaient faux, et nous ne pouvons le faire que si vous voulez bien tous faire un effort important pour nous informer.
Nous avons parfaitement conscience de la difficulté que cela représente, nous savons très bien qu'il est des cas, dans des petites communes, où il y a des élus Socialistes qui ne se sont peut-être pas encore fait connaître ; vous risquez donc d'être, dans les chiffres que vous allez nous donner, un peu en-dessous de la vérité. Mais cela n'a pas d'importance, parce que telle que vous nous la donnerez, cette vérité sera déjà la preuve des mensonges de Frey, qui nous a enlevé des élus partout.
Par conséquent nous avons besoin du nombre d'élus ; nous avons besoin, dans toute la mesure du possible, des noms des maires ; ne disons pas les noms des élus, mais au moins les noms des maires par département. Nous avons besoin, autant que vous pourrez nous l'indiquer, de renseignements dans vos départements sur le comportement des autres. Il est important de savoir assez dans le détail le comportement des Communistes. Nous avons déjà des idées générales, dont nous parlerons dans le débat d'aujourd'hui, mais les précisions de toute la France vaudraient beaucoup mieux que nos impressions générales.
Nous avons besoin aussi de savoir dans les diverses coalitions comment se sont comportés nos propres électeurs ; ont-ils suivi ou pas suivi nos alliances ? Comment se sont comportés les membres des autres formations politiques avec lesquelles nous avions des alliances ? Quel pourcentage général des électeurs de quelles autres formations politiques gagné à nous ?
Et puis en dehors de ces renseignements auxquels nous pensons, ceux que vous-mêmes croirez intéressants. S'il faut mettre une dizaine ou une quinzaine de

Fondation Jean-Jaurès

jours à faire un travail très sérieux sur le résultat des municipales, cela n'a pas d'importance, nous l'aurons au moins pour notre prochain Congrès, et cela doit être un élément d'appréciation de la vie du Parti dans l'ensemble de la France très important.
Alors j'insiste beaucoup pour que ceux qui ne l'ont pas fait - car il y a déjà quelques réponses qui nous sont parvenues- se mettent en rapport avec notre camarade Raoul (?) qui recueille tous les renseignements. Merci.

Le président - Je passe la parole à Ernest Cazelles.

Ernest Cazelles

Camarades, nous vous proposons l'organisation suivante des travaux pour ces deux journées : ce matin et ce soir nous allons étudier les rapports sur les élections, le bilan de politique intérieure, bilan et perspectives, et l'organisation intérieure du Parti. Ces rapports feront l'objet d'un échange de vues.
Demain dimanche, le matin nous aborderons le rapport sur la conjoncture internationale et les rapports Est-Ouest, qui feront eux aussi l'objet d'un échange de vues collectives. Dimanche après-midi, nous aborderons les rapports Socialisme et planification et équipement collectif.
Voilà l'organisation des travaux que nous vous proposons.

Le président - Je mets aux voix le projet d'Ernest Cazelles en ce qui concerne les travaux de nos deux journées. Que ceux qui sont partisans de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main.
…
Avis contraires ?
…
L'organisation des travaux est adoptée.

Guy Mollet

Je voudrais dire un mot sur le sens de nos travaux, puisque c'est la première fois que nous agissons ainsi. Il ne faut pas se méprendre, nous ne sommes pas en Congrès, il n'y a donc aucune décision demain soir ; il n'y a donc pas de Commission des résolutions. Sur les différents rapports il n'y a donc pas lieu de multiplier les interventions, si ce n'est lorsqu'il y a quelque chose à apporter.
Voici comment, en effet, nous allons procéder. Aujourd'hui les rapports présentés ; interventions des camarades, essentiellement lorsqu'ils ont à dire leur désaccord avec le contenu d'un rapport. Celui qui interviendra verra vraisemblablement le jour de la réunion du Comité directeur mercredi prochain son propre rapport retenu, même et surtout s'il est en contradiction avec le nôtre, pour être envoyé dans les sections au même titre que le rapport présenté. Alors soit qu'on soit en contradiction sur l'ensemble, soit qu'on soit en contradiction sur un point, je n'ose pas parler d'amendement parce qu'il ne s'agit pas d'une chose aussi précise qu'un amendement, mais les interventions seront envoyées

Fondation Jean Jaurès

dans les sections des fédérations au même titre que les rapports aujourd'hui présentés. Mais il n'y aura aucune conclusion.
J'espère que nous sommes tous d'accord, ce n'est pas la peine que nous ayons ici une sorte de pré-congrès. C'est une séance d'information permettant à chacun dans sa fédération et dans sa section de se prononcer ensuite en toute connaissance de cause.

Le président - Je donne la parole à Ernest Cazelles sur le premier point de l'ordre du jour, les élections.

Ernest Cazelles

Mes chers camarades, après une consultation électorale aussi importante que les élections municipales le Parti se devait d'analyser non seulement les résultats obtenus, mais aussi l'attitude des autres formations politiques.
De plus l'année 1965 sera fertile en élections. Outre les élections municipales, interviendront les élections sénatoriales vers septembre ou octobre, l'élection présidentielle au suffrage universel qui interviendra vers décembre. Enfin il n'est pas exclus de voir dès janvier ou février 1966 le renouvellement de l'Assemblée Nationale à la suite d'une dissolution consécutive à l'élection présidentielle.
Le Parti a le devoir d'envisager dès maintenant l'ensemble de ces réalités s'il veut être en mesure d'y faire face victorieusement.
En ce qui concerne les élections municipales, l'importance donnée tient non seulement au fait qu'elles se situaient à quelques mois seulement de la première élection du Président de la République au suffrage universel, mais aussi parce qu'elles se plaçaient à mi-chemin de la législature 1963-1967 qui avait vu déferler le raz-de-marée UNR. Pour nous, ces élections étaient capitales. Il était clair en effet que si elles amplifiaient le flux UNR ou même le maintenaient seulement à son niveau de 1962, la situation de la démocratie en France s'en trouverait compromise pour de longues années encore. Il convenait donc de prendre des dispositions pour contrer l'attaque de grand style qui était menée par les hommes du pouvoir, sur tous les fronts de la lutte électorale, et qui allait de l'établissement d'une loi de circonstance destinée à favoriser la conquête des mairies par l'UNR dans les villes de plus de 30 000 habitants, à l'accaparement scandaleux des antennes et des caméras de télévision, en passant, comme nous allions le voir au cours de la campagne électorale, par la mise en œuvre de moyens financiers d'une importance telle qu'on n'en avait jamais vus de semblables en France, pour quelque élection que ce soit !
La distribution sans retenue de cette manne aux origines mystérieuses et pratiquement inépuisables ne devait d'ailleurs pas donner les résultats qu'en attendait le pouvoir. Le Conseil National, face à cette situation qu'il subissait sans pouvoir agir sur elle, avait fixé clairement et fort sagement l'objectif essentiel du Parti : battre l'UNR.
Pour les villes de plus de 30 000 habitants, le Parti se trouvait placé dans une situation particulière, imposée par le coup de force du pouvoir, qui mettait les électeurs dans l'impossibilité pratique de faire un choix démocratique. Pour

atteindre l'objectif fixé par le Parti, battre l'UNR, nous avons dû concéder des alliances multiples et diversifiées, allant du Parti Communiste aux indépendants qui s'étaient clairement prononcés contre le pouvoir.
Tous nos adversaires ont attaqué notre Parti sur ces alliances, pendant que dans le même temps ces mânes adversaires contractaient ouvertement ou non des accords entre eux dans des conditions qu'une analyse plus poussée fera ressortir.
Vous trouverez dans les pages 3, 4, 5 du rapport qui vous a été remis une analyse chiffrée en pourcentage des résultats obtenus pour les villes de plus de 30 000 habitants. Ces pourcentages ont été obtenus à partir des chiffres donnés par la presse, et contrôlés par les indications qui nous ont été fournies par les secrétaires fédéraux, chaque fois que nous avons été en mesure de le faire.
En conclusion, on peut dire que ces élections municipales de 1965 se caractérisent pour les villes de plus de 30 000 habitants par une avance apparente des voix de l'UNT, si on les compare à la situation de 1959, par une perte réelle très importante de ces mêmes voix UNR si la comparaison est faite par rapport à 1962 ; par une retombée des voix Communistes des alliances du Parti Communiste avec les formations de gauche, perte des voix en proportion croissante au fur et à mesure que se sont incorporées dans ces alliances des formations plus éloignées de l'extrême-Gauche.
Elles se caractérisent enfin par un très léger recul des voix Socialistes.
Il serait aussi dangereux d'exagérer l'importance de ces élections que de la minimiser. Elles ne sont une victoire de la Gauche que dans la mesure où elles ont empêché une nouvelle victoire de l'UNR. Elles n'ont été, comme Roger Quillon le soulignait récemment dans "Le Populaire", qu'une bataille défensive, un combat en retrait. Chacun sait pourtant que ces batailles sont les plus difficiles, et qu'il suffit souvent de détruire le mythe de l'infaillibilité de l'adversaire pour transformer la situation.
Mais l'UNR et le gaullisme lui-même ont été atteints. La position des hommes au pouvoir s'explique cependant très bien, pour peu qu'on prenne la peine de regarder les choses d'un peu plus près. Souligner les quelques victoires du PC entre dans la tactique générale des responsables de l'UNR qui n'ont jusqu'ici rien trouvé de mieux que d'agiter l'épouvantail Communiste pour racoler la clientèle électorale qu'ils ont été incapables d'organiser et de canaliser par une implantation locale dans l'ensemble du pays !
Aucun danger dès lors pour eux à grossir quelque peu cet épouvantail pour lui faire mieux remplir son rôle et son office. Essayer par tous les moyens, y compris les plus vils et les plus mensongers, de jeter le discrédit sur les Socialistes, constitue pour eux la suite logique de leur tactique. Ce sont les Socialistes qui sont les plus dangereux pour l'UNR
Notons pour terminer cet aveu naïf d'un stratège éminent de l'UNR qui comptait beaucoup sur le vote des jeunes arrivant en âge de voter, et qui constate avec quelque dépit : "les cadets se sait déterminés comme leurs ainés".
A voir depuis quelques années les visages des jeunes qui viennent de plus en plus nombreux dans nos assises nationales, on comprend la réaction du journaliste UNR. Sa déception doit être pour nous le plus précieux des

encouragements pour les luttes qui nous attendent encore, et que nous remporterons avec l'appui des jeunes qui entendent assumer leurs responsabilités et qui savent que pour cela il faut d'abord battre l'UNR.

En ce qui concerne les élections sénatoriales, dans le rapport que vous avez, pages 9 et 10, on donne aux fédérations intéressées quelques indications pratiques qui leur permettront dès maintenant de mettre tout en œuvre pour barrer la route à l'UNR et à leurs alliés.

Après l'arrêt de la progression UNR marquée par les élections municipales, les élections sénatoriales doivent être le point de départ d'un recul beaucoup plus net et l'amorce de sa défaite totale.

Dernier point de ce rapport, l'élection présidentielle. Aux pages 11, 12, 13, 14, 15 et 16 vous trouverez une analyse succincte de la loi portant élection du Président de la République au suffrage universel. Cette réforme de 1962 est caractérisée par un chevauchement de textes dans lequel il est difficile de s'y retrouver ! L'essentiel de cette partie a pour but d'attirer l'attention des fédérations sur les diverses dispositions de la loi et les multiples précautions que les responsables des fédérations auront à prendre.

Enfin il était nécessaire de reprendre dans cette partie du rapport les dispositions retenues par le Parti au Congrès des 1er et 2 février 1964, qui a autorisé notre ami Gaston Defferre à poser sa candidature à la présidence de la République. Depuis février 1964, Gaston Defferre a fait de nombreuses tournées dans les départements, et va intensifier ses visites dans les mois prochains. Pour sa part, le Parti a poursuivi sa propagande, son recrutement, les responsables ont multiplié les réunions d'information tendant à démystifier l'opinion publique.

Le Comite directeur, le Bureau, le Secrétariat général du Parti adresseront en temps utile aux secrétaires des sections des directives précises quant à la campagne présidentielle.

D'ores et déjà, il faut que chaque fédération mobilise l'ensemble des militants et les sympathisants pour cette bataille dont l'issue aura pour conséquence le maintien en France d'un régime démocratique ou sa disparition.

Enfin, il reste à envisager les hypothèses possibles qui découlent du résultat de l'élection présidentielle. Il ne faut pas exclure, comme je l'indiquais au début, même dans le cadre de la réélection de l'actuel Président de la République, une dissolution de l'Assemblée Nationale. Il est vraisemblable que les tenants actuels du pouvoir voudront en appeler de leur défaite aux élections municipales, et profiteront de l'élection pour imposer une loi dont l'idée de base a été déjà lancée par Giscard d'Estaing et Frey, le scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Les fédérations doivent en tout état de cause être prêtes à toute éventualité, c'est-à-dire étudier la situation électorale législative, circonscription par circonscription, dans le cadre de la loi actuelle ou dans le cadre du scrutin uninominal à un tour. Ces dispositions doivent être envisagées, camarades, afin que le Parti soit prêt à répondre en toute circonstance à l'objectif permanent : battre l'UNR.

De plus, le prochain Congrès national sera bien inspiré de donner pouvoir de congrès à un Conseil national ultérieur, pour que le groupe parlementaire et le

Parti puissent, le cas échéant, prendre toutes dispositions sur un éventuel projet de loi portant modification de la loi électorale fixant l'élection des membres à l'Assemblée Nationale.
Plus que jamais, les sections, les fédérations, le Parti tout entier doivent redoubler de vigilance. Chacun des membres du Parti doit dès maintenant se considérer comme mobilisé pour les tâches qui nous attendent.
La démocratie en France, le régime parlementaire ne seront sauvés que si le Parti autour duquel tous les démocrates doivent se regrouper est en état d'alerte permanente.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Leenhart sur le bilan politique intérieure.

Guy Mollet - Voici la méthode de travail : on entend les trois rapports que vous avez sur vos tables, mais présentés par les rapporteurs.
Il y a le rapport de Cazelles que vous venez d'entendre, celui de Francis Leenhardt ensuite, puis celui de Georges Brutelle. Nous les entendrons tous les trois, à la suite, et la discussion portera sur le contenu de ces rapports.

Francis Leenhardt

Camarades, mon rapport est distribué et porte le numéro 3. Par conséquent je ne vais pas vous en donner lecture, je vais le survoler rapidement.
Vous savez que l'évocation des élections municipales n'entrait pas dans le cadre de ce rapport et qu'il s'agissait simplement de dresser un rapide bilan de la situation économique de la situation sociale et de porter un certain nombre d'appréciations sur le fonctionnement des institutions et l'évolution du régime.
Bilan économique ; je passe très rapidement. Vous verrez en ce qui concerne l'emploi, la réduction des horaires, toutes les fautes commises par le pouvoir pour négliger de prendre les dispositions nécessaires pour lutter contre les différents facteurs qui pouvaient créer chez nous du chômage et notamment l'état rural, l'évolution démographique, la diminution du service militaire, la nécessité de reclasser les rapatriée...
Je n'analyse que les mesures nécessaires, pour faire face à ces différentes données qui étaient à prévoir et qui n'ont pas été prises.
En ce qui concerne la production, j'ai cité dans ce rapport le minimum de chiffres, je l'ai dit en commençant, par ce que nous avons eu une excellente étude de notre camarade Pierre Thibault qui a paru le mois dernier sous le titre : "Entre les paroles et la réalité", et dans laquelle vous trouverez beaucoup de chiffres.
Dans le domaine de la production, par conséquent, les chiffres prouvent que c'est la première fois qu'on constate depuis de très longues années un arrêt de l'expansion et l'amorce d'un recul dans beaucoup de secteurs de la production.
D'autre part les renseignements qu'on a sur la situation agricole sans être mauvais montrent que la progression ne permettra pas de compenser le déficit de

Fondation Jean-Jaurès

notre production industrielle par rapport aux prévisions du Plan.
En ce qui concerne le commerce extérieur, la situation se dégrade lentement. Le dernier chiffre que j'ai cité, celui de janvier 1965, montre que les exportations enregistraient une baisse de 21 milliards, alors qu'en novembre, décembre on pensait assister à un redressement de la situation. Il semble que le gouvernement soit conscient des difficultés vers lesquelles il va et qu'actuellement il mette au point certaines mesures pour y faire face.
En ce qui concerne les prix, j'ai voulu souligner surtout l'extraordinaire performance du pouvoir dans la mesure où il a voulu détruire d'un seul coup ce que Léon Blum appelait "L'incrédulité monétaire", en créant un nouveau franc dont la stabilité serait éternelle. Et il a réussi en six an à amputer de 30 % du pouvoir d'achat intérieur de la nouvelle monnaie, malgré qu'il dispose de la confiance des banquiers, et d'une longévité qui en matière financière permet des gestions très favorables.
En somme, comme cela a été relaté par Ludovic Tronc, Pelaing et autres, la dévaluation monétaire a été sensiblement plus forte pendant les six années du règne de de Gaulle que pendant les dernières années de la IVème République.
Le plan de stabilisation est venu tardivement freiner la hausse des prix. Les prix du secteur privé sont bloqués mais le gouvernement se soustrait à la discipline commune et il essaie de pronostiquer que les prix ne pourront pas être maintenus à leur niveau actuel. Déjà de fortes poussées se manifestent sur les matières premières, sur les services et d'autre part il serait illusoire d'escompter une stabilisation des prix agricoles à leur niveau actuels
Un mot sur les investissements. C'est le point le plus noir du tableau. Le plan de stabilisation a beaucoup réduit les possibilités d'autofinancement et les crédits mis à la disposition des entreprises, de sorte que malgré la nécessité dans laquelle se trouvent les industriels de penser à investir pour faire face au Marcher Commun qui dans trois ans verra les dernières barrières supprimées dans le domaine des douanes, malgré cette perspective la crainte de la récession à court terme les retient de faire des investissements.
Et pour en finir avec le bilan économique, quelques considérations sur la relance : le Conseil économique, en décembre dernier, analysant, comme il le fait chaque semestre, la conjoncture, a manifesté assez vivement sa crainte de voir l'arrêt de l'expansion se transformer progressivement en récession généralisée. Il a souligné que la suppression de l'impasse en 1965 allait à contre courant d'une conjoncture qui réclamait un budget stimulant et non déflationniste.
Plus récemment, à l'inauguration de la Foire de Lyon, son Président Émile Roche, a réclamé l'application immédiate des mesures susceptibles d'arrêter la récession, regrettant l'inattention du gouvernement au regard des difficultés qui inquiètent d'ores et déjà toutes les couches de la population
Pendant ce temps la presse amuse la galerie avec de prétendues divergences entre M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing sur l'opportunité d'une relance. C'est vraisemblablement à l'Élysée que se situe l'hésitation. Comment opter entre un risque de hausse des prix qui permettra à l'opposition de rappeler le caractère

inflationniste des dépenses militaires et de prestige et le risque d'une récession qui, à l'heure de l'élection présidentielle jouerait contre le pouvoir plus efficacement que les violations de la Constitution que nous avons imposée en d'autres temps?
Et je conclus sur ce point : si le gouvernement est aussi lent à discerner la récession qu'il l'a été à agir contre l'inflation, nous ne sommes pas encore sortis de l'immobilisme. Et à la lenteur de la détermination s'ajoutera inévitablement le long temps mort nécessaire avant que ne se répercute sur l'économie l'effet des mesures prises, car vous connaissez l'inertie des phénomènes économiques.
Voilà pour le bilan économique, et je résumerai davantage le bilan social. Je dois remercier notre ami Ornez qui m'a apporté beaucoup de documentation à ce sujet et dont j'ai fait un utile profit, de même que mon ami Ravain, pour la Commission Économique.
Bilan social, salaires : vous savez que l'évolution des salaires est très variable suivant les branches, suivant les régions, que le salaire horaire n'est pas au niveau où il devrait être, que le pouvoir d'achat baisse au fur et à mesure de la réduction des heures supplémentaires qui constituent un élément important du pouvoir d'achat.
Vous savez que la durée moyenne du travail a baissé en un an de 46 heures à 45 heures et que plus d'un million de personnes sont touchées par ce ralentissement de l'activité.
En ce qui concerne la Sécurité Sociale, j'évoque les attaques du gouvernement. Je passe rapidement sur les dispositions précises concernant les prestations maladie, les prestations vieillesses ; tous ceux qui s'intéressent à ces questions trouveront résumé l'essentiel de leurs préoccupations en fonction des erreurs et des lacunes de l'action gouvernementale.
De même en ce qui concerne la Santé et enfin en ce qui concerne l'Éducation Nationale, dans le cadre d'un rapport aussi restreint, je me borne à dire ceci :
La IVème République a reconstruit des écoles, construit de nouvelles classes, préparé une augmentation nouvelle pour tenir compte des besoins nouveaux. La Vème République n'a pas eu à reconstruire. Elle ne devait que continuer l'effort. Or, elle a pris de grands retards en matière de constructions scolaires, équipements, recrutement et formation des maîtres par rapport aux évaluations du IVème Plan.
Et la Vème République, qui s'était sentie obligée de porter la limite d'âge de l'enseignement obligatoire à 16 ans en I967, n'envisage de faire face à ses obligations que vers 1972 !
La dépense par tête d'habitant pour l'équipement culturel est en France de 1Fr 25 contre 4 frs 30 aux États-Unis et en URSS. Nous nous classons modestement au 17ème rang dans le palmarès des efforts en vue de la culture intellectuelle.
Nous n'avons pas assez de professeurs, de techniciens, d'ingénieurs. Les enfants du prolétariat se voient pratiquement fermer les voies d'accès à l'enseignement supérieur.
Les programmes sont en perpétuel changement, comme les examens, et sans que les parents, les élèves, les enseignants comprennent nettement où les pouvoirs

veulent conduire l'université et les enfants qu'elle prend en charge.
Et enfin dans le domaine du logement je constate simplement qu'il y a stagnation sinon recul, que les procédures administratives se sont alourdies, et que le nombre de personnes sans logement, et notamment des jeunes, ne cesse de s'accroître.
La spéculation sur les terrains a une influence de plus en plus lourde sur le prix de revient, comme sur la nature des constructions, la densité de logements à l'hectare et sur la raréfaction des immeubles à usage social, individuel ou collectif.
Les projets nouveaux de logements sociaux aboutiront à mettre à la disposition des travailleurs des appartements de 3 et 4 pièces pour des loyers supérieurs à 30 000 et 40 000 frs par mois, chauffage et charges en plus.
Les organismes prêteurs aggravent leurs conditions de prêt, prêt dont le montant suit de moins en moins l'augmentation du coût réel de la construction. Dans ces conditions, l'effort d'aide au loyer devra être doublé, voire triplé et ce sont les salariés qui paieront par l'intermédiaire de leur sécurité sociale.
L'aménagement du territoire met lentement au point des théories ambitieuses laissant toute l'autorité au gouvernement, tout le profit au capital, mettant en pièces les attributions des organismes élus des collectivités locales et départementales.
Et j'en arrive à la troisième partie de ce rapport, à l'évolution du régime.
J'indique que mon rapport ayant été fait ces jours-ci, n'a pas été soumis au Comité directeur, et par conséquent n'a pas encore reçu la bénédiction nécessaire pour être diffusé pour le Congrès. Pour l'instant ces appréciations, par conséquent, n'engagent que votre serviteur.
Depuis le référendum d'octobre 1962, la Constitution paraît avoir trouvé sa déformation définitive. A cette époque les diverses violations de la Constitution par lesquelles le Chef de l'État avait abaissé le Parlement et dessaisi le gouvernement ont reçu une approbation implicite et depuis le pouvoir n'a pas éprouvé le besoin d'en commettre de nouvelles Ceci paraît être la seule réussite du pouvoir en matière de stabilisation.
L'élection du Président de la République s'ajoutant à l'Article 16 au droit de dissolution, au droit de référendum, au domaine réservé et au droit non inscrit de révoquer le Premier ministre a achevé de détruire l'équilibre des pouvoirs sans lequel il n'y a pas de constitution.
Le régime a ainsi trouvé sa physionomie propre de monarchie élective. L'analyse de son fonctionnement nous révèle que les méthodes de gouvernement ont aussi trouvé leur forme définitive.
Le nouveau système est d'abord basé sur les insultes constantes lancées contre les partis et la volonté obstinée de détruire les corps intermédiaires, honnis en raison de leur aptitude à éclairer l'opinion et à contribuer à sa formation.
M. Pompidou abusant sans scrupule de la télévision à la veille des élections municipales, a appelé les populations à faire "triompher" dans la consultation l'esprit de la Verne République dont le point fondamental est d'éliminer à tous les échelons de la gestion publique le régime des partis." Le vœu du Premier

ministre de voir souffler dans les mairies "le même souffle qui anime nos institutions" a eu le succès que l'on sait.
Le procédé est toujours le même : il s'agit d'entretenir la hantise d'un retour à l'instabilité ministérielle et d'accuser l'opposition de la vouloir restaurer alors même que celle-ci reste attachée aux verrous introduits dans la Constitution pour garantir la stabilité. On se souvient que seule l'obstruction conjuguée des gaullistes et des Communistes avait empêché de placer ces verrous avant la fin de la IVème République.
La grande idée du règne est ensuite d'imposer la division du pays en deux blocs, de contraindre l'opinion à opter entre le gaullisme et le Communisme et de l'enfermer dans cette alternative. C'est au nom de la clarification et de la simplification que M. Roger Frey poursuit obstinément cet objectif. La nouvelle loi municipale conçue dans ce but devait en supprimant pratiquement le deuxième tour, obliger les Socialistes à se coaliser avec les Communistes, et les indépendants à tomber dans les bras des UNR. On a vu la réponse du pays. La loi électorale a finalement favorisé la multiplication des formules centristes et la conception volontairement simpliste du pouvoir a provoqué de salutaires réactions.
Au cours des derniers mois, les méthodes du système se sont perfectionnées cyniquement sur deux plans qui n'ont pas encore été suffisamment dénoncés à l'attention des démocrates, la domestication des administrations et le chantage exercé sur les municipalités.
Par tous les moyens, menaces, disgrâces, vengeance, exercés au mépris des lois et des statuts, le pouvoir poursuit l'asservissement des fonctionnaires à ses fins partisanes.
Parallèlement à une colonisation méthodique des postes de responsabilité, les pressions se multiplient pour contraindre à la docilité politique et à la complaisance les serviteurs de l'État soucieux de préserver leur indépendance.
A l'occasion des élections municipales, les candidats du pouvoir et les ministres eux-mêmes, tel M. Herzog à Lyon, ont perdu toute retenue et toute pudeur et ont utilisé couramment la menace de priver de subventions auxquelles elles ont droit les communes qui ne voteraient pas bien. Ainsi les populations étaient prévenues qu'elles s'exposaient à être punies si elles ne votaient pas suivant l'esprit de la Vème République. Rien ne pouvait mieux éclairer la nature de cet esprit pue ce chantage auquel aucun des régimes autoritaires du passé n'avait eu recours. Il y aura donc désormais deux catégories de communes : les bonnes et les méchantes, les honorées et les réprouvées… !
Dans l'appréciation du fonctionnement du régime et de ses méthodes de gouvernement, il me reste à évoquer les deux principaux procédés qui ont assuré jusqu'à présent la prolongation du règne : l'arme plébiscitaire et le monopole de la RTF.
Depuis deux ans et demi, nous sommes privés de référendum. Cette situation ne saurait se prolonger longtemps encore, et nous pouvons être assurés que l'approche de l'élection présidentielle et des Élections législatives inspireront au pouvoir un de ces référendums du type octobre 1962 dont il est nécessaire de

remémorer les caractéristiques. Le choix du sujet et du moment est laissé au bon plaisir du monarque. L'électeur ne reçoit qu'une seule circulaire, celle qui définit la position du pouvoir. Il ne dispose que d'une seule réponse, alors que la propagande officielle lui pose en fait plusieurs questions - mais en réalité une seule question éclipse toutes les autres : la question de confiance que pose le Président de la République en annonçant qu'il abandonnera son poste si la réponse n'est pas affirmative. Ainsi personnalisé le referendum devient un plébiscite. Les citoyens sont privés de leur liberté de jugement sur l'objet de la consultation. La technique est "toujours la même» à travers notre histoire : suggérer que le choix est limité entre un chef et le chaos. Le plébiscite exerce une contrainte. Il ne consulte pas, il extorque par le chantage. Il spécule sur la peur.

Et puisqu'aux dernières nouvelles, on déplora en haut lieu que le Français n'ait plus peur, il serait bien étonnant d'assister à une faillite de l'imagination dans l'art de raviver les sentiments nécessaires.

Quant au monopole de la télévision au profit exclusif du pouvoir, abus qui vient couronner en quelque sorte tant de négations de la démocratie, il ouvre à la ruse, au mensonge, un champ illimitée Il met en condition, au jour le jour, le citoyen et le transforme, il le chloroforme délicatement, lui dispensant les bienfaits de la méthode Coué. Le refus d'accorder à l'opposition la part sur les antennes qui ne lui est contestée dans aucune démocratie, et notamment la contestation de son droit de réponse, constituent un scandale aux dimensions inusitées, contra lequel tous les républicains devraient être mobilisés.

J'emprunterai ma conclusion à un leader connu qui, dans une conférence sur la "démocratie directe et la démocratie représentative", soulignait que l'emploi du référendum et l'absence du Parle mont conduiraient très rapidement au plébiscite et il ajoutait :

"Des expériences historiques faites tant en France que dans d'autres pays, ont clairement montré à quelles conséquences aboutit la mise en marche d'un tel mécanisme. L'ensemble de ces conséquences fournit la substance même du totalitarisme, quelles que soient les apparences plus ou moins longtemps sauvegardées. C'est pourquoi il n'est pas excessif d'affirmer que la démocratie directe ne saurait avoir de démocratie que le nom."

L'auteur de ces fortes paroles, c'est M. Chaban-Delmas et c'était en décembre 1961.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Brutelle sur "Bilan et Perspectives".

Georges Brutelle

Camarades ; le titre qui a été donné à ce rapport ne correspond certainement que dans une faible mesure à son contenu. En effet, le rapport comprend trois parties. Il est limité à trois domaines particuliers, liés entre eux sans doute, mais en trois domaines particuliers des décisions que nous avions prises lors du 54ème Congrès.

Dans la première partie, je m'efforce de rappeler, aussi brièvement que possible, l'essentiel des décisions du 54ème Congrès, cela dans trois domaines :
- le domaine de l'effort de regroupement Socialiste, l'effort de regroupement des démocrates et le problème de nos rapports avec le Parti Communiste, dans le souci que nous manifestions d'obtenir l'apport des masses Communistes à la tactique que nous avions définie lors de ce 54ème Congrès.
Je ne veux pas ici commenter cette première partie, qui n'est qu'un rappel de décision, vous la trouverez aux pages 1, 2, 3 et jusqu'à la page 4 du rapport.
La deuxième partie du rapport porte sur une analyse de l'effort entrepris, analyse qui pourra vous paraître longue à la lecture, mais qui en définitive est assez sommaire, parce qu'elle porte sur deux années d'activités.
L'effort entrepris, en ce qui concerne l'unité Socialiste et en ce qui concerne le problème de nos structures.
En ce qui concerne les structures, je veux dire un mot qui n'est pas contenu dans le rapport. Vous constaterez, en le lisant, nue lors du 54ème Congrès, nous nous étions donné un délai d'un an pour faire, au Parti, des propositions en ce qui concerne les structures. Je crois que l'impatience de certains camarades de vouloir nous faire aboutir dans un délai d'un an, impatience que tous ensemble nous avons essayé de satisfaire, se situait en dehors de la réalité. Il est apparu, d'une part en raison des difficultés de mettre ensemble des gens dont nous voulions connaître le sentiment en ce qui nous concerne, en ce qui concerne nos structures et les transformations que nous devions essayer d'entreprendre pour que notre parti devienne pour eux plus attrayant ; ces gens ont d'abord été, très difficiles à réunir ; il a fallu discuter pendant des mois avant de pouvoir organiser une méthode de travail, méthode qui a débouché sur les colloques Socialistes.
D'autre part, l'effort que nous avons fait nous-mêmes, au sein de la commission des structures du Parti, s'il s'est fait dans l'attente de l'apport extérieur, s'est fait tout de même dans des conditions qui nous obligeaient, fatalement, à perdre du temps. Car l'activité du Parti se développait dans, tous les domaines.
Aux réunions de commissions, nous n'avons pas toujours réussi à avoir tous les camarades ; nous n'avons pas toujours réussi à être là quand il le fallait, parce qu'on était pris ailleurs et puis, il fait bien le dire, se poser le problème des structures du Parti, si on veut le faire honnêtement, cela nous pesait à nous tous beaucoup de problèmes, beaucoup de questions. Nous avons perdu, en définitive, énormément de temps, dans la première partie de ce qui devait être notre travail, c'est-a-dire dans l'examen des structures de base, et nous avons passé presque toutes nos séances à discuter sur notre conception des structures de base, et même quand nous avions des conceptions voisines, les uns et les autres, il paraissait nécessaire de discuter pour mettre les choses en forme d'articles de statuts, il apparaissait nécessaire de discuter des différentes formes d'articulation que pouvaient prendre les structures nouvelles envisagées.
Entre des camarades qui pensent à des sections d'un type nouveau, dont les activités seraient différenciées et des camarades qui pensent seulement soit à des groupes de travail, soit à des amicales Socialistes, il y a nécessairement

beaucoup de questions a discuter, un gros effort à faire pour rapprocher les points de vue. Nous n'y sommes, jusqu'à présent, pas encore parvenus, même si nous sentons bien que nous visons au même but.
Mais lorsque vous abordez le problème des sections différenciées, alors de nouvelles difficultés surgissent. Car, comment faire - puisqu'il s'agit en la matière surtout des villes - comment faire pour que ces sections de type différencié dont on pense qu'elles seront meilleures pour le recrutement, pour la formation, pour la vie du Parti, comment faire pour qu'elles n'aient pas un état d'esprit particulier et qu'elles ne divisent pas les camarades, ne les amènent pas à se méconnaître à l'intérieur d'une même ville ?
Il fallait aussi songer aux remèdes, donc à l'articulation entre les différentes formules et ces problèmes d'articulation, nous ne les avons pas encore tous ensemble résolus, même si certains d'entre nous font actuellement des propositions.
J'insiste là-dessus, parce que je crois qu'on ne peut tenir personne pour responsable. C'est tout à fait naturel objectivement que la Commission n'ait pas encore abouti, compte tenu de la difficulté du problème, compte tenu de l'attente dans laquelle nous étions par ailleurs, du sentiment des gens qui, à l'extérieur, pensent qu'un regroupement doit se faire autour ou avec le Parti Socialiste, ou dans le Parti Socialiste, mais qui avaient beaucoup de mal eux-mêmes à fixer leur position sur les points qui nous préoccupaient.
Je n'insiste pas sur ce qu'a été l'expérience des colloques socialistes. J'en tente une analyse rapide a tue pages suivantes, 4, 3, 6 ; et puis, une édition certes abrégée- il y aura à peu près un neuvième de la matière - une édition abrégée des travaux des colloques a quelque chance de sortir dans les semaines qui précéderont notre Congrès. Je dis " a quelques chances" car je ne peux pas garantir que l'éditeur sortira début mai ce document, je l'attends plutôt pour le 15 mai… Si vous ne pouvez pas encore vous les procurer dans vos fédérations avant le Congrès, je n'en serai pas responsable ; nous nous efforcerons en tous les cas d'en avoir des exemplaires dans les jours qui précéderont le Congrès, pour vous en remettre et que vous puissiez de plus près voir quelle a été cette expérience.
Bien sur, selon les directives que nous avait données le Congrès, nous ne sommes pas allés chercher pour participer aux colloques Socialistes des hommes très loin du Parti. Nous ne sommes pas allé chercher des hommes avec lesquels il était évident au départ qu'il y aurait des querelles idéologiques ; nous avons même eu quelque prudence supplémentaire, car si le Congrès avait envisagé que nous puissions faire appel à certains radicaux, pour des raisons de courtoisie à l'égard du parti radical, auquel nous demandions par ailleurs de discuter sur une possibilité de rassemblement des démocrates, et pour ne pas mettre mal à l'aise des militants radicaux qui parfois se sentent proches de nous, mais pensent que nous devrions nous retrouver dans une organisation commune. Nous n'avions même pas invité de radicaux, bien que certains nous aient sollicites, comme ce fut le cas pour les éléments de "l'Atelier Républicain". Nous avens pensé que des conversations directes entre la commission du Parti qui s'occupait des colloques

et des contacts extérieurs, et ces éléments radicaux, auraient lieu et qu'on ne les ferait pas venir dans l'enceinte des colloques socialistes, ce qui nous paraissait maladroit à l'égard du parti radical, et dangereux pour la défense de leur propre thèse dans ce parti.
En ce qui concerne les autres, nous avons trouvé au PSU, dans les Clubs, venant à titre personnel, ou dans certaines organisations syndicales, venant de l'UDSR ou de la Jeune République, des gens avec lesquels nous étions sur bien des points d'accord. Bien sûr, nous avions des désaccords sur la tactique ; parmi tous les gens qui étaient la, tout le marie n'était pas d'accord avec notre tactique sur les présidentielles, ou sur les municipales. Cela nous a même créé un certain nombre de difficultés.
Mais cherchant s'il y avait, sur les problèmes idéologiques, de grosses divergences, et cherchant par ailleurs s'il y avait partant d'une unité idéologique, une volonté d'essayer d'aboutir à une formation unique, nous avons trouvé généralement un climat favorable.
C'est certainement avec le PSU que nous avons rencontré, à la fin, le plus de difficultés, encore qu'avec certains camarades du PSU, il ne me semble pas que ces difficultés soient insurmontables, pourvu que nous soyons capables de connaître ceux avec lesquels il nous est possible de travailler et que nous regrettons souvent de trouver loin de nous. Bien sur, il y en a d'autres, il y a les irréductibles, il y a ceux qui ne pourront jamais se passer de vivre autrement que dans un groupement qui se trouvera entre les Communistes et les Socialistes, parce qu'ils auront toujours ainsi le moyen de soulager leur conscience en ne prenant pas les responsabilités des grandes organisations. Cela nous le savons, ce n'est pas une raison pour nous décourager en ce qui concerne les autres, ce n'est pas une raison pour les mettre tous dans le même sac, ce n'est pas pour cela que nous n'avons pas des possibilités de regroupement an direction de nombreux éléments qui sont actuellement au PSU. Et dans vos départements, il vous est certainement arrivé d'en trouver.
Au cours des élections municipales vous en avez trouvé d'impossibles, car les choses se présentent sur le plan local, mais d'en trouver d'autres, dans d'autres circonstances, avec lesquels les ententes devenaient possibles, convenables, et je dois dire qu'en ce qui concerne mon département, l'observation que j'ai pu faire - ailleurs aussi d'ailleurs, c'est que toutes les fois que nous avons eu affaire à des éléments du PSU avec lesquels nous sentions qu'il y avait quelque chose de commun et que nous avons pu unir nos forces, aux élections municipales toutes les fois que nous avons pu unir nos forces dans ces conditions, nous avons fait reculer le Parti Communiste. Ce qui prouve qu'il y a ici des points de tactique qui ne sont pas du tout à négliger en ce qui nous concerne.
Sur le fond du problème, Je ne prendrai que deux questions parmi celles que J'évoque dans le rapport.
On pourrait être inquiet sur l'approche doctrinale d'un certain nombre d'éléments ; on pouvait se demander quelle était leur analyse de la société à laquelle nous avons affaire, et comment ils pouvaient réagir sur les méthodes qui sont les nôtres et sur les objectifs qu'en tant que Socialistes nous nous fixons.

Je dois dire que sur un point qui pouvait soulever des problèmes, en réalité une très large unité de vue s'est manifestée, et les divergences qui ont pu exister sont celles que l'on retrouve si l'on fait des commissions sur ces problèmes idéologiques.
Bien sûr, nous avons trouvé des hommes qui refusent de faire une profession de foi marxiste, mais je ne crois pas que nous exigions de quiconque à l'intérieur du Parti, une profession de foi marxiste ; et bien souvent, les débats auxquels j'ai assisté au Colloque Socialiste, ressemblaient à ceux que nous avions avec un certain nombre de camarades dans les commissions, qui avaient mis au point le programme fondamental du Parti il y a quelques années. Je dois dire que si presque tous refusaient qu'il soit fait référence à une école doctrinale quelconque, et s'ils disaient qu'ils ne pourraient pas se rallier à une profession de foi exclusivement marxiste - que nous ne leur demandions d'ailleurs pas - eh bien, ils mettaient au moins au premier plan, dans la lutte contre toutes les formes d'aliénation, ils mettaient tous au premier plan la lutte contre l'oppression économique, telle qu'elle résulte du système d'exploitation capitaliste.
En réalité, c'est seulement chez quelques éléments - parmi ceux que nous avions invités - que nous avons trouvé une attitude un peu mal assurée, une démarche un peu moins ferme. C'est assez naturel. Ces éléments étaient généralement des éléments paysans du CNJA ; en contre partie, d'autres éléments CNJA nous ont donné beaucoup de satisfaction et sont apparus comme susceptibles d'aller très loin. Mais il ne fait aucun doute que dans le CNJA, par crainte des difficultés de la propagande dans les milieux paysans, parfois aussi parce que les hommes sont craintifs à notre égard, ne sont pas convaincus encore de la justesse des solutions Socialistes, nous avons trouvé de l'hésitation. Mais sur l'ensemble des problèmes idéologiques, dans les autres milieux, pas de difficulté.
Un autre problème qui pouvait nous inquiéter, et qui d'ailleurs pouvait faire tout casser, c'était celui de notre approche du problème scolaire et des questions laïques. On a eu ce débat à trois reprises. On l'a eu à la réunion préparatoire, lorsqu'il s'est agi d'envisager quels seraient les problèmes que nous discuterions ; on l'a eu à propos du débat idéologique ; on l'a eu une troisième fois dans le débat sur la question scolaire.
L'ouvrage qui sera édité vous apportera énormément d'éléments en cette matière, mais je voudrais tout de suite souligner que l'accord a été unanime entre tous les participants, catholiques ou non, pour considérer la religion comme affaire privée. Tous ont répondu clairement aux questions que nous leur positions. En ce qui concerne leur possibilité d'accepter ou de refuser de se soumettre aux interventions de la hiérarchie catholique, dans le domaine du combat politique et social, une fois qu'ils l'auraient engagé avec nous, tous ont été d'accord sur ce point, et tous ont été d'accord sur la formule : à l'école publique, les fonds publics, à l'école privée les fonds privés.
La condamnation des lois anti-laïques, que je n'ai pas besoin ici à énumérer, a été faite par tous. La recherche des moyens de dépasser cette situation, par intégration dans un service de l'Enseignement public qui serait nécessairement laïque, a pu s'effectuer dans une atmosphère de loyauté, de compréhension

totale, et dans l'esprit auquel nous pouvons travailler à l'intérieur de nos commissions du Parti.
Mais peut-être est-il bon de souligner qu'après avoir fait référence aux positions de certains partis de l'Internationale Socialiste et après avoir condamné pour la France une solution du problème scolaire identique à la solution belge, ce sont essentiellement des militants d'origine catholique qui ont affirmé, dans une formule simple : en France, le socialisme passe nécessairement par la laïcité de l'État, et par la laïcité de l'École.
Voilà l'ensemble des propositions qui se sont trouvées affirmées au cours de nos débats.
Je pense que quand des catholiques font cette profession de foi, et se montrent ensuite, dans la pratique de leur action, fidèles à cette profession de foi, ce n'est pas à nous d'aller leur chercher des querelles s'ils veulent s'engager dans le combat Socialiste !
Le quatrième de nos colloques, celui qui posait les problèmes de structures, a été le plus délicat de tous.
Il est clair que si nous subissons souvent la critique, l'opposition d'éléments de gauche qui se trouvent dans les Clubs, si souvent on fait des reproches à notre Parti, si on dit qu'il n'est pas adapté, lorsque nous avons abordé le débat, eh bien on était capable de faire des critiques, mais, sur le champs, peu d'hommes avaient suffisamment réfléchi et étaient capables de nous apporter des solutions.
Il est clair qu'on m'a fait porter la responsabilité de l'impasse dans laquelle nous nous sommes trouvés au 4ème Colloque, en disant que j'avais présenté le problème, soulevé les questions d'une façon infiniment trop traditionnelle, que j'avais lourdement insisté sur la conscience de classes comme mobile de notre action, et, tout le monde en étant bien préoccupé, pensant que c'était un phénomène nécessaire, on a tout de même trouvé un peu excessif que j'aie insisté lourdement là-dessus lorsqu'il s'agissait de définir les modes d'action et la conception du Parti, alors qu'à mon avis c'est en fonction de notre conception idéologique que nous pouvons définir ce que sont nos modes d'action et ce que peuvent être nos structures.
En réalité, les gens qui ont l'habitude de nous critiquer n'étaient pas encore prêts à nous apporter des propositions précises et à mettre au clair des réflexions qu'ils n'avaient pas suffisamment faites, susceptibles de nous apporter des lumières quant à notre propre transformation.
Cela était parfaitement clair, il a fallu relancer le débat à plusieurs reprises, mais je dois dire que, par la suite, nous avons relancé beaucoup de satisfactions, dans la mesure où les Clubs eux-mêmes se sont emparés de la question et ont commencé à en discuter, ont commencé à chercher des formules qui pourraient nous apporter des solutions.
Certes, ce qu'il est sorti de la discussion n'est pas toujours agréable pour nous. Je pense qu'il y a des textes qui comportent des réflexions dont on aurait volontiers pu se dispenser, mais chacun vit dans son propre climat. Ce qui me paraît important, c'est que dans toutes les études que j'ai lues, dans tous les articles que j'ai lus depuis, venant des différents Clubs, une idée domine, c'est que le

regroupement de la Gauche est nécessaire sur des thèmes Socialistes, que ce regroupement ne peut se faire qu'avec la SFIO, et que même si l'on envisage un regroupement d'un type plus large, un regroupement démocrate ayant moins d'affirmations Socialistes, sous une autre forme moins intégrée, même si on envisage ce genre de regroupement, la SFIO, dans tous les cas, doit être l'axe.
Pas une seule de ces formations, petites ou importantes, ne pense aujourd'hui que la Gauche puisse opérer ce redressement - et que nous puissions faire, face au régime, le poids efficacement - si un regroupement ne s'opte pas dent la SFIO sera l'axe, et dont, en définitive, elle doit prendre la direction.
Je crois que c'est en fonction de l'évolution de ce climat que, sans crainte, nous pouvons maintenant envisager de poursuivre nos efforts, et de ce plan de l'unité Socialiste et des structures je saute tout de suite à la troisième partie de mon rapport, celle qui concerne les propositions pour l'avenir. En ce qui concerne les structures, en ce qui concerne le regroupement Socialiste, vous trouverez ces propositions à partir de la page 7.
Je pense que le Parti doit faire la démonstration, même s'il continue de trouver des difficultés, doit faire la démonstration inlassable de sa volonté de réaliser le regroupement Socialiste au sein d'une même organisation. A tout instant, il faut faire preuve d'initiative, et il ne faut pas fixer des limites à nos possibilités d'initiative en la matière. Il ne faut pas se figer sur la méthode des colloques Socialistes, par exemple.
Je pense qu'elle correspondait à un stade d'exploration, je pense que des colloques peuvent être encore utiles et nécessaires, mais je ne crois pas que ce soit la seule méthode. En tout état de cause, je crois qu'il ne faut fermer la porte à aucune solution, à aucun mouvement dans cette direction, il faut reprendre les colloques sur les thèmes où ils seront utiles, dans les moments où ils seront utiles, il ne faut pas les reprendre si, à certains moments, nous avons d'autres méthodes qui sont meilleures.
Mais par contre, ce qui me paraît nécessaire, à la suite de l'expérience qui a été entreprise - et je néglige, vous les retrouverez dans le rapport, les problèmes qui touchent au mouvement syndical et à la coopération, pour ne toucher qu'à celui qui concerne les petites formations politiques pour l'instant - c'est, dans cette volonté, de démontrer que nous voulons en finir avec l'émiettement des tendances Socialistes ou socialisantes.
Je pense qu'il faut d'abord que nous cherchions, dans la suite des colloques et à cause de l'esprit qui s'est dégagé, des possibilités qui se sont ouvertes depuis ces confrontations, à établir entre ceux qui ont trouvé le chemin de la compréhension un lien permanent qui leur permette de coordonner leurs efforts, de continuer à faire des études en commun, au moins d*échanger leurs points de vue sur les questions essentielles.
Je pense qu'il faut préserver cette possibilité de discussion tant que l'intégration ne se fait pas, tant que nous n'arrivons pas à l'unité Socialiste. C'est un moyen de la faire aboutir, c'est un moyen, en tout cas - alors qu'il y a actuellement des divergences tactiques - de permettre que ce ne soit pas une opposition insurmontable qui agite à nouveau certains groupes dans les mois qui viendront ;

Fondation Jean-Jaurès

il y a des problèmes tactiques, des difficultés tactiques qui peuvent être surmontés, et qui peuvent ensuite nous permettre de retrouver les hommes, si nous savons garder le lien.
Je souhaite donc qu'un lien de caractère permanent soit établi avec ceux qui le voudront, en essayant de forcer ceux qui ne veulent pas, car on ne doit pas laisser courir ceux qui manifestent, pour des raisons tactiques qui leur sont propres, le désir de se tenir à l'écart de la famille.
Ensuite, à la faveur des possibilités qui s'offrent déjà en ce moment, mais que nous pourrons approfondir dans ce lien permanant que nous maintiendrons entre nous, je pense qu'il faut continuer, quel que soit ce que nous envisagerons de plus large à l'échelle de la Gauche démocratique, à rechercher les formules qui permettent l'intégration du mouvement Socialiste, et à chacune des formations qui est prête à s'intégrer ou à faire des propositions, à chacune de ces formations il faudra accorder le dialogue qu'elle sera susceptible de demander, pour envisager quelles sont ses possibilités d'intégration.
En ce qui concerne les Clubs, les choses ne sont pas aussi faciles que lorsqu'il s'agit de petites formations à vocation politique et s'étant organisées comme partis, même si elles sont petites en effectifs. Les Clubs tiennent à préserver la formule qui a, actuellement, un certain succès dans certains milieux. Ils ne sont pas pressés d'une intégration étroite à l'intérieur d'un parti. Certains Clubs, sans doute, l'envisagent, et dans les conversations que nous avons, ou même à l'occasion des débats, ils ne cachent pas qu'ils sont prêts à s'intégrer dans un mouvement Socialiste, mais ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux. Ce qu'ils recherchent, surtout, c'est la possibilité d'être associés à nos décisions, et d'y être associés non pas d'une manière qui les ferait peser d'un poids particulier, ou qui remettrait en cause notre propre organisation, non, ils cherchent à être associés souvent à l'échelon des études, et ils envisageraient volontiers des contrats d'association, des contrats de collaboration, une sorte de contrat fixant les possibilités de travail entre le Parti et le Club, et là je ne parle pas du cas d'un regroupement socialiste ; même s'agissant de la SFIO telle qu'elle est actuellement, et sans apporter aucune modification à ses structures, certains d'entre eux sont prêts à chercher des possibilités de collaboration au niveau, en particulier, de nos groupes d'études, ils sont prêts à se lier par certaines formes de contrats d'association qu'il faudrait un peu d'imagination pour mettre au point.
Je pense que nous ne pouvons pas décevoir ceux qui viennent vers nous, et qui, même s'ils ont encore des appréhensions à notre égard, sont prêts à considérer que c'est à partir de l'ensemble de la gauche, et de la gauche Socialiste surtout, qu'on peut se trouver regroupés. Je pense donc qu'il faudra que nous sachions officiellement, et non plus dans le cadre des Colloques, rechercher avec l'un ou l'autre de ces organismes qui manifestent leur sympathie les possibilités réelles de collaboration le problème de l'adhésion pouvant être un problème d'adhésion individuelle, d'ailleurs, car beaucoup de ces éléments songent à une adhésion individuelle au Parti, tous les membres de leur Club, par exemple, n'étant pas, eux, forcément adhérents au Parti, mais le Parti étant lié par des échanges de services, soit à l'échelon des directions nationales et d'une commission d'étude,

soit même à l'échelon de la province, lorsque de tels Clubs existent en province, et nous avons, à cet égard, quelquefois des surprises, il m'en est arrivé au cours des dernières municipales, il arrivera peut-être, à vous aussi, d'en découvrir quelquefois, et d'y trouver des éléments qui sont fort utiles.

Cela m'amène maintenant au problème de nos propres structures. Je ne vais pas m'étendre longuement sur les propositions que je fais, je vous demande de retenir surtout qu'elles ont comme objet de provoquer une réflexion, et d'amener des camarades à faire d'autres suggestions.

En ce qui concerne les structures du Parti, j'ai insisté sur plusieurs points. Nous avons insisté là-dessus à la commission des structures, et je pense qu'il faudrait savoir ce que les camarades en pensent dans les fédérations et dans les grosses sections de villes. A la commission des Structures, il y avait vraiment une volonté de trouver des formules mieux adaptées au développement de notre implantation géographique. Nous avons généralement pensé à la possibilité, dans les villes, de créer non seulement des sections à base géographique - et nous classons dans sections à base géographique aussi bien les sections de quartier que les sections d'entreprise - mais aussi des sections fort différenciées, en forme de cercles d'études, de cercles de culture, de cercles de loisirs, qui seraient responsables de leur propre activité et de leur propre recrutement, le problème restant de maintenir l'unité d'action dans la propagande publique dans la ville, par un comité de ville qui serait l'émanation de ces différentes sections, et de maintenir les possibilités d'études en commun et de rencontres des militants, afin qu'ils ne s'isolent point les uns des autres et qu'ils ne finissent point par trop se différencier, et même s'ignorer, en organisant des séances d'information générale et en faisant en sorte qu'en ce qui concerne les grandes décisions du Parti, ce ne soit pas dans les petites sections cloisonnées qu'elles soient prises, mais que ce soit à l'occasion d'assemblées générales, de même que lorsqu'il s'agit de désignation de candidats, cela se passe toujours dans le secteur géographique, par regroupement des sections.

Nous avons pensé aussi qu'il fallait chercher un moyen de créer un lien qui nous permette de contrôler- on m'a reproché le mot "contrôler", mais je n'en trouve pas d'autre qui exprime véritablement ma pensée - nos sympathisants, en sachant qui ils sont, comment ils évoluent, en essayant de leur apporter la matière du Parti. Trop de sections nous donnent l'exemple de camarades qui, dans une ville, sont regroupés à 30 ou 40, fréquentent la section à 7 ou 8, se réunissent rarement, discutent un peu entre eux, et ne projettent absolument pas l'action du Parti sur l'extérieur. C'est pour tenter d'arriver à cela que nous voulons essayer de préconiser une différenciation dans les possibilités d'organisation à la base, et un effort pour contrôler effectivement les sympathisants, avoir le contact avec eux, savoir les inviter pour des réunions d'information, savoir quels sont ceux qui sont suffisamment proches de nous, suffisamment dévoués, pour accepter de mettre la main à la pâte. Après tout, nous en trouvons souvent dans les campagnes électorales qui viennent avec nous coller des affiches, et que nos secrétaires de sections oublient mène d'aller rechercher le lendemain pour savoir s'ils prendraient la carte du Parti !

Je crois qu'il y a là un état d'esprit à renverser, et que ce que nous prévoyons comme appels en la matière a surtout pour but de renverser cet état d'esprit.
Enfin, il y a une autre chose, qu'il ne nous paraît pas utile de mettre dans les statuts du Parti - car après tout le Parti l'a toujours recommandé, mais les camarades ne le font pas - c'est l'établissement de relations aussi constantes que possible avec, non seulement des camarades du Parti, mais aussi des sympathisants qui exercent des fonctions dans des associations proches, dans des groupements d'intérêt social, que nos camarades négligent trop souvent, alors qu'ils devraient les consulter sous une forme quasi organique et que nous devrions avoir surtout, à nos échelons fédéraux, des organismes de consultation appropriés.
J'ai posé le problème, dans ce texte, des structures nationales, bien que nous n'en ayons pas encore discuté à la commission, mais je crois que nous serions très embêtés à la commission, si nous discutions en vase clos, échangeant des idées qui peuvent venir dans les cervelles de 5 ou 6, s'il n'y avait pas, au cours de ce travail, une réaction du Parti.
Je crois que le prochain Congrès - je ne pense pas qu'au prochain congrès on puisse fixer en articles de statuts les propositions que nous voulons faire les uns et les autres, je pense que, pour être sérieux, il faudra envoyer cela à un Conseil National - devrait débattre de ces questions et donner des indications en ce qui concerne le sens des travaux par la suite, en somme déjà donner une idée des modifications qu'il souhaite et qu'il voudrait ensuite voir mises en forme de statuts ; c'est le Conseil national qui serait chargé de régler cette question.
Je pense qu'il y a un problème que nous nous posons souvent à l'échelon national, qui se pose couramment pour les membres du Comité directeur ou au bureau du Parti, c'est celui de notre façon de vivre et de notre façon de travailler. Nous avons souvent essayé de changer les choses ; en réalité, c'est parce que nous sommes faibles, que nous disposons de peu de moyens, que nous nous posons toujours des questions, mais enfin, ce n'est pas une raison pour - lorsque nous sentons que cela ne va plus et qu'on pourrait peut-être s'organiser autrement - ne pas le tenter à chaque fois.
Je propose un système qui peut servir de base de discussion, système qui conduirait à ce que, du Comité directeur, puissent émaner trois commissions.
Une commission politique. Lorsqu'on débat au Comité directeur ou au bureau du Parti de questions politiques, on a quelquefois le sentiment de ne pas faire tout son devoir à l'égard du Parti, on a le sentiment de ne pas s'occuper de la vie des fédérations et de la vie du Parti, mais lorsque, par hasard, le domaine statutaire nous oblige à mettre à l'ordre du jour une question relevant d'une fédération, parce qu'il y a un conflit, parce qu'il est nécessaire de dissoudre une section, alors les camarades sont lassés, et quand ils perdent deux ou trois heures à ce débat, ils disent : aujourd'hui, il y a une question politique importante, on n'a pas pu en discuter.
Ce problème, nous n'arrivons pas à le. régler, et nous avons aussi le sentiment que nous ne prenons pas assez de temps pour essayer de fixer quelle est notre orientation en ce qui concerne les études du Parti pour l'avenir, que nous

abandonnons volontiers tous les choix à la commission nationale d'étude, en attendant qu'elle nous apporte des rapports et que nous puissions prendre une option s'il y a une divergence à l'intérieur d'une commission.
Je pense donc qu'il faut que nous fassions un effort pour que nous ayons des organismes différents, mais qui remplissent tous une tâche qui serait précise, afin que rien ne soit négligé.
Je pense qu'il faut un comité politique. J'en ai discuté avec Guy Mollet, et aussi avec d'autres camarades, on a dit que le système risquait d'être lourd. Il n'y a pas de question, on peut envisager une autre formule, mais je reprends mon schéma tel qu'il est.
Trois comités donc :
-un comité politique,
-un comité d'organisation, qui s'occuperait de l'administration, de l'organisation et de la propagande ; quant il s'agit d'un comité politique, il faut qu'il soit suffisamment large pour que les différents courants ou les différentes opinions y soient représentés, quand il s'agit d'un comité d'organisation, il ne faut pas qu'il soit paralysé par un trop grand nombre de camarades, il faut qu'il soit restreint ; ce comité d'organisation pourrait comprendre 5 à 7 membres, et il devrait suivre les questions d'administration, d'organisation, de propagande, et la mise en œuvre de l'éducation. Bien sûr, il serait soumis au Bureau du Parti, qui aurait un rôle coordinateur, mais étant l'émanation du Comité directeur on pourrait lui confier les problèmes de difficultés fédérales, même les problèmes de dissolution de section, le bureau intervenant seulement s'il est en désaccord avec ce comité, pour faire trancher le problème, à ce moment-là, par le Comité directeur.
Je pense qu'un comité restreint de prospective et d'étude devrait également être créé - 5 à 7 membres, vous en verrez les détails. Ces deux comités pourraient, s'entourer de camarades à titre consultatif ; le Bureau garderait son rôle d'organe représentatif, d'organe d'animation et d'organisation, de gardien des statuts et des décisions de Congrès, de représentant de la volonté du Comité directeur, dans l'intervalle de deux réunions de Comité directeur. Vous verrez évidemment qu'il en résulte un certain nombre de suggestions, en ce qui concerne le rôle du Comité directeur, son élargissement possible à des camarades, - sur ce point, je n'ai pas encore tranché, d'ailleurs - représentant des groupes de fédérations.
A la page 20, vous trouverez ceci avec ce qui peut en résulter pour les Conseils nationaux. Je n'insiste pas, vous l'avez dans le document.
Deuxième question que nous avions envisagée, celle du regroupement de la Gauche.
En ce qui concerne le regroupement de la Gauche, vous verrez, dans la 1ère partie de ce rapport, que le problème n'a pas été totalement négligé mais qu'en fait nous nous sommes trouvés tout de suite devant une difficulté : à qui pouvions-nous nous adresser ?
Au Parti radical ? En fait, le Parti radical disait : "Les Socialistes veulent un regroupement à gauche, ils sont préoccupés de regroupement Socialiste et, nous, nous voulons un regroupement qui aille depuis les modérés jusqu'aux

Socialistes".
Au fond, l'idée du Président du Parti radical était de faire qu'entre UNR, et les Communistes, il existe une grande force centriste dans laquelle nous serions, et il pensait qu'il y avait suffisamment de raisons pour justifier un Parti de ce genre.
C'était absolument contraire avec notre propre recherche, puisque nous voulions, s'il y avait un rassemble ment, dans une large mesure organique, nous voulions qu'il soit seulement Socialiste et, s'il y avait un rassemblement du caractère d'union, nous pensions qu'il devait rassembler des démocrates de gauche acceptant, en matière de programme, un certain nombre de mesures considérées, par ces démocrates, comme acceptables, en fonction de leurs conceptions, à l'époque où nous sommes, et considérées par nous comme les premiers pas vers la démocratisation qui ouvrirait la voie à la société Socialiste.
Eh bien, il y avait un divorce évident et on a eu tendance à essayer de rejeter sur nous la responsabilité de ce qu'il n'y avait aucun rassemblement de la Gauche en perspective.
Je crois, camarades, qu'il faut lever cette hypothèque. Je pense qu'il faut s'appuyer sur les tendances qui existent au sein du Parti radical à réagir contre l'enlisement centriste et à rechercher un point d'appui du côté et à rechercher un point d'appui du côté de la SFIO.
Dans une lettre qu'il a adressée à Pinton, à la veille du dernier Congrès radical, Guy Mollet avait lancé l'idée de la possibilité d'une confédération.
Depuis, dans les milieux de gauche, on a repris cette idée, on a fait autour beaucoup de bruit ; François Mitterrand a pratiquement lancé là-dessus une véritable campagne, dans toute la limite de ses moyens, Charles Hernu en a repris l'idée et je crois savoir qu'à la prochaine convention républicaine, on mettra beaucoup l'accent sur l'idée de confédération.
Je ne cache pas que j'ai eu personnellement beaucoup d'hésitation devant une telle formule mais, en définitive, je crois qu'il faut que nous fassions vraiment la démonstration de notre volonté de regrouper la Gauche et qu'il ne faut pas se limiter à un regroupement Socialiste difficile, il faut essayer de regrouper la gauche au maximum. Mais, attention, il n'y a pas de confédération possible, il n'y a pas de confédération utile surtout pour nous Socialistes, si nous ne sommes pas d'abord clairs sur ce que doit être la confédération et sur ce que nous en attendons.
Il me paraît nécessaire, pour éviter tout risque de confusion et toute aventure vouée à l'impuissance, de préciser d'abord qu'il ne peut pas s'agir pour nous, que la formule confédérale ne peut pas être, pour nous, un simple cartel ou une simple coalition de type classique.
Dans les milieux radicaux, on parle beaucoup, depuis quelque temps, dans la gauche radicale, de philosophie politique ; on est à la recherche de la définition d'une philosophie politique et ceux qui essayent de trouver le chemin qui les rapproche le plus de nous emploient souvent ce terme.
Je pense que, s'agissant de regroupement Socialiste, le terme de philosophie politique ne recouvre pas une idée suffisante, que nous devrions être plus

exigeants, mais s'agissant d'une confédération à laquelle participeraient les Radicaux, alors je pense que nous pouvons être tout de même moins ambitieux.
Il faut essayer de voir à quoi nous pouvons limiter nos exigences, mais en étant fermes et stricts sur ces exigences, en nous mettant en garde contre nous-mêmes, contre la tendance que nous pourrions avoir, pour aboutir, à oublier ces exigences, en cours de négociation.
A mon avis, quelle doit être la 1ère exigence ?
Évidemment, il n'est pas question de demander aux Radicaux de souscrire à notre programme fondamental, ni même à adopter les objectifs que nous avons fixés en 1963 comme tâche prioritaire de la démocratisation ; on ne peut pas leur demander de les accepter dans leur intégralité, mais en tout cas nous devons demander que la confédération, si elle peut se faire, soit fondée sur une Charte politique commune, définissant les buts et les principes de son action, et une telle Charte devrait correspondre à une volonté du Parti radical non seulement de restaurer la démocratie politique, mais de faciliter l'évolution vers la démocratie économique et sociale.
Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté ni d'équivoque à cet égard, une telle Charte devrait inclure ce que nous avons appelé, nous, des réformes destinées à préparer la société Socialiste, mais susceptibles d'être acceptées par des démocrates de gauche - je reprends les termes du 54ème Congrès. Une telle charte pourrait se situer à la limite de ce que les Radicaux peuvent accepter dans une voie progressiste et atteindre le niveau au-dessous duquel nous n'acceptons pas, nous, de prendre nos responsabilités dans un gouvernement.
La seconde exigence que nous avons, que nous devons avoir concerne la structure de la confédération.
Une structure de type confédéral respecte, certes, le mode de vie interne des organisations confédérées.
Elle respecte leur autonomie de propagande sur les tâches, sur les thèmes qui leur sont propres et qui n'ont pas été pris en commun par la confédération, mais il ne serait pas concevable qu'étant partie intégrante d'une confédération de la gauche démocratique et Socialiste, le Parti radical, par exemple, cherche à sauvegarder ses possibilités d'intégration dans une autre forme de regroupement extérieur à la confédération elle-même.
Il apparaît donc nécessaire que des choix décisifs soient faits au départ et que la structure confédérale soit assez forte pour qu'aucun participant ne soit autorisé à conclure séparément des alliances particulières. Si les Radicaux pouvaient être à la fois dans une confédération de la gauche et rester au comité de liaison des démocrates et tenter une autre tactique, je pense que ce serait une duperie, que cela n'aurait aucune espèce de sens et que nous ne pourrions pas accepter de rester nous-mêmes dans un tel système ; il vaut mieux le dire au départ.
Les limites d'une telle formation. - Il s'agit de savoir si les gens veulent y entrer, mais je pense que le problème doit se poser depuis les radicaux jusqu'au PSU, en englobant les petites formations à vocation politique, en cherchant à intégrer à ce stade les clubs, ou à trouver leur association en cherchant, avec les organisations syndicales et avec le mouvement coopératif, ce qu'il y a de

capacité d'action, lorsqu'il s'agit de faire un mouvement unifié. Nous savons que nous ne pouvons pas encore obtenir leur adhésion. Lorsqu'il s'agit d'une confédération, la raison d'une certaine autonomie. Peut-être pouvons-nous mieux les mettre devant leurs responsabilités, peut-être pouvons-nous obtenir qu'elles prennent leurs responsabilités, peut-être pouvons-nous, même si elles ne pouvaient pas les prendre, comme il n'est pas question, pour nous, de les forcer, trouver des formes d'association, des formes de contrat, des accords limités dans certains domaines d'action qui peuvent les concerner.

Il se pose le problème de l'attitude qu'aurait la confédération à l'égard des autres formations d'opposition.

En ce qui concerne les formations dites centristes, vous verrez ce que j'en dis à la page 23. Il me paraît qu'il serait dangereux de ne pas affirmer dès maintenant que, pour les Socialistes, aucun accord de portée nationale et laissant supposer une intention de gouverner en commun, ne saurait être envisagé que sur la base d'engagements précis et d'un programme comportant toujours ce qui nous apparaît indispensable pour franchir une étape vers la démocratie Socialiste.

Je reste ici dans l'esprit du 54ème Congrès du Parti.

Bien sûr, une telle formule ne saurait exclure la possibilité d'actions tactiques limitées, parallèles, éventuellement communes et destinées à opposer une résistance à certaines actions du pouvoir.

En ce qui concerne le Parti Communiste, je pense que partiellement les problèmes de la confédération seraient ceux du Parti Socialiste SFIO lui-même, seulement il faut que la confédération soit consciente, comme nous avons montré que nous l'étions lors du 54ème Congrès, que dans l'état actuel des forces électorales en France, elle peut se trouver dans l'incapacité de réaliser son programme sans l'apport des masses communistes.

Si elle devait vraiment répondre aux aspirations et à l'attente des hommes de gauche, la confédération influencerait l'électorat Communiste, elle mettrait le PC devant la nécessité de soutenir une formation démocratique de gauche, en tenant compte des progrès que celle-ci permet de réaliser au profit des travailleurs. Et si le Parti Communiste, pour d'autres raisons, voulait échapper à cette obligation, c'est lui qui apparaîtrait alors comme favorisant objectivement le gaullisme et la société néo-capitaliste qui en est l'expression.

Le dernier des trois points que j'avais examinés est celui des rapports avec le Parti Communiste.

J'y trouve ici une sorte d'introduction ; vous le retrouverez aux trois différents niveaux de ce document.

Dans la 1ère partie : rappel des décisions ; dans la deuxième partie, un peu brièvement, parce que je compte sur Quilliot pour entrer davantage dans le détail, je rappelle quel a été notre effort, qu'est-ce qu'il en est résulté ; je n'ai pas besoin, d'autres le feront et je pense que Quilliot le fera, de revenir longtemps sur cette question ce matin. Mais, je voudrais insister sur ma conclusion.

Je voudrais insister sur ma conclusion car, même s'ils n'ont pas pris une importance considérable, une importance susceptible de poser des problèmes au Parti Communiste, il est certain qu'à l'heure actuelle des groupes de plus en plus

Contribution Jean Poperen

nombreux se posent des problèmes, à l'intérieur du Parti Communiste, et essayent de les résoudre ensemble.
Oh ! Si vous lisez leur littérature, évidemment vous les trouvez encore extrêmement loin de nous, mais il me paraît extrêmement important que, dans un mouvement aussi monolithique que nous l'avons connu, il est tout de même important de voir maintenant que, dans l'intérieur du Parti Communiste, et en utilisant souvent des moyens d'expression extérieurs, de nombreux militants se posent des problèmes, et se les posent dans le sens de la démocratisation.
Le problème n'est pas de savoir quelle marge il reste entre eux et nous, le problème est de savoir quel est le mouvement qu'ils sont susceptibles de faire et quelle est l'action qu'ils sont susceptibles d'engager pour la démocratisation.
Je pense que si le Parti Communiste continue à refuser de répondre, quel que soit le souci que nous ayons peut-être de ne pas créer de problème à ses minoritaires, quel que soit le souci d'obtenir un dialogue réel avec le Parti Communiste, en ne lui donnant pas le sentiment que nous utilisons ou ses renégats ou ses minoritaires, ou ceux qui lui créent des difficultés, - je pense que ce souci-là ne doit plus maintenant nous animer car, de question en question, le Parti Communiste a tout fait pour ne pas répondre sur le terrain fondamental : dans la 1ère série de réponses à Quilliot, il n'y avait rien qui allait au fond des problèmes, dans la seconde série, j'ai cru, au début, qu'on allait nous renvoyer aux œuvres de Maurice Thorez... il apparaît maintenant qu'on pose continuellement les problèmes en fonction de l'actualité ou en fonction de la situation de 1934 ou 1936, mais qu'on se refuse à aborder le débat sur ce qui nous sépare, dans le fond sur le problème idéologique, - eh bien, si la direction Communiste nous refuse ce débat, je crois que nous n'avons plus à attendre. A partir du moment où, sous différentes formes, des minoritaires Communistes s'expriment en allant dans le sens de la démocratisation, ce débat-là, il faut l'accepter aussi avec eux.
Il ne faut pas l'accepter seulement sur les thèmes que nous avons avancés, nous, il faut voir quels sont les thèmes de réflexion qu'ils soumettent eux-mêmes aux militants Communistes et, sur ces thèmes-là, même si nous ne les avons pas choisis, il faut que nous poussions le dialogue, il faut que nous le poussions sans cesse, le plus loin possible, si nous voulons faire la démonstration, et si cela correspond au fond à notre état d'esprit, que notre plus grand espoir et que notre volonté est de faire en sorte que le Parti Communiste bouge sur le plan de la démocratie, pour que l'on puisse récupérer des centaines de milliers d'ouvriers et les millions de voix ouvrières.
Je pense que cet effort doit être fait.
Sur le reste, il me semble qu'il n'y a pas de changement suffisant pour qu'en matière tactique nous puissions modifier notre ligne à l'égard du Parti Communiste, la ligne que nous avions fixée lors du 54ème Congrès national du Parti.
Je crois avoir oublié un mot, en parlant de la structure, que j'ai oublié d'aborder, mais vous le retrouverez dans le texte, c'est le problème des affiliations collectives. C'est un problème dont je regrette de ne pas avoir parlé tout à

l'heure, mais vous verrez ce que j'en dis.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet - Une simple communication : les camarades de la fédération des Bouches-du-Rhône viennent de nous faire savoir que Gaston Defferre est retenu par des examens radiographiques consécutifs à un léger accident, - rien de grave d'ailleurs-, et il ne pourra donc être des nôtres, tout au moins ils l'espèrent, que ce soir ou, en tout cas avec certitude, demain.
(Applaudissements)

Le président - Avant de lever la séance de ce matin, je vais vous donner la composition au bureau pour la séance de cet après-midi, qui ouvrira à 15 heures : président : Allainmat, Maire de Lorient, Le Floch, de la Gironde, Coltice, de l'Ain, Dehan, de la Loire-Atlantique.
Je vous donne rendez-vous à 15 heures précises et nous pourrons commencer à discuter sur les rapports qui vous ont été présentés.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale d'information des 3 et 4 avril 1965
Clichy

Séance du samedi 3 avril 1965 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Allainmat, Maire de Lorient, assisté de Le Floch, Gironde, Coltice, Ain, Dehan, Loire-Atlantique.

Ernest Cazelles - Camarades, ce matin, vous avez entendu les rapports concernant les problèmes de politique intérieure. L'ensemble de ces rapports nécessite maintenant un échange de vues commun.
Je demande donc aux camarades qui ont des observations à présenter, ou suggestions à faire, de se faire inscrire avec le temps de parole demandé.
Pour l'instant, nous avons Roger Quilliot, Gérard Jaquet, Albert Gazier.

Roger Quilliot

Mes chers camarades, les dernières élections municipales ont marqué un incontestable échec de l'UNR ; il serait peut-être abusif d'en tirer la conclusion qu'elles représentent pour nous une authentique victoire.
Nous avons marqué, en effet, un coup d'arrêt, nous avons mené une bataille dans des conditions extrêmement difficiles, dont nous n'ignorions pas auparavant ; ce qu'elle serait, quand nous avions défini, au Conseil National, la tactique qui fut la nôtre. Mais il est bien certain que nous n'avons pas pu éviter toute équivoque

Fondation Jean Jaurès

dans l'opinion et le Parti a aujourd'hui un certain nombre de blessures, si je puis dire, à guérir, blessures qui procèdent parfois d'erreur d'analyse sur le plan local, parfois d'un manque de fermeté dans les négociations avec des organisations alliées, et, bien sur aussi, d'indiscipline, ou d'exclusions justifiées, mais mal comprises.
Il est évident que dans l'opinion il était difficile de défendre un certain nombre de décisions que nous avions été amenés à prendre même quand elles étaient parfaitement valables. Seuls des militants pouvaient comprendre que pour des raisons différentes on ait exclu ici un camarade pour accord avec des Communistes et là, à l'inverse, un camarade pour accord sur la droite ! Seuls, je le répète, des militants pouvaient le comprendre. Malheureusement, les militants sont, et de loin, les moins nombreux.
Ceci dit, il y a une erreur à ne pas commettre et qui serait de vouloir transposer la tactique des municipales sur le plan présidentiel ou sur le plan des élections législatives qui pourraient survenir.
Je crois qu'une des méthodes pour soigner ces plaies que j'évoquais à l'instant est, au fond, de clarifier notre altitude en allant de l'avant et de la clarifier en fonction d'objectifs essentiellement Socialistes ou de gauche.
Oui, bien sûr, dans la mesure où la situation n'est plus exactement la même, et sur ce point je voudrais tout d'abord évoquer nos rapports avec le Parti Communiste, dans la mesure où j'ai été chargé de rédiger les conclusions d'un comité de travail que dirigeait notre camarade Guy Mollet, il faut faire le point.
Ces rapports ont été de plusieurs ordres : d'ordre écrit, d'ordre, je pourrais dire de force à force, sur le plan électoral, ou même d'ordre intérieur au Parti Communiste.
Ces rapports écrits, vous les connaissez, puisqu'il y a eu deux séries d'articles que j'ai rédigés au nom du Par ti dans le Populaire, repris par démocratie et popularisés sous la forme de brochures. Il a été répondu à deux reprises à ces articles, une première fois au lendemain de la première série, dans un texte assez long, anonyme, compact, et volontairement indigeste du Parti Communiste.
Il n'est pas ressorti grand chose de cette première discussion et nous l'avons dit franchement.
Nous en sommes maintenant à la seconde série de réponses qui ait commencée depuis le début de mars dans la France nouvelle. Ce n'est plus donc cette fois L'Humanité qui sert de véhicule aux réponses du Parti Communiste, mais un journal moins important, destiné essentiellement à des millièmes intellectuels ou semi intellectuels.
Faut-il voir là une volonté délibérée de donner moins d'importance à ce débat ? C'est possible, nous n'avons pas de conclusion précise à formuler sur ce point.
Nous constatons qu'à la formule anonyme du premier dialogue a été substituée une formule signée, si je puis dire, et signée cette fois d'une série de militants Communiste.
Je vous rappelle ces cinq premiers articles :
-le premier intitulé "à propos de la coopération des Communistes et des Socialistes", d'André Vieuget.

Fondation Jean-Jaurès

Au passage, je vous signale que (pour la petite histoire) André Vieuget a été chargé par le Comité central du Parti Communiste, pendant la campagne électorale, d'aller casser certains accords entre le Parti Communiste et la SFIO, quand ils les considérait comme insuffisamment favorables au Parti Communiste ;
-deuxième article : "Démocratie Socialiste" de Victor Joannes, j'y reviendrai dans un instant ;
-troisième article de Lucien Matisse "Démocratie économique et politique",
-quatrième : "La paupérisation de Barjonnet",
-cinquième article : "La paysannerie" de Fernand Clavaud.
Je vous donne rapidement, pour ceux qui ne les ont pas lus, une brève analyse, avec, si vous voulez, quelques réflexions personnelles sur ces différents articles.
Le premier est une espèce d'article fourre tout, assez confus, d'ailleurs, et probablement le moins bon de la série.
Le second, je le laisse de côté pour y revenir dans un instant en détail.
Le troisième porte sur les problèmes de la démocratie économique et politique, mais sans aucune allusion à aucun moment à l'expérience des démocraties populaires et de l'URSS, que nous avions évoquée précisément pour demander quelques éclaircissements.
Le quatrième article de Barjonnet, qui est un conseiller économique de la CGT, reprend la thèse traditionnelle de la paupérisation. En définitive, vous connaissez ces longues, interminables discussions sur ce thème, il s'agit de sauver le mot de paupérisation absolue, même si l'on convient que la chose n'existe plus sous sa forme passée, sous la forme où on la soutenait jusque là.
Donc, concession peut-être sur le fond, mais aucune concession sur le mot. Barjonnet, après avoir reconnu que le niveau de vie avait pu s'élever, s'empare de la formule que nous répétons, à savoir que les besoins de la population croissent plus vite que les moyens de les satisfaire, et que si on peut dire, l'investissement capitaliste croit plus vite généralement que les revenus des salariés, pour en conclure à la paupérisation absolue, ce qui est, évidemment, une manière d'escamoter le problème.
L'article de Clavaux sur la paysannerie est intéressant, je vous le signale, dans la mesure où il reprend exactement les thèses que l'on est en train de populariser notamment dans les départements du centre, c'est-à-dire essentiellement la défense de la petite exploitation familiale, avec à peine une ouverture sur le domaine des structures et, au fond, si l'on peut dire, une attitude tout à fait traditionnelle sur ce plan, conservatrice, qui, à mon avis, ne servira pas beaucoup les intérêts des paysans de régions comme celle où j'habitude maintenant, le Puy de Dôme
Enfin, le cinquième article que je vais évoquer est celui de Joannes, parce qu'il aborde trois problèmes et pour vous montrer comment il le fait, je veux simplement vous lire ce bref passage.
J'avais évoqué, sur la demande de camarades de la Commission, le problème de l'information et, par exemple, celui de l'ORTF et je disais : étant donné ce qui se passé ! dans les démocraties populaires, en URSS, estimez-vous que l'ORTF, si

elle était modifiée démocratiquement doive donner la parole à toutes les formations existantes ?
Et là-dessus, il m'est répondu qu'il y a près de vingt ans que notre attitude a été définie dans ce domaine, et ce à une époque où les Socialistes formulaient, eux, des réserves et l'on donne une longue citation du Comité central du temps du Front Populaire, si je comprends bien, et de la libération, demandant que le Parti Communiste ait accès à la radio et précisant que tous les autres partis peuvent y avoir accès, dès l'instant où ils se placent dans le cadre du respect de la République, qu'ils ne soient pas un simple camouflage des organisations fascistes.
A près quoi, il est question de droit d'association, du syndicalisme.
Là, c'est réglé en très exactement douze lignes, et il est dit ceci : lorsque nous écrivons "libre activité des syndicats et partis démocratiques" et que nous déclarons avoir rejeté l'existence du parti unique comme condition obligatoire du passage au Socialisme, c'est nous faire injure de mettre en doute notre respect pour des engagements pris aussi solennellement.
Vous voyez que la réponse ne porte pas sur le fond, elle consiste à dire : nous avons dit, il y a vingt ans, ceci et bien vous faites injure en ayant l'air de mettre en doute que cela ne puisse pas être la doctrine Communiste traditionnelle.
Or, précisément, notre objectif était de savoir si le Parti Communiste en fonction de la situation dans les démocraties populaires et en URSS, avait ou non modifié son attitude sur ce terrain.
Et tout cela se termine par une attaque qui concerne les listes que nous avons pu faire avec les gens sur notre droite aux élections municipales, et nous sommes accusés de faire une liste unique qui remet en cause la nature du scrutin et ils reprennent le passage d'une phrase que j'avais écrite "... qui maintient le peuple en minorité assure une unité de façade.." vous voyez que l'escamotage est patent, puisque l'on évoque les dernières élections municipales, ce qui est évidemment un peu abusif, en évoquant en particulier les listes que nous pouvons avoir constituées.
Enfin, dernier thème, celui du droit de grève ; j'avais évoqué l'expérience yougoslave et il m'est répondu que Lénine avait dit cela avant les Yougoslaves, bien sûr, et que c'est en partant de cette conclusion de principe que nous voulons faire notre réponse, l'inscription du droit de grève sera indispensable dans les textes que l'Assemblée constituante devra adopter après l'élimination du pouvoir personnel ; il peut parfaitement figurer dans une constitution Socialiste de la France si le peuple consulté sur celte question, comme sur les autres, estime devoir l'y inscrire au côté de toutes les conquêtes qui seront consignées.
Ce qui revient à dire : nous acceptons le principe si au lendemain de l'instauration d'un régime de caractère Socialiste, le peuple veut bien... Mais, précisément, nous tenons à des principes très fermes, à des principes qui ne peuvent pas être remis en question de la sorte, puisque nous savons comment on fait voter le peuple dans les démocraties populaires !
Si bien qu'il y a là, si on peut dire, quelques amorces d'évolution, mais incontestablement, nous ne pouvons pas tenir ces réponses pour des réponses

satisfaisantes.
Par ailleurs, Georges Brutelle le disait ce matin :
ces articles sont essentiellement consacrés à des problèmes de l'actualité du type de la paysannerie qui, à notre avis, n'est pas un problème essentiel entre les Communistes et nous ; je l'avais simplement évoqué pour marquer à quel point les attitudes Communistes pouvaient apparaître troubles en ce sens que d'une part on défend la petite exploitation familiale et que, d'autre part, on est, à l'étranger, dans les pays où on a le pouvoir, partisan d'une collectivisation agraire systématique.
Si bien qu'il y a une volonté de fuir, une fois de plus, les problèmes en en abordant d'autres qui ne sont pas, je répète, sans intérêt, mais sans répondre au fond des questions que nous avions abordées.
Par ailleurs, il nous faut évidemment dire un mot de l'attitude du Parti Communiste à l'intérieur du Mouvement.
Vous avez pu voir qu'en un sens, le Parti Communiste a fait un effort pour, autant qu'il a publié les textes de l'Union des étudiants Communistes, des textes des intellectuels, lorsque ceux-ci ont pu critiquer la direction.
Bien sûr, il les a accompagnés, c'était normal, d'une réponse, mais dans le même temps, il est certain que la reprise en main de ces deux groupes, si on peut dire, le groupe intellectuel et le groupe étudiants, s'est faite avec une apparente douceur et une fermeté certaine, dont vous savez les conséquences, aujourd'hui., puisque l'UEC l'Union des étudiants Communistes, a été reprise en main par Leroy et Hermier, et que dans le même temps, la plupart des intellectuels qui avaient émis des critiques ont été l'objet de sanctions, ont été convoqués devant leur cellule pour explications.
Donc, sur ce plan, il y a une libéralisation dans la mesure où on publie des textes qui sont des textes critiques, mais il y a une reprise concomitante et parallèle.
Enfin, dernier point de mes observations, elles toucheront à l'attitude électorale du Parti Communiste.
Résumons cette évolution que dans la plupart de vos fédérations vous avez pu constater comme moi : tout d'abord, une attitude extrêmement conciliante, dans un premier temps qui s'est situé jusqu'aux alentours de notre Conseil national, et puis, brusquement, aux alentours tantôt du 15 décembre, tantôt du 15 janvier, une attitude de durcissement, de surenchère, au nom du fameux principe des suffrages des derrières élections législatives.
Pourquoi cette évolution ?
J'avoue que je n'ai pas de solution à vous proposer, simplement quelques hypothèses :
Est-ce que cela tient à ce que le Parti Communiste a espéré voir s'étendre les accords du type de ceux de la Seine sur le plan national et est-ce que devant le refus qui lui a été souvent opposé, soit pour des raisons locales et des raisons de tactique adaptée à la situation et à notre volonté de battre l'UNR, est-ce qu'il y a eu chez eux une déception et du coup raidissement, avec la volonté de nous émietter et autant que possible de nous casser, cela allant jusqu'aux tentatives de débauchage que vous connaissez, spectaculaire à Marseille, mais dans d'autres

villes également ?
Ou encore à la volonté de s'en prendre à nous tout particulièrement et de dire que toute liste même dans laquelle les Socialistes auraient la majorité, mais qui comprendrait des gens qui étaient choisis sur notre droite, était une liste réactionnaire ?
Déclaration de Lille, déclaration de Grenoble, sur laquelle il fallut revenir et déclaration qui touchait à Toulouse, mais le problème ne s'est pas posé, puisque le premier tour avait réglé la question.
Y a-t-il eu une certaine interférence d'un certain nombre de problèmes internationaux, l'intérêt marqué pour les positions gaullistes au Vietnam non seulement, mais en Europe ? Le désir de favoriser un rapprochement entre Moscou et Paris ?
Tout ceci a sans doute dû jouer.
Pour ma part, j'ai le sentiment que le Parti Communiste espérait que les élections municipales lui permettraient d'éviter de répondre à un certain nombre des questions qui lui étaient posées et qu'il pourrait par là entrainer les militants, dans l'opération qu'ils appellent l'opération front démocratique et de façon à obtenir, sur la pression de la base, que la direction du Parti accepte ce qu'elle n'avait pas l'intention d'accepter.
Je crois que c'est sur ce terrain qu'il faudra creuser pour comprendre les raisons de l'attitude Communiste.
Quelle peut être, dans ces conditions notre propre attitude ?
Il nous faut tout d'abord constater, objectivement - et cela ressort du rapport d'Ernest Cazelles fait ce matin - que le succès des listes que nous avons constituées avec le Parti Communiste, souvent avec raison parce qu'elles étaient nécessaires dans certains cas, n'a cependant été que médiocre. Incontestablement les électeurs ont plus facilement suivi l'autre formule que celle-là.
Rappelons par ailleurs que la formule du Front Populaire, telle que le Parti Communiste voudrait la voir surgir, est une formule impossible compte tenu de l'actuel rapport des forces, qui n'est absolument plus ce qu'il était en 1936, même au temps du tripartisme en 1945 et d'autre part le fait que nous n'avons plus sur notre droite ces formations telles que le Parti Radical en 1936 ou le MRP en 1945 qui jouaient on pourrait dire un certain rôle de rempart.
Dans ces conditions un accord qui eut un caractère politique avec le PC représenterait évidemment un danger considérable. Dans la mesure où les fait l'ont vérifié d'ailleurs beaucoup de camarades de la base ne sont pas très prêts à résister énergiquement à certaines demandes, se sentent un peu débordés devant la méthode du bulldozer employée constamment par les Communistes et, évidemment, sont portés à se laisser emporter, entraîner dans ce mouvement.
Enfin je crois et c'est peut-être là, pour moi tout au moins, l'élément essentiel : nous ne devons rien accepter d'essentiel avant que le Parti Communiste n'ait choisi clairement et dans les faits et dans les paroles, une voie plus libérale.
Le dialogue que nous avions engagé n'avait d'autre objectif que de contraindre le Parti Communiste à nous dire ce qu'il était, et s'il n'a pas pour autant profondément modifié ses positions nous n'avons aucune raison de les modifier

Fondation Jean Jaurès

profondément nous-mêmes, ce qui veut dire que la tactique défensive avec le Parti Communiste reste valable, elle l'est depuis des années, mais qu'une tactique offensive ne saurait évidemment l'être dans la situation actuelle.
Ceci ne nous empêchera évidemment pas de rester extrêmement attentifs à l'évolution de l'URSS où la délégation Socialiste avait pu constater l'amorce d'une libéralisation, mais pas encore d'une démocratisation, et attentifs à toute évolution du Parti Communiste. Nous devons le répéter parce que ce sont ces arguments qui portent assez souvent à la base.
Pas mal de militants sont sensibles au fait que nous refusions des accords plus importants aussi longtemps que l'attitude fondamentale du PC n'aura pas été modifiée.
Vous avez pu le constater, c'était un argument utilisé par les jeunes de l'UEC, utilisé par les intellectuels avec leur polémique avec la direction mais que nous rencontrons fréquemment à la base et auquel, d'ailleurs, beaucoup de jeunes sont assez sensibles.
J'ai eu l'occasion de faire une réunion importante devant des étudiants, il y a huit ou dix jours, et je dois dire que dans l'ensemble cette présentation des faits est admise par la plupart, même lorsqu'ils sont assez favorables au Parti Communiste. Ils comprennent que sur ce plan là nous n'acceptions pas de compromis, que nous n'acceptions pas de masquer les réalités telles qu'elles se présentent.
En attendant et pour provoquer cette évolution qui reste nécessairement notre vœu, - puisque je ne crois pas que nous puissions modifier cette analyse que nous avions faite il y a deux ans, à savoir que sans les voix Communistes il n'est pas possible de battre le gaullisme tout au moins en l'état actuel des choses - il y a nécessité, pour nous, de refaire une grande force de gauche qui seule, d'ailleurs, permettrait d'aborder d'une manière sérieuse le problème des rapports avec le Parti Communiste.
C'est ici que se pose le problème, souvent évoqué par la presse, du gauchisme ou du centrisme, si je puis dire, la seconde formule étant la seule employée ordinairement.
Je crois que c'est là un faux problème qu'il nous faut en quelque sorte démystifier, d'abord parce que nous le répétons généralement, mais il faut le dire avec beaucoup de fermeté : il n'y a pas de centre. Le centre n'existe pas. Il y a des centres dont certains sont parfois l'extrême droite, mais en réalité il y a un émiettement de forces non gaullistes dont certaines sont évidemment plus anti-communiste qu'anti-Gaullistes, ou au contraire plus anti-Gaullistes qu'anti-communistes, mais tout ceci ne constitue pas une direction politique qui puisse clarifier la situation dans laquelle nous nous trouvons,
Y a-t-il d'ailleurs des points communs sur le point profond ? Oui, certes, il y a sur le plan international, sur le plan de la démocratie, un certain nombre d'éléments qui font que nous pouvons nous battre en position défensive, parfois à côte de MRP, même de certains indépendants, mais le désaccord sur le plan économique et sur le plan social, sur le plan scolaire également, reste évidemment un désaccord extrêmement important.

Collection Jean-Jaurès

Bref, nous avons pu mener avec certains une bataille en retraite dans le cas des municipales parce qu'alors l'opinion comprenait, au plan local, mais nous ne pourrions pas mener une bataille offensive sur les mêmes bases, et je crois qu'il n'y a pas beaucoup de camarades pour soutenir une telle thèse.
A un moment où l'opinion désire de la clarté, désire que ce soit des options particulièrement nettes qui lui soient offertes, le centrisme est en fait un élément de confusion et ne pourrait pas aboutir s'il l'emportait par improbable - je dis par improbable parce que je crois qu'il connaitrait le même échec que le cartel des "non" - il aboutirait à une situation aussi confuse que celle que nous avons connue en fin 1957 ou 1958.
Bref, notre objectif général - je me place simplement dans une grande ligne - c'est une formation à vocation majoritaire de gauche dont tout le monde, d'ailleurs, commence à reconnaitre qu'elle doit avoir pour axe la SFIO.
Prenons-y garde, d'ailleurs si nous ne le faisons pas si nous n'accélérons pas le mouvement dans ce sens, nous serons amenés aux élections législatives qui pourraient se produire, ne l'oubliez pas, dans six ou huit mois, aux coalitions les plus aberrantes. Et dans ce cas le discrédit qui, à l'heure actuelle existe un peu dans l'opinion, se trouverait très gravement souligné, et il nous faut éviter cette situation qui ne grandit jamais un parti.
Donc nous ne pouvons pas davantage, non plus, aller dans le sens du simple cartel, c'est-à-dire de la juxtaposition de formations de gauche existantes pour la simple raison qu'en dehors de la SFI0 il n'y a guère déformations de gauche existantes. Vous avez un petit noyau d'hommes, quelques hommes, autour de l'UDSR, ou François Mitterrand, c'est tout. Vous avez un certain nombre de radicaux et nous ne savons pas exactement lesquels, et vous avez une partie du PSU mais quelle partie et de quel PSU ?
Si bien que nous nous trouvons devant une situation de juxtaposition qui serait évidemment un coup d'épée dans l'eau, Cependant nous sommes dans une situation difficile et nous devons créer un choc psychologique car l'opinion est un peu désabusée et commence à douter, après tant d'années de gaullisme, des capacités de la gauche à se rassembler, de l'effort que la Gauche peut faire sur elle-même, des concessions qu'elle est prête à faire pour se rassembler.
Attention ! Il y a un risque extrêmement grave à l'heure actuelle, de scepticisme. Il y a deux ans le Parti avait repris l'initiative sur de nombreux points et aujourd'hui il semble que beaucoup des initiatives que nous avions prises à l'époque n'aient pas eu le succès que nous en attendions, il faut le reconnaître.
Est-ce une raison pour abandonner ? Certes pas, car si non nous condamnerions le Parti lui-même à vivoter, à décliner lentement. Il se maintient mais il ne retrouve pas le ressort que nous voudrions tous lui voir, et ceci suppose évidemment que nous devons être les uns et les autres des militants dans nos fédérations. Tous ceux qui sont ici le sont, mais bien des fédérations vivent à un rythme extrêmement ralenti. Je ne vous apprendrai rien : dans bien des fédérations on ne visite plus les sections. Dans bien des fédérations, on ne se réunit que de loin en loin.
Mais pour leur donner cette capacité de combat, il importe de marquer à

Collection Jean Jaurès

l'opinion que tout cela doit déboucher à un moment ou un autre, sur une formation majoritaire qui pour rait alors négocier le cas échéant, je le répète, avec le Parti Communiste si celui-ci avait entretemps évolué, ou au contraire pouvoir se trouver en situation de force pour négocier avec d'autres, mais sur les bases qui seraient les siennes, alors qu'à l'heure actuelle nous ne le pourrions pas et tout le monde le sait.
Il y a des oppositions dans le pays, - Il n'y a pas une opposition - en face du mouvement gaulliste, tout au moins de son expression qu'est le général.
Dans cette mesure même je crois qu'il est bon d'accueillir toute formule qui pourrait rendre une activité plus grande au Parti et donner plus d'influence au Socialisme.
Je crois que nous ne devons pas craindre de nous placer d'abord - et je le dis simplement en un mot laissant le soin à d'autres de le faire plus solidement - sur le terrain de rénovation démocratique, bien sûr. Nous devons être en quelque sorte les premiers dans le combat pour la paix, marquer que précisément notre voyage en URSS, avait un sens qui était celui d'une attention portée à une évolution certaine, celui de ne demander qu'à faciliter à l'URSS le retour ou plutôt, le mot est impropre, son intégration dans une éventuelle Europe dont nous ne pensons pas, à l'heure actuelle qu'elle puisse se faire sur les bases de l'Atlantique à l'Oural, mais qui soit une perspective d'avenir.
Nous devons nous battre sur le thème de la planification, de la gestion de l'entreprise, mais aussi et surtout nous devons dire que nous restons un parti fondamentalement ouvert, prêt à s'adapter aux nécessités du monde moderne qui ne demande qu'à le faire, qui est prêt à écouter les suggestions raisonnables parce que je crois qu'il y a dans l'opinion - et vous le constatez autour de vous - des quantités de gens que nous intéressons mais que nous n'accrochons pas, des quantités de gens qui regardent vers nous mais qui restent en réserve quelques pas en arrière, qui sont prêts à nous aider sur un terrain, tantôt législatif tantôt actif. On évoquait tout à l'heure ceux qui acceptent de coller les affiches - et c'est vrai que nous avons presque avec nous, mais qui ne prennent pas la carte du Parti.
Il y a ceux qui s'engagent dans la bataille présidentielle mais qui ne vont pas plus loin, il y a ceux, dans les municipales qui sont autour du noyau Socialiste, mais qui ne vont pas plus loin.
Ce sont à ceux là, ce sont aux jeunes qui montent aussi, qu'il faut prouver que le Parti est le parti de l'avenir, faute de quoi nous risquerions de nous trouver un jour devant des assemblées de plus en plus vides et nous risquerions de perdre l'essentiel de notre influence ce qui ne serait pas en soi le plus grave mais nous risquerions aussi de faire manquer au pays la chance du Socialisme qui est probablement effectivement la seule issue pour la fin du gaullisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Rolande Galazzo, de la Seine.

Rolande Galazzo (Seine)

Mes Chers camarades, je vais d'abord solliciter votre indulgence car mon intervention risque d'être fort maladroite étant donné que c'est la première que je fais devant un auditoire aussi important.

Seule l'importance des problèmes débattus me porte quand même, pour une raison de conscience, à formuler mon avis, et vous m'en excuserez.

La première observation que je voulais faire est peut-être une critique fraternelle concernant les méthodes de travail. Nous avons tous trouvé en arrivant ce matin ici un volumineux dossier sur notre table, contenant plusieurs rapports d'une vingtaine ou d'une trentaine de pages chacun.

Je voudrais bien savoir lequel d'entre vous a pu vraiment en prendre connaissance d'un bout à l'autre, l'étudier, l'examiner et formuler un avis personnel à cet égard. Je confesse que j'en suis absolument incapable et je pense qu'avant la réunion d'une séance d'information aussi générale et aussi importante que celle-ci, il eût été préférable que nous puissions avoir les dossiers au moins huit jours à l'avance de façon à pouvoir formuler un avis personnel.

Je pense aussi que nous assistons ici - ce n'est pas la première fois que nous avons formulé cette critique d'ailleurs - à une assemblée. Chaque fois que j'ai été présenté à un Congrès ou à une séance d'information j'ai eu la très nette impression que les documents diffusés n'étaient pas lus, que chacun venait avec sa petite idée forgée à l'avance sans doute sans connaître toutes les informations, tous les avis qui peuvent être formulés sur les problèmes analysés, et qu'on en restait là, chacun se contentant d'émettre son avis en retirant une certaine satisfaction. Mais le problème n'avance pas pour autant dans un sens différent. Je le regrette personnellement.

Ici c'est une confrontation, et dans la mesure où la confrontation existe il doit y avoir une étude préalable, et ensuite une certaine modification des positions prises de part et d'autre.

Je voudrais aussi vous mettre en garde sur la présentation des chiffres. Je ne ferai pas une étude sur les résultats électoraux. Ce genre de chose me passionne assez peu, peut-être à tort, mais j'estime que la façon de présenter les chiffres peut être fort différente suivant ce que l'on veut faire ressortir.

Je travaille avec nos camarades de la […] Économique et je suis plus spécialement chargée d'établir avec notre camarade Ravin des statistiques actuelles. Pour établir ces rapports je me réfère à certaine indices statistiques, bien sur, et je prends des informations que je peux les recueillir, auprès des différents organismes, le plus souvent de naissance patronale parce qu'ils sont mieux armés, pour faire ce genre d'étude. Je les confronte.

Je m'inspire également du Conseil économique et social et je m'aperçois que depuis de nombreuses années, que suivant le cas on présente les chiffres d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi je pense qu'il ne faut pas s'en tenir à une présentation unique de chiffres, mais qu'il faut établir une certaine confrontation et que pour ce faire nous devons avoir un certain temps.

Mon propos n'était pas d'ailleurs de m'étendre à cet égard, je voulais surtout vous parler des structures du Parti.

Pourquoi ? Parce qu'effectivement il y a un an, nous nous sommes élevés contre une certaine apathie, un manque de dynamisme du Parti et nous avons voulu prendre des décisions qui redresseraient la situation.
On nous fait des propositions aujourd'hui que nous n'avons pas pu étudier parce que nous les avons aujourd'hui sur la table. Je les ai vues rapidement, et évidemment j'ai quelques observations à formuler.
D'abord je pense que les problèmes sont posés en sens inverse dans cette organisation des structures, dans l'avenir, je ne parle pas de l'analyse du passe, ceci ne fait pas l'objet de mes observations.
Je dis que d'une façon générale quand on s'adresse à un Socialiste, on se plait à considérer que l'idéal et les buts à atteindre sont clairement définis qu'il n'est pas besoin de les préciser.
Si l'on part de ce principe il n'est pas besoin de définir la politique à priori. La politique [doit] s'établir en fonction d'une situation. Comment en arrive-t-on à la situation ? D'abord par les prospectives et les études.
A la base de l'action d'an parti politique de, il y a les prospectives et les études, et c'est la première chose à entreprendre. Ensuite, la propagande extérieure, ensuite la politique à l'intérieur du parti. C'est sur le plan de la prospective et des études que J'ai particulière me fit à vous entretenir.
Sur le plan prospective et études, nous devons considérer que nous disposons d'assez peu de camarades compétents. Nous les retrouvons dans toutes les réunions, que ce soit la CNL, le Groupe d'études doctrinales, les séances d'information, les séances plénières, les groupes spécialisés… nous retrouvons toujours les mêmes têtes, et il est évident que si on crée un organisme supplémentaire, nous retrouverons encore les mêmes, autour d'une même table.
C'est dire que les mêmes camarades, qui sont la plupart du temps désintéressés d'ailleurs, sont surchargés de travail. Vous savez, camarades, cette façon de surcharger de travail les individus, c'est exactement le procédé employé par certaines sociétés soumises au Contrôle de l'Etat, pour échapper précisément à ce contrôle ! On envoie des documents, des études, on en envoie tellement qu'on ne plus en prendre connaissance, on ne peut plus les examiner vraiment, succombant sous la tâche… Et bien, on finit par ne plus formuler d'avis, ce qui est un acquiescement muet, ou on finit par dire "oui", lassé. C'est très mauvais à l'intérieur d'un parti comme le nôtre.
Je pense qu'avant de vouloir réformer et créer des organismes nouveaux, il faudrait peut-être voir comment fonctionnent les organismes qui existent.
Les organismes qui existent sont absolument incapables de fournir les études dont a besoin le parti. Moi, je regrette que toutes les études réalisées par la CNL ou le Groupe d'études doctrinales ne soient pas diffusées dans les sections ; notre Parti manque de formation à la base et les sections manquent à leur vocation de formation des militants. On discute des années et des années du contexte électoral, si on va avoir dix voix de plus ou de moins, mais on n'étudie pas les problèmes et les solutions à leur apporter. Et quand elles sont étudiées, ou qu'à l'échelon national, des études sérieuses sont réalisées, les camarades de la base ne les connaissent pas et ne peuvent pas défendre les positions du Parti.

Contribution Jean-Jaurès

Et c'est ce contre quoi je m'élève aujourd'hui, et ce pourquoi je suis montée à la tribune.
Avant de créer des organismes, organismes centralisateurs selon la méthode du régime actuel - parce que c'est bien sa méthode, on centralise tout… - il s'agirait de faire dès maintenant un effort de formation à la base, de créer des écoles, de diffuser des documents, d'essayer d'accomplir un effort dans ce sens là, pour que nos militants soient vraiment des propagandistes à l'extérieur, ne se sentent pas désarmés vis-à-vis des interlocuteurs qu'ils rencontrent à l'extérieur de nos sections.
C'est tout camarades.
(Applaudissements)

Le président - Nous remercions Rolande Galazzio, de son exposé. La parole est à Gérard Jaquet, pour 15 minutes.

Gérard Jaquet

Chers camarades.
Les élections municipales, Ernest Cazelles ce matin et Roger Quilliot il y a un instant, l'ont montré, ont donné des résultats encourageants. Il est vrai que nous avons subi dans certaines localités des échecs, quelques échecs douloureux ; mais il ne s'agit là que d'exceptions, et dans l'ensemble, on peut dire que le Parti s'est bien comporté et a même renforcé ses positions.
Nous pouvons donc envisager l'avenir avec plus de confiance. Mais nous aurions tort de nous laisser bercer par les illusions... Que traduisent en fait les élections municipales dernières ?.. Elles traduisent tout d'abord la confiance que le corps électoral a tenu à manifester à l'égard des administrateurs sortants, et ceux qui étaient de la IVème République n'ont pas été handicapés, je serais même tenté de dire, au contraire.
Elles traduisent aussi une baisse peut-être sensible de l'influence gaulliste. Nous ne sommes plus à l'heure de l'enthousiasme et de l'euphorie. Nous assistons à un début de désenchantement.
Mais je crois que nous commettrions une erreur d'interprétation si nous pensions que ces élections municipales signifient un important renouveau de confiance à l'égard de ce qu'on appelle "les partis traditionnels".
L'inquiétude de l'opinion devant l'évolution du régime, qui est réelle, n'a pas dissipé pour autant une autre inquiétude qui contrebalance la première devant la perspective d'un retour à la IVème République. L'opinion souhaite, je crois, plus de démocratie, mais elle redoute toujours le retour à l'instabilité.
Et il faut reconnaître que toute la propagande gaulliste a essentiellement pour but depuis plusieurs mois, de rendre cet aspect du problème plus sensible à une heure, précisément, où chacun ressent un très grand besoin d'efficacité.
Cela signifie que nous ne sortirons victorieux de la bataille qui s'engage, que dans la mesure où nous saurons mettre en évidence, devant l'opinion publique, que le retour à la démocratie sera de réconcilier les notions de liberté et d'efficacité, par exemple.

Fondation Jean-Jaurès

Seulement, il ne suffit pas de le dire pour être cru, car l'opinion publique est très méfiante. Si nous nous contentons de montrer que nous avons tiré les leçons du passé et que lorsque nous reviendrons au pouvoir, nous ferons autre chose dans l'avenir, ça ne sera pas suffisant. Il faut le montrer par les faits, il faut le montrer par des actes concrets, positifs. Mais, lesquels ?

Eh bien, voyez-vous, je crois que l'opinion publique qui a du bon sens, en est arrivée à cette idée que la stabilité, ou l'efficacité, nécessitait de grands partis, des partis peu nombreux et largement groupés.

L'opinion publique a constaté un certain nombre d'exemples des pays voisins. Elle a vu l'exemple de la Grande-Bretagne. En Grande-Bretagne, il y a liberté, il y a stabilité, il y a efficacité et en Grande-Bretagne, les deux partis sont majoritaires ou de l'opposition, et lorsqu'un parti arrive au pouvoir, en général il y reste plusieurs années. Et ce qui est vrai en Angleterre est vrai à peu près de la même manière en Allemagne, où il y a deux grands partis, et un troisième parti plus faible, le parti centriste, qui est une sorte de force d'appoint, mais parce qu'il y a deux grands partis, parce qu'il y a simplification de la vie politique, il y a également liberté et stabilité.

Et l'opinion se dit que si nous voulons que dès le retour à la liberté, il y ait effectivement stabilité et efficacité, il faut qu'en France, comme ailleurs, comme en Angleterre, comme en Allemagne, il n'y ait que deux ou trois grandes formations politiques.

Ce qui signifie que le problème des regroupements est un problème essentiel et que c'est seulement dans la mesure où nous saurons réaliser des regroupements que l'opinion nous croira.

Mais alors se pose la question : quels regroupements ?

La grande idée de certains, depuis les élections municipales - depuis longtemps, mais surtout depuis les élections municipales, la grande idée de certains était celle du regroupement centriste. Et l'on peut dire que cette grande idée s'est développée à la lecture des résultats électoraux qui, à première vue, ont semblé traduire le succès du groupe centriste. Mais, est-ce bien exact ?

Roger Quilliot a déjà répondu à cette question. Je crois qu'il n'y a pas de courant centriste réel dans le pays. On a qualifié dans la presse de "liste centriste" des choses tout à fait différentes.

La liste d'Augustin Laurent à Lille, conduite, animée par le Parti Socialiste, était qualifiée de "liste centristes de même, la liste de Guy Mollet à Arras, de même la liste de Gaston Defferre à Marseille. En fait, c'était des listes animées par le Parti, et qu'avaient-elles de comparable avec ce qu'on a qualifié aussi de "listes centristes" et qui s'opposaient à des listes Socialistes, à la liste Socialiste du maire sortant, comme à Clamart dans la région parisienne, par exemple, ou à Boulogne sur mer dans le Pas de Calais ?.. Même qualification, mais des choses tout à fait différentes. Et on met encore sous la même étiquette de "listes centristes" des listes qui, dans de trop nombreuses communes, ont rassemblé les MRP ? Les indépendants et même l'UNR, ce qui montre que ce qu'on appelle "le centrisme" est souvent attiré par le gaullisme, souvent attiré par l'UNR et nous en avons eu depuis 48 heures, à en faire la très amère constatation dans notre

région parisienne !
Donc, ce qu'on appelle "centrisme", s'est présenté sous des visages fort divers et par cela même, ce qu'on appelle centrisme n'a pas de signification politique réelle. Ce n'est donc pas là que nous trouvons les vraies possibilités de regroupement.
Alors, où sont-elles ?.. En réalité, au sein de la famille démocratique qui rejette bien entendu l'UNR aux ordres du pouvoir, et qui laisse pour l'instant de côte le Parti Communiste, dont le durcissement actuel est incontestable ; au sein de la famille démocratique, nous distinguons essentiellement deux grandes tendances : la tendance de ceux qui tout en affirmant leurs convictions républicaines sont des hommes de droite, et puis la tendance de ceux qui considèrent que l'avenir véritable de la démocratie se situe à gauche.
On affirme volontiers, dans certains milieux, qu'a notre époque, les notions de droite et de gauche sont dépassées, et des hommes de bonne volonté pourraient sans trop d'effort - quelle que soit leur orientation premier - se mettre d'accord sur un programme concret de gouvernement. On cite même des exemples ; on nous dit : sur la planification nécessaire, sur l'Europe, des hommes de droite et des hommes de gauche, s'ils abandonnaient tout sectarisme, pourraient facilement élaborer des formules communes.
Eh bien, je vous avoue que je ne le pense pas. Et précisément, je ne le pense pas sur les deux thèmes qu'on invoque fréquemment. La planification, c'est une méthode, ce n'est pas une politique ; des hommes de droite et des hommes de gauche peuvent, c'est vrai, être d'accord sur la méthode, mais je ne crois pas qu'ils se mettraient aisément d'accord sur l'objectif à atteindre.
Comment, avec des hommes qui considèrent que le régime capitaliste est bon et doit être préservé, pourraient se mettre d'accord, sur le contenu d'une politique de planification, des hommes qui estiment que le régime économique actuel est mauvais et doit être combattu ? Il est clair qu'il y a là deux orientations tout à fait différentes.
Et c'est vrai également à propos de l'Europe. Oui, nous pouvons nous mettre d'accord avec des modérés sur la nécessité d'une communauté politique européenne, mais serons-nous d'accord avec eux sur l'orientation économique qu'on doit donner au Marché Commun ? Évidemment non. Car nous retrouvons la même opposition entre l'homme de droite et l'homme de gauche.
C'est donc autour de ces deux pôles d'orientation de la droite et de la Gauche que doivent se constituer les deux grands groupements. Ne pouvons-nous pas aller plus loin, et affirmer que le regroupement d'une Gauche consciente de ses responsabilités doit nécessairement, à notre époque, s'orienter vers le Socialisme ?..
Pour ma part, je le pense profondément. Il fut un temps où ce n'était pas exact en 1936, par exemple, à l'heure du Front Populaire, ça n'était pas exact. Un homme de gauche - c'est-à-dire un homme décidé à appliquer un programme conscient et efficace de réformes sociales - pouvait fort bien être fidèle à lui-même, sans être Socialiste sans désirer, sans souhaiter la destruction du régime capitaliste. Et c'est bien ainsi que s'est constitué, en 1936, le Front Populaire, le Parti radical

n'acceptait pas la destruction du système capitaliste, "il a été l'un des éléments du Front Populaire et il n'a pas empêché le gouvernement de Front Populaire d'accomplir un programme de réformes sociales extrêmement impressionnant.
Mais aujourd'hui, je crois que la situation n'est plus la même, et il me semble évident qu'une politique efficace, à notre époque, de réformes sociales, est inconcevable si elle ne s'accompagne pas de profondes réformes de structure du régime capitaliste.
Une gauche ainsi regroupés pourrait sans doute envisager avec certains républicains modérés, ou certains républicains du centre, des accords tactiques de circonstance, pour faciliter la lutte antifasciste, antigaulliste, nous l'avons fait à l'occasion des élections municipales et nous pourrions le refaire demain sur d'autres plans ; mais à condition qu'il soit bien précisé qu'il ne s'agit là que d'accords de circonstance, valables pour une durée limitée et non pas d'accords de politique générale, négociés pour une longue durée.
Je suis persuadé qu'une gauche démocratique, largement inspirée par le Socialisme et affirmant ainsi sans équivoque ses objectifs et ses options, deviendrait vite un pôle d'attraction pour tous ses voisins. Elle obligerait les hommes qui hésitent perpétuellement entre le centre et nous et qui trouvent qu'après tout, cette incertitude ne manque pas d'une certaine rentabilité, elle les obligerait à faire un choix décisif.
Je crois aussi que cette gauche regroupée aurait une influence sérieuse sur la masse soumise à l'influence Communiste et même, probablement, sur un certain nombre de militants Communistes.
Nous assistons, Quilliot l'a fait remarquer et je l'ai dit, à un durcissement de la direction du Parti Communiste. L'attitude du Parti Communiste à Marseille, pendant la campagne électorale, et ce qui vient de se passer au récent comité central, le montrent avec évidence. Mais au moment où la direction du Parti Communiste se durcit, nous avons le sentiment que la masse, que la hase s'inquiète et commence à tourner parfois ses regards ailleurs. Et c'est particulièrement vrai dans les milieux d'étudiants ; tant que les étudiants Communistes minoritaires dans leur parti gardaient l'espoir d'influencer, par leur attitude et leur combat, une direction sectaire, leurs préoccupations essentielles étaient la lutte interne, au sein du Parti Communiste. Aujourd'hui, ils ont, dans une large mesure, perdu cet espoir et ils commencent à regarder autour d'eux. Ils sont attentifs devant le comportement des autres, ils sont en particulier attentifs devant notre propre comportement.
Cela nous donne des responsabilités supplémentaires. Mais il est clair que nous ne pourrons les assumer pleinement qu'en regroupant autour de nous tous ceux qui, à notre gauche, s'inquiètent, hésitent et se cherchent ; que dans la mesure où nous prendrons des positions claires sur les principaux problèmes de l'heure ; que dans la mesure où rejetant toute équivoque, nous ouvrirons la grande perspective de la Gauche française...
Il est évident que l'élection présidentielle doit constituer un moment, et un moment essentiel, de cette bataille. Et tous les démocrates de gauche doivent comprendre que leur devoir est de se regrouper autour de Gaston Defferre. Voilà

donc ce que devrait être notre objectif.
Quels sont les moyens pour y parvenir ?
Au cours de notre dernier Congrès, nous avons manifesté notre volonté de regrouper dans une même organisation tous ceux qui, en France, se considèrent comme des Socialistes.
Au cours de ces derniers mois, nous avons organisé des colloques qui ont rassemblé les différents groupes de la pensée Socialiste ; les résultats ont, dans l'ensemble, été encourageants, et les quelques difficultés actuelles, qui ne peuvent être que passagères, ne doivent pas nous détourner de notre tâche.
Il faut donc poursuivre, avec obstination, dans la voie des colloques, pour permettre le regroupement organique du mouvement Socialiste français. Mais il est clair qu'il s'agit là d'une œuvre de longue haleine. En attendant qu'elle devienne réalité, n'est-il pas souhaitable de prendre des initiatives d'une portée peut-être plus limitée, mais d'une réalisation plus rapide ?
L'idée d'une Confédération, ou ce qui serait mieux encore, d'une fédération de la Gauche est dans l'air. Elle a été proposée en particulier ce matin, par Georges Brutelle. Je m'y rallie volontiers, mais à un certain nombre de conditions : ce regroupement confédéral, ou fédéral, de la Gauche, qui s'adresserait au PSU, à l'UDSR, au Parti radical, aux clubs et aux mouvements de pensée de gauche, devrait se constituer sur la base d'une charte, d'un programme d'action clair et positif. Il devrait être suffisamment structuré pour régler les différents qui pourraient surgir entre les organisations composantes et assurer les arbitrages indispensables.
Il devrait, enfin, être guidé et animé par un mouvement Socialiste de plus en plus puissant, de plus en plus cohérent, de plus en plus regroupé. Regroupement de la Gauche et regroupement Socialiste sont, en effet, deux tâches que nous devons nous efforcer d'associer, car elles sont complémentaires l'une de l'autre.
Voilà, camarades, quel devrait être notre plan d'action pour les prochains mois.
Sur le chemin qui mène à la renaissance de la démocratie, nous savons que nous rencontrerons encore beaucoup de difficultés et beaucoup d'obstacles, mais peu à peu nous nous sortons du tunnel ; il nous est évidemment impossible de dire avec certitude ce que sera le proche avenir, mais je suis persuadé que c'est de nous, et essentiellement de nous, que dépend maintenant le succès de notre entreprise.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Albert Gazier, pour quinze minutes.

Albert Gazier

Camarades, tout ce qu'ont dit tout à l'heure Brutelle, puis Quilliot, puis Jaquet, que j'approuve entièrement, m'amènera à abréger mes commentaires.
Le 54ème Congrès du Parti a fixé une priorité. Cette priorité - ce sont les termes mêmes qui ont été employés - allait à l'union des Socialistes dans un parti, le nôtre, qui aurait au préalable, et en toute souveraineté, modifié, s'il le jugeait utile, ses structures et ses méthodes, afin de permettre ce rassemblement.

Le 54ème Congrès se prononçait pour une coalition des démocrates afin d'appliquer, non pas le programme Socialiste, mais sa première tranche, celle qui peut être approuvée par des républicains, des démocrates, qui ne sont pas Socialistes, lequel programme doit marquer un pas vers la réalisation de la société que nous voulons créer.
Et enfin, le 54ème Congrès demandait que ces opérations ayant été faites, les Communistes soient nettement placés devant leurs responsabilités : ou bien être les auteurs de l'échec, ou soutenir cette politique.
Au Congrès de la Pentecôte prochaine, nous devons nous demander où nous en sommes, nous devons nous demander si nous devons abandonner ou poursuivre la politique que nous avons tracés il y a deux ans, si oui, avec quels moyens et est-ce que des modifications ne doivent pas être apportées en raison des circonstances au mécanisme que nous avions fondé ?
Il n'est pas douteux que dans la ligne tracée par le 54ème Congrès, des résultats ont été obtenus, mais ils sont encore terriblement insuffisants.
Parmi les résultats, je marquerai que notre opposition à l'UNR et au gaullisme ne peut être contestée par aucune personne de bonne foi, je marquerai les colloques, qui ont permis de nous faire mieux comprendre, et aussi de mieux comprendre les autres, de nous apercevoir que sur des points essentiels les personnalités que nous jugions fort loin de nous sont, au fond, très proches de nos conceptions, et, troisième fait positif, la candidature de notre camarade Defferre, qui est un acte très important, et sans doute le plus important de ceux que nous ayons faits contre le régime depuis sept ans.
Il est sûr que les élections municipales n'ont pas facilité notre tâche. La responsabilité principale en incombe à la loi électorale et à la provocation qui a été montée par le gouvernement.
C'est vrai que nous nous sommes trouvés dans l'obligation absolue, sous peine de disparaître de beaucoup de forteresses importantes, de pratiquer des coalitions qui ont été assez diverses à travers le territoire, mais qui avaient tout de même un point commun : celui d'être dirigées contre l'UNR.
Il est donc très sûr - personne qui a lu les textes ne peut le contester - que les fédérations, et je ne prends que des exemples, comme celles du Nord, des Bouches-du-Rhône, ou de la Seine, ont parfaitement appliqué les décisions qui avaient été prises.
Maintenant, la campagne électorale est terminée, nous avons bien tenu, bien résisté, et il est sûr que les fédérations dans lesquelles se sont trouvés posés des problèmes douloureux, ne manifesteront pas plus de sévérité qu'il n'en est absolument nécessaire pour maintenir la discipline dans l'action du Parti.
Mais, c'est justement parce que les événements et la politique du gouvernement nous ont contraints à pratiquer ces coalitions disparates, c'est justement pour cela qu'un effort encore plus grand doit être tenté pour rappeler que rien n'est changé aux dispositions essentielles prises dans le 54ème Congrès, et pour prolonger et accentuer notre action dans les directions qu'il a tracées.
Sinon, nous donnerons une image tout à fait déformée de notre personnalité. Il nous faut dépasser la campagne électorale en allant plus loin encore dans la voie

Fondation Jean-Jaurès

tracée par le Congrès de 1963.
Ces directions - je résume celles dont je vais parler brièvement - sont :
-les colloques,
-le groupement des gauches, sous forme fédérale ou confédérale,
-la campagne présidentielle,
-la modernisation du Parti.
En ce qui concerne les colloques, Brutelle a très bien mis en lumière ce qu'il y a de réellement positif dans cette initiative bien qu'elle soit encore insuffisante dans ses résultats ; nous avons bien constaté qu'un grand espoir était né autour des colloques, et nous n'avons pas le droit de les laisser retomber. Nous devons donc poursuivre, nous devons donc poursuivre aussi loin qu'il est possible, et peut-être organiser une confrontation permanente, ayant comme but la recherche des moyens de constituer l'unité Socialiste.
En ce qui concerne maintenant le rassemblement d'une majorité de gouvernement, non plus le rassemblement de la Gauche Socialiste - à mon avis c'est dans le sens de la prolongation des colloques que cette mission doit être accomplie - mais en ce qui concerne le rassemblement des Gauches, des Gauches démocrates, eh bien je crois que les événements montrent que, s'il eût été préférable, dans l'absolu, d'avancer d'abord plus loin dans la voie de l'université Socialiste pour aborder ce problème, nous sommes obligés, maintenant, de les mener parallèlement.
Plusieurs propositions ont été faites. Dans une commission des colloques, il n'y a pas très longtemps, j'ai entendu François Mitterrand soutenir la proposition d'une sorte de fédération, c'est-à-dire la création entre les organisations de la Gauche républicaine d'un organisme recevant une sorte de délégation de pouvoir, et pouvant, dans un certain nombre de cas, dans des limites tracées à l'avance prendre un certain nombre de décisions.
Je dirai, comme Jaquet, que s'il est possible d'aller dans cette voie, c'est bien, et nous devons faire des efforts dans ce sens, bien entendu en exigeant les garanties que l'importance que nous représentons par rapport à d'autres formations se traduisent par un poids particulier dans les décisions. Si cela est possible, très bien, et nous devons le faire.
Si cela s'avère impossible, alors il vaut encore mieux une confédération, c'est-à-dire un organisme dont les décisions ne pourraient être prises à l'unanimité, que pas d'organisation du tout, et ce sont, je crois, les deux pôles essentiels de notre action, et peut-être d'ailleurs que ces deux formules ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; il est possible que l'on trouve notamment dans certains milieux syndicaux des dirigeants qui sont prêts à entrer dans un organisme confédéral, mais qui ne seraient pas disposés à se soumettre, par avance, aux décisions d'une majorité dont ils ne feraient pas partie. Peut-être l'articulation entre ces deux conceptions est-elle à rechercher.
Troisièmement, campagne pour les élections présidentielles.
Le point important est que nous ne laissions pas proférer cette contre-vérité absolue, à savoir que le Parti, ou notre candidat, s'oriente dans une direction qui en ferait, non pas le candidat de la Gauche, mais un candidat centriste.

C'est une contre-vérité absolue ! Le Parti et son représentant, qui a pris l'initiative de déposer une proposition de loi pour nationaliser les banques d'affaires ne peuvent pas, en toute honnêteté, être qualifiés de centristes ! C'est une position de gauche, c'est une position de Socialistes.
Ceux qui ont une conception, comme le Parti et son candidat, de la planification démocratique inséparable d'objectifs sociaux, n'ont évidemment pas une conception centriste !
Le Parti et son candidat, qui ont fixé la priorité des priorités à une réforme démocratique et laïque de l'enseignement, ne peuvent pas être qualifiés de centristes.
Et en ce qui concerne la politique internationale du Parti et celle de son candidat, la fidélité à l'OTAN, les efforts acharnés pour créer une organisation européenne qui puisse parler sur un pied d'égalité avec son partenaire, et en mime temps les efforts spécifiquement Français pour entraîner ces organisations, OTAN et Europe vers un rapprochement avec l'est pour construire la paix sur des bases durables, ce ne sont pas non plus des positions que l'on puisse, en toute bonne foi, qualifier de centristes !
Et maintenant, j'aborde le quatrième et dernier point : la modernisation du Parti.
Sans perdre sa personnalité, le Parti doit se soucier davantage de la fausse conception, de la conception en partie fausse, que l'on a de lui à l'extérieur, conception qui tendrait à faire de nous une organisation à la fois opportuniste dans ses actes, et sectaire dans sa vie intérieure.
Ce n'est pas vrai, certes, ou ce n'est qu'en partie vrai, mais nous devons le démontrer plus clairement et je pense que l'expression que Quilliot a employée tout à l'heure est parfaitement adaptée : nous devons nous ouvrir mieux sur l'extérieur.
Beaucoup de gens, qui sont très proches de nous, peut-être même sans le savoir d'une manière très claire, ont soif d'information, ont soif de formation, de contacts, de discussions, et nous devons créer un cadre qui donne satisfaction à ces besoins.
Posons-nous cette question : au cours des douze derniers mois, combien y a-t-il eu en France de sections Socialistes qui ont organisé un seul débat avec la venue de personnalités extérieures au Parti ?
Je crois que l'énumération serait rapidement faite, et je pense que ce n'est pas bon et que nous devons davantage essayer de nouer des liens, d'abord pour nous faire mieux connaître et ensuite pour attirer à nous beaucoup de ceux qui ne viennent pas dans nos rangs parce qu'ils sont heurtés par certaines de nos attitudes, ou parce qu'ils nous connaissent trop mal.
Il faut donc changer un certain nombre de mœurs et d'habitudes, et je crois qu'il faut aussi modifier, dans une certaine mesure, nos structures ; je reviens très rapidement sur les propositions contenues dans le rapport de Brutelle.
Il faut offrir aux sympathisants, pour qu'ils viennent dans notre organisation, un choc plus vaste de structures locales, avec la possibilité de centres d'intérêt qui ne soient pas forcément des centres d'intérêt axés sur les problèmes locaux, bien qu'ils aient une importance très grande, il faut permettre à des gens de se réunir

Fondation Jean Jaurès

ensemble, dans le cadre du Parti, pour traiter des problèmes qui les intéressent plus particulièrement, de la démocratie à la base, des problèmes de logements, de vie et d'animation des collectivités locales, de problèmes professionnels ou de questions internationales.
Je crois que nous devons offrir un choix de structures qui couvre davantage les préoccupations de ceux que nous pourrons amener à nous. Je crois aussi qu'il faut offrir la possibilité d'adhésion collective à des organismes qui s'engageraient, d'une manière formelle et très précise, à respecter nos statuts, mais qui, dans un règlement que nous ferions, auraient une assez grande liberté de discussion et d'autonomie, quelque chose ressemblant un peu à ce qu'est la Fabienne Society pour nos camarades du Labour Party.
Je crois, enfin, qu'il faut aussi trouver des moyens pour que le même organisme ne soit pas toujours chargé de s'occuper en même temps des problèmes d'organisation interne et des problèmes de politique générale.
Dans ces quatre directions, les colloques, la fédération ou la confédération de la Gauche, le caractère de la campagne présidentielle et la modernisation du Parti, je crois qu'il y a là une tâche fort utile et fort importante pour le 55ème Congrès, dont la mission essentielle doit être de relancer les espoirs que le Congrès précédent avait suscités dans la Gauche du pays.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Lurker, du Bas-Rhin.

Lurker (Bas-Rhin)

Mes chers camarades, je parle ici au nom d'une fédération qui a été particulièrement éprouvée au cours de la dernière campagne électorale.
En effet nous avons perdu le secrétaire fédéral, puisqu'il a été sur une liste où figuraient des personnalités UNR, députés et autres, un secrétaire fédéral adjoint, pour la même raison, et un autre secrétaire fédéral adjoint, parce qu'il figurait dans une autre localité que Strasbourg, sur une liste conduite par un député UNR,
C'est vous dire le désarroi qui peut exister au sein de notre fédération. Inutile de vous dire aussi qu'il y a un certain désarroi parmi les électeurs, puisqu'à un moment donné ils ont eu à choisir entre les candidats figurant sur une liste qui n'était pas patronnée par notre Parti, mais sur laquelle figuraient des hommes pour lesquels ils avaient souvent voté dans le passé, et les candidats officiels du Parti Socialiste SFIO, figurant sur une liste adverse !
Enfin, il faut bien le dire, comme dans d'autres régions, d'autres départements, tous les départements de France, une incompréhension de la part des citoyens s'est faite jour devant une tactique qui, à nos yeux, était parfaitement justifiée, puisqu'il s'agissait de battre l'UNR, mais qui, mal présentée, et cela se comprend, par la presse aux ordres, mal présentée, et cela se comprend encore-vérité tout à fait déformée - par l'ORTF, a fait que les électeurs n'ont jamais compris, n'ont pas eu l'occasion ni les moyens de comprendre de quoi il en retournait au sujet de notre tactique.

Contribution Jean Jaurès

Mais, mes camarades, ceci n'est pas une critique à l'égard des décisions du Conseil national de Puteaux de novembre dernier, car bien sûr il n'y avait pas moyen, pour nous, de faire autrement ; ceci est tout simplement l'indice d'une volonté de vouloir être clair à l'avenir - encore, faut-il le préciser, et le répéter, si les conditions politiques, si les conditions dans lesquelles nous met le pouvoir nous permettent de nous exprimer à ce moment-là clairement - et quant à nous notre volonté essentielle doit être de rechercher cette clarté, doit être de nous présenter à nos électeurs, de nous présenter aux yeux de l'opinion publique, aux yeux du citoyen Français, comme un parti sans aucune équivoque. Ce n'est que dans cette mesure que nous arriverons à lever un certain nombre d'hypothèques qui pèsent sur nous.

La première de ces hypothèques, bien sûr, c'est celle des indisciplines. Je dirai très rapidement qu'elles sont de deux types :

Le premier, lorsqu'il y a eu indiscipline à l'égard d'une décision fédérale, lorsque, par exemple - et c'est le cas courant- il y a eu alliance avec le Parti Communiste quand la fédération ne le voulait pas, ou pas alliance avec le Parti Communiste lorsque la fédération le prônait.

Je dirai que ce sont là des problèmes que les fédérations elles-mêmes devront régler, dans l'intérêt même des fédérations.

Mais, en ce qui concerne le deuxième type d'indiscipline, celui qui intéresse nos anciens camarades qui ont accepté de figurer, malgré les décisions d'un Conseil national, malgré, le plus souvent, la décision contraire de leur section du Parti, sur des listes où il y avait des personnalités notoires de l'UNR, eh bien là, je pense, mes camarades, que nous ne devons pas offrir aux Français cette espèce de comédie de les avoir exclus, de les avoir rejetés, et ensuite de les ramasser de nouveau pour faire nombre.

Là, je crois que personne ne comprendrait cela et, déjà, vous le savez bien, peut-être l'avez-vous remarqué, des amis bien intentionnés, à l'heure actuelle, nous disent : "Alors, quand est-ce que vous allez de nouveau les réintroduire, ceux que vous avez exclus ?" et ce serait perdre la face, ce qui n'est peut-être pas tellement grave, car cela s'oublie, mais ce serait peut-être rajouter une nouvelle fois cette idée fausse, sans aucun doute elle est fausse dans notre esprit, elle est fausse dans la réalité, mais malheureusement elle s'est implantée dans l'esprit du citoyen français, que le Parti Socialiste est ce parti qui accepte toutes les compromissions. C'est certainement faux, je le répète, mais c'est contre cela qu'il faut lutter.

Et comment ? Eh bien, par la clarté.

Ce n'est que dans la mesure où nous arriverons à montrer, dans l'avenir, que les options que nous choisirons sont absolument claires, absolument dénuées de toute équivoque, que nous arriverons également à montrer aux Français que nous sommes effectivement un Parti fait pour tenir l'opposition et un parti fait, le moment venu, pour prendre le pouvoir.

Bien sûr, d'après ce que nous avons lu dans les documents qui nous ont été remis ce matin, d'après les informations qui nous ont été données par les rapporteurs ce matin, d'après les interventions qui ont été faites ici, à cette tribune tout à l'heure,

Fondation Jean Jaurès

il semble que nous ayons à choisir, plus exactement à compléter notre action dans un sens double, celui d'une action en vue de la réunification des Socialistes, de la famille Socialiste et, sur un autre plan, d'une sorte de fédération ou de confédération de la Gauche française.
Mes camarades, je crains que, là encore, nous ne soyons pas clairs, si nous, dans notre option, si nous, dans un esprit de jouer sur deux tableaux, pour ne rien perdre, pour essayer de tout sauver, si là encore nous essayons d'attraper à la fois l'unification de la famille Socialiste et une confédération ou une fédération de la gauche en France !
Là, je crois qu'il faut rester simple, donc on sera clair, donc on sera compris et, en ce qui me concerne, mon sentiment serait le suivant :
Il faut à tout prix réunir la Gauche Socialiste.
Bien sûr, les résultats qui ont été obtenus jusqu'à présent sont encourageants, s'ils ne sont pas encore totalement satisfaisants ; tout le monde le sait : c'est une œuvre de longue haleine ; tout le monde le sait, il y a des difficultés, mais je crois que c'est dans ce sens, et seulement dans ce sens, qu'il faut continuer, mais il faut également ouvrir plus largement cet esprit de reconquête de la famille Socialiste en France.
Il ne faut pas se limiter à des colloques sur le plan national, il faut avoir cette hardiesse et courir parfois des risques, et essayer, dans les fédérations, dans les grandes villes, d'obtenir des colloques Socialistes à l'échelon local.
Cela n'engagera probablement pas le Parti Socialiste en tant que tel, mais cela permettra ces contacts, cela permettra ce mouvement en avant qui fera que dans l'ensemble du pays, à un moment donné, beaucoup de gens se rendront compte qu'il est possible, qu'il est nécessaire et qu'en fin de compte c'est réalisable, ce grand Parti Socialiste auquel nous pensons.
Et puis, voyez-vous, je vous citerai la parole d'un homme qui, certes, n'était pas un Socialiste, puisqu'il lia combattu, qui certes n'était pas du tout un démocrate, puisqu'il a été le fameux chancelier de fer, mais il a dit ceci, et je pense que cela s'adapte très exactement à ce que nous voulons : "Ne prenons jamais nos mesures en nous basant sur les buts que nous pouvons atteindre, mais sur ceux qu'il nous faut atteindre".
Eh bien, tant pis si nous restons dans l'opposition, tant pis si nous ne détenons pas, dans l'immédiat, - d'ailleurs, je crois que ce serait se faire illusion que d'admettre que, dans les prochaines années, nous puissions obtenir le pouvoir, à moins que les choses changent beaucoup mais alors cela viendra tout seul - le pouvoir ; je crois que ce serait se faire illusion que de penser à faire un regroupement des démocrates dans ce pays - ils sont tellement désunis - mais ce qui ne doit pas être une illusion, ce qui nous nous réunir, ce qui doit vraiment être notre œuvre de chaque […]
C'est cette unification de tous ceux qui se disent Socialistes, qui se disent être à gauche, de tous ceux qui veulent, finalement, apporter des changements importants en France, comme en Europe.
Et voyez-vous, mes camarades, c'est dans cette mesure où nous aurons cette volonté d'être clairs, où nous voulons répondre au souci de nos militants d'abord

Fondation Jean Jaurès

qui, eux, exigent la clarté, où nous répondrons aussi à l'exigence de clarté du Français, de tous les Français, c'est uniquement par là que nous arriverons peut-être à réaliser nos objectifs immédiats mais, j'en suis persuadé, à réaliser à coup sûr nos objectifs plus lointains et, en fin de compte, ceux-là seuls doivent compter.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Bernheim.

Bernheim

Camarades, je voudrais d'abord, ce qui n'a probablement pas encore été fait, je crois, remercier ceux qui ont pris l'initiative de ces journées d'études et les auteurs des rapports remarquables qui nous ont été remis.
Néanmoins, je m'associerai à l'observation de Rolande Galazzo lorsqu'elle a dit qu'il eut été souhaitable de les recevoir un peu plus tôt car, étant donné la richesse de ces rapports et les questions qu'ils posent, nous aurions préféré avoir eu le temps de les étudier plus longuement.
C'est pour cela que les quelques observations que je vais faire auront peut-être un caractère un peu décousu.
En suivant le plan de ce matin, je constatais, sur le plan électoral, qu'il y a un aspect qui n'a pas tellement été souligné par les précédents orateurs, c'est la collusion hélas souvent trop apparente entre le PC et l'UNR.
Nous avons pu le remarquer dans un certain nombre de villes, dans un certain nombre de fédérations et je souhaiterais vivement qu'à l'occasion du prochain Congrès national, nous dénoncions cette collusion qui repose, non pas sur des motifs français, mais sur des motifs de politique extérieure, et que nous élevions avec beaucoup de force contre cette propagande, aussi bien à l'extrême gauche qu'à l'UNR qui fait le jeu de M Frey, à savoir qu'il n'y a en fait dans ce pays que l'UNR et le Parti Communiste.
Tout ce qui sera fait pour démontrer que ces assertions sont fausses sera une bonne chose pour le Parti, tout ce qui sera en faveur de cette assertion sera la mise au tombeau progressif du Parti.
Deuxième observation, sur le plan électoral, qui rejoint du reste celle de Quilliot tout à l'heure : les élections ont dégonflé, et une bonne fois pour toutes, le mythe du PSU. Il était bon que ce soit fait, il était bon que ce soit dit ; maintenant, l'hypothèque PSU est levée, il y a au PSU d'excellents anciens camarades du Parti, qui restent des amis ; nous ne demandons pas mieux qu'ils reviennent chez nous, mais nous ne pouvons plus maintenant considérer le PSU, en tant que tel, comme véritablement un interlocuteur sérieux.
Il faut enfin, sur le plan électoral, tirer une conséquence qui n'apparaît pas dans les rapports qui nous ont été soumis, mais qui est importante, une conséquence, sinon de l'augmentation du niveau de vie du moins de l'aspiration à un bien être matériel, aspiration que l'on peut déplorer, ou dont on peut se féliciter, mais qui existe et, notamment, chez les jeunes ménages et chez les jeunes qui arrivent à l'âge ou à l'heure du travail.

Fondation Jean Jaurès

Et cette constatation pose, en fait, le problème de nos relations et de notre action avec les cadres, avec les techniciens, avec les agents de maîtrise, les ouvriers qualifiés qui représentent aujourd'hui la grande partie dans un pays extrêmement évolué comme le nôtre de la masse pensante des travailleurs,

Il y a, dans ces cadres et dans ces techniciens, et notamment chez les jeunes cadres et chez les jeunes techniciens, une nouvelle classe qui se cherche. Ils n'ont pas été élevés comme nous l'avons été. On a de moins en moins, il ne faut pas l'oublier, aussi bien à l'école primaire que dans les lycées, on a systématiquement abandonné, plutôt, l'instruction civique ; l'histoire de France, on l'apprend de moins en moins bien et, tout naturellement, tous ces jeunes, attirés par la civilisation et la technique de cette civilisation moderne, ignorent beaucoup de l'histoire des travailleurs et de leurs luttes.

Demandez à un certain nombre de jeunes qui sont à l'UNEF, s'ils savent ce que c'est que la période d'avant 1936, où il n'y avait pas de loi de 40 heures, celle où il n'y avait pas de congés payés, celle où il n'y avait pas de convention collective ? Ils n'en ont absolument aucune idée.

C'est donc là une classe nouvelle, qui est très proche de nous par des conceptions économiques de dirigisme et cette classe nouvelle nous devons l'attirer à nous sans quoi elle ira immanquablement dans les équipes de technocrates et de ceux-là qui se regroupent actuellement autour de l'UNR.

Et c'est pourquoi, sur ce plan économique, je dois rendre hommage à Leenhardt et à la synthèse qu'il a faite des deux excellents rapports de Ravin et de Ornez (?)

Néanmoins, je crois qu'il serait souhaitable, dans une prochaine réunion, probablement pour le prochain Congrès, d'insister d'une façon extrêmement forte sur l'injustice de la fiscalité actuelle qui écrase les seuls salariés.

Une analyse de René Richard (?) au Conseil économique et l'analyse faite par la Confédération générale des cadres et par les cadres CFTC ou CFDT, je ne sais pas très bien, peu importe, se rejoignent lorsqu'elles disent qu'en fait les seuls impôts directs sont payés par les travailleurs.

Il faut également dénoncer, nous l'avons commencé, je crois, je crois que nous avons en effet déjà commencé à le faire, mais il faut remettre sur le métier notre ouvrage, il faut dénoncer les procédés usuraires admis et favorisés par le pouvoir en matière de crédit.

Il faut enfin étudier, et ceci est, je crois, extrêmement important sur ce plan économique et sur le plan social, des mesures susceptibles de pallier l'endettement croissant des jeunes et des jeunes ménages.

Un dirigeant du syndicat des instituteurs me disait, il y a peu de temps, lorsqu'une nouvelle grève était envisagée, que les instituteurs déjà anciens étaient prêts à faire la grève, mais qu'il avait senti, chez les jeunes, une passivité pour ne pas dire un refus, parce que toute journée de grève étant bien entendu retirée du salaire, ces jeunes se posaient la question de savoir comment les traites de la machine à coudre, de la machine à laver ou du frigidaire, ou parfois même de l'appartement, seraient payées et cette réaction, trop peu connue, et qui explique souvent une certaine passivité des jeunes, nous devons l'étudier et nous

devons l'examiner pour trouver les moyens de délivrer ces jeunes des charges qu'ils se sont parfois inconsidérément mises sur le dos.
Il y a un autre problème également sur lequel nous devons nous pencher et que je n'ai pas vu figurer dans les rapports, c'est l'approche du problème agricole. Une bonne récolte, pour un citoyen des villes, pour un travailleur de l'usine, du bureau, ou du bureau d*études, une bonne récolte ne doit pas se traduire obligatoirement par un renchérissement du coût de la vie. Ceci n'est plus possible. On comprend mal, ou on ne comprend pas.
Nous sommes tous d'accord pour trouver des solutions Socialistes au problème agricole, mais au problème agricole lié au problème de la consommation. Il ne faut pas que, systématiquement, l'aide indispensable aux travailleurs agricoles et aux producteurs agricoles retombe, une fois de plus, sur le salarié, d'abord parce qu'il est imposé et, ensuite, parce qu'il est consommateur !
Ce sont là des problèmes graves qui, à côté des grandes questions soulevées tout à l'heure, peuvent paraître mineures, mais je crois que, dans un Congrès Socialiste, elles doivent être évoquées.
Enfin, un dernier point sur le plan social me paraît important ; il ne ressort pas assez des rapports mais je sais qu'il sera évoqué, soit maintenant, soit au Congrès, c'est le problème de l'Éducation nationale, le problème de l'Éducation nationale non seulement vu par les yeux des syndicats d'enseignants ou par les instituteurs et les professeurs, que ce soit ceux du secondaire ou de l'Enseignement supérieur, mais le problème de l'Éducation nationale vu par les parents d'élèves.
Je viens ici vous faire part à la fois d'une expérience que je fais depuis six ans, comme responsable d'une association de parents d'élèves, d'une expérience de père de famille, inquiet de l'avenir des enfants, d'une expérience de la vie même des parents qui cherchent quelque chose et qui constatent de plus en plus le néant dans lequel M. Fouchet a mis le système de l'éducation tel qu'il existait.
Certes, il n'était peut-être pas parfait, il n'était peut-être pas brillant, mais on savait au moins où on allait. Aujourd'hui, il n'y a pas un parent qui puisse dire quelle voie indiquer à son fils ou à sa fille, il n'y a pas un parent qui ne puisse pas ne pas être inquiet de l'avenir de ses enfants.
C'est, je crois, là un problème dramatique et je peux vous donner un exemple : l'Association dont je m'occupe avait, il y a trois ans, à peu près, sur 700 parents inscrits à l'école, 400 à 450 adhérents ; devant les menaces qui pèsent sur l'éducation des gosses, le nombre d'adhérents est arrivé à 650 sur 700 !
C'est vous dire l'intérêt énorme que les familles portent. Or, les familles, ce sont des électeurs, les familles sont des citoyens français actuellement et c'est un problème que je vous demande et que je demanderai au Congrès de ne pas oublier. Il ne s'agit pas de savoir si telle ou telle théorie d'éducation nationale est valable, il ne s'agit pas de savoir si l'enseignement secondaire doit être différent ou s'il doit y avoir telle ou telle chose, ce sont des problèmes techniques qui intéressent les enseignants et le syndicat des instituteurs, mais ce qu'il faut, c'est que le Parti fasse savoir au pays que le jour où il viendra au pouvoir, que le jour où il sera là, il assurera d'une façon quelconque et d'une façon certaine, l'avenir

des enfants, que les gens sachent exactement ce à quoi ils peuvent destinée ou vers quoi ils peuvent aiguiller leurs enfants.
Croyez-moi, camarades, c'est une des préoccupations essentielles des citoyens de ce pays.
Enfin, sur le plan économique, nous nous trouvons, aujourd'hui, en raison de la politique de stagnation et de récession du gouvernement, devant des fermetures croissantes d'usines. Tous les jours, des heures de travail, et notamment dans le textile, se voient ramener à 28, 30, 35 heures au grand maximum, et j'ai vu avec surprise et curiosité qu'un Conseil général, celui du Haut-Rhin, venait d'émettre des vœux et de créer une Commission pour envisager la protection des travailleurs en cas de fermeture totale ou de fermeture partielle des usines.
Je crois que c'est là une suggestion heureuse ; je crois que c'est là une idée extrêmement féconde et je pense que le Parti et les commissions techniques du Parti devraient se préoccuper de ces problèmes.
Aussi bizarre que cela puisse paraître, ces préoccupations ne paraissent pas devoir jouer lorsqu'il s'agit de très grandes entreprises, où la puissance même de l'entreprise permet souvent, après un certain temps, de réintégrer ou de recycler les cadres ou les travailleurs licenciés, ou même dont les horaires de travail ont diminué, mais cela joue dans le textile énormément, car ce sont, dans la plupart des cas, des entreprises moyennes, souvent à caractère de société familiale, et vous voyez souvent cette chose absolument scandaleuse : l'usine fermée et les patrons partir aux sports d'hiver, ou partir en vacances ; l'usine est fermée, les travailleurs sont au chômage mais le patron, lui, continue à bénéficier du même niveau de vie et des mêmes avantages qu'avant.
Il y a là un problème grave et qui doit préoccuper toutes les régions où l'industrie textile est en train de subir une crise énorme.
Deuxième problème sur lequel je crois nous devrions insister plus et plus à fond, c'est le problème de l'aménagement du territoire...

Guy Mollet - C'est à l'ordre du jour de demain après-midi.

Bernheim - Excuse-moi. Néanmoins, Francis Leenhardt a évoqué tout à l'heure, et à juste titre, la dépossession systématique, par le pouvoir, des assemblées élues, de leurs pouvoirs en matière d'aménagement du territoire.
Or, cet aménagement du territoire, néanmoins, est indispensable, mais je crois qu'il faudrait faire très attention et protester contre cet essaimage électoral d'usines un peu partout. Sous prétexte de faire plaisir à X ou Y, on met une usine là, on oblige Renault ou telle grande Société nationalisée, à se décentraliser, et lorsque la crise arrive, on constate tout simplement que les malheureux qui ont été transférés de leurs habitudes sont en chômage, perdus dans des régions où difficilement ils vivent, car il n'y a véritablement aucune infrastructure préalable pour accueillir les usines et recueillir le personnel si l'usine ne fonctionne pas.
Je voudrais également vous mettre an garde contre la création d'un certain nombre de complexes, camarades, complexes nucléaires à Cherbourg et à Cadarache (?) à Pierrelatte dans des quantités de régions où se créent des usines

nouvelles volontairement, imposées par le gouvernement !
Il se créera, il se crée aux environs de Bordeaux un complexe spatial très important, qui risque de transformer toute la région bordelaise et si nous ne suivons pas de très près l'installation de ces complexes, si nous n'intervenons pas près des cadres et des dirigeants de ces complexes nous verrons bientôt dans des régions traditionnelles des éléments hétérogènes qui apporteront un facteur de trouble social et de trouble politique dans ces régions.
Enfin, il y a un problème important qui est celui de dire, plus tard, lors de la période électorale, lors de la proclamation du Parti, après le 55ème Congrès, - que nous ne pourrons pas tout faire sur le plan économique et financier. Il ne faut pas cacher à nos camarades les répercussions dues aux imbrications nées du marché commun et du traité de Rome.
La convertibilité des monnaies, l'imbrication des systèmes financiers, la libre circulation des marchandises qui va de plus en plus en s'accroissant, nous créeront tout naturellement un frein et je souhaiterais sur ce point que des négociations économiques interviennent entre nos camarades de la Commission des Affaires étrangères du Parti et les partis frères de la petite Europe.
Il est indispensable que les Partis Socialistes des grands pays européens aient une politique économique et financière connue.
Telles sont, camarades, les quelques observations que je voulais faire.
Je voulais dire également que le rapport de Brutelle, les observations de Gazier sur la rénovation du Parti sont trop importantes pour qu'on puisse en discuter ici.
Je suggère simplement une chose qui est une adjonction à ce qui a été dit, je souhaiterais que dans les Commissions économiques, que dans les Commissions techniques ou même politiques du Parti, il n'y ait pas seulement des politiciens ou des camarades fonctionnaires, je souhaiterais qu'il y ait aussi des gens du secteur privé, des gens des professions libérales, je souhaiterais qu'il y ait un éventail plus large, plus étendu des activités représentées.
J'en ai terminé, camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parois est à Nottebart, du Nord.

Arthur Notebart (Nord)

Chers camarades, je n'ai pas non plus, comme beaucoup d'entre vous, eu le temps de lire les rapports excellents qui ont été communiqués, mais je me permettrai de faire une remarque pour excuser l'impression des rapports en vous disant qu'à défaut de rapports, nous aurions eu des discours et qu'en ce sens, c'est déjà autant de gagné et qu'il aurait fallu quand même essayer d'analyser les discours, les prises de position des uns et des autres.
Aussi, personnellement, je voudrais très rapidement, n'ayant pas l'intention, il y a quelques heures, d'intervenir, vous livrer quelques réflexions concernant la tenue de ces rapports.
Je pense que les analyses sont bonnes, mais je constate que les conclusions sont modérées pour ne pas dire timorées. Quant aux perspectives d'avenir, j'avoue

avec beaucoup de patience avoir essayé de tourner les pages… et n'avoir rien trouvé !
Voici mes trois premières considérations sur la discussion qui s'engage dans le Parti quant aux perspectives d'avenir et aux conclusions d'hier.
Remarques et analyses sont bonnes, cela vaut pour Cazelles, concernant les élections, avec une remarque, et chacun sera d'accord pour en convenir, c'est que ce rapport, il en fallait un, mais il est incomplet, en raison du temps entre les élections et aujourd'hui, il aura besoin d'être complété, étoffé, étayé. renforcé pour le Congrès national, mais il est à mon avis un excellent travail de base qui doit nous permettre aux uns et aux autres de tirer des conclusions pratiques sur les élections municipales qui viennent de se terminer.
Dans le rapport de politique intérieure qui est un rapport établi par notre ami Leenhardt, j'ai le regret de dire à notre ami Francis que ce rapport m'apparaît très timoré, et j'emploierai là une formule, extrêmement embourgeoisé, dans ses conclusions.
Ses conclusions relèvent beaucoup plus de l'analyse critique d'un comptable agréé d'une société capitaliste que d'un camarade Socialiste animé d'un esprit révolutionnaire à l'égard du pouvoir !
Et, personnellement, je trouve assez étonnantes les formulations que l'on y trouve à l'égard du bilan économique où l'on dit, par exemple, ceci à l'égard de l'emploi : "elles auraient exigé- les décisions du gouvernement - une politique de l'emploi menée avec discernement".
Comme si un Socialiste pouvait espérer qu'un gouvernement réactionnaire et capitaliste puisse donner une autre politique que celle de peser sur le marché de l'emploi pour par là même maintenir les salaires et engendrer de plus en plus une politique de récession à l'égard des rémunérations sociales.
Il aurait fallu dire, je m'en excuse auprès de Francis Leenhardt, une toute autre chose et indiquer qu'il est normal qu'un gouvernement réactionnaire emploie une pareille politique.
On nous parle du commerce extérieur avec une formule qui est loin de me plaire ! "Les brillants résultats obtenus en 1959, 60, 61, à la suite de la dévaluation..." j'aurais préféré que l'on dise - car c'est la vérité - que c'est une escroquerie de de Gaulle, de 58 à aujourd'hui, que d'avoir pu opérer cette dévaluation jamais égalée dans le passé - de 18%, qui a été son ballon d'oxygène ! Si Guy Mollet avait tenté de faire 5%, ce qu'il aurait bien fait, ce que personnellement je regrette, nous aurions trouvé là de quoi vivre.
On ne dénonce pas comme il convient cette dévaluation et nous pourrions peut-être ajouter en passant les excellentes affaires de quelques Banques très proches du pouvoir qui en ont tiré directement beaucoup de cette opération de septembre 1958 !
J'aurais aussi voulu que l'on ne tienne pas le langage de la façon suivante, en disant que rien n'a été fait pour doter nos exportateurs de formules de financement, alors que le moins que l'on peut dire, c'est que l'opération dévaluation a été plus qu'un effort, mais un cadeau princier accordé à quelques uns qui leur a permis de gagner pas mal de capitaux dans ce domaine.

Fondation Jean-Jaurès

Et venir dire que le plan de stabilisation est venu tardivement freiner la hausse des prix, je crois, mes chers camarades, que là aussi il faudrait employer des formules d'un ordre différent, dénoncer ce plan comme étant véritablement de la poudre aux yeux, ce que j'appelle un montage de cou, dans le domaine de la politique nationale.
Les salaires ? J'aurais aussi voulu, au lieu de commencer ce rapport en disant : "les salaires ont augmenté, mais il faut remarquer que l'augmentation est moins le résultat de la politique gouvernementale que de l'effort syndical", que l'on dénonce la politique du gouvernement, du pouvoir, politique de récession, de chômage, de misère, et ne pas employer non plus ces formules que je souhaite, quant à moi, ne pas retrouver dans les résolutions du congrès de la Pentecôte.
J'aurais voulu aussi que dans le domaine du climat social, les formules dans le genre de celle-ci "tranchant avec l'optimisme gouvernemental, sincère ou de commande, il faut dénoncer surtout et étudier de près une inquiétude du monde du travail..." ne soit pas employée !
Comment peut-on dire "optimisme sincère...", alors que l'on sait qu'on a affaire à de véritables batteurs d'estrades, à des domestiques de service des banques et pas autre chose ! Il ne faut pas donner trop un caractère de sincérité et de bonne volonté à des gens qui sont en vérité les valets du capitalisme et du pouvoir personnel ! J'aurais voulu aussi qu'un peu plus loin dans ce rapport, on ne vienne pas dire, en conclusion, avant de parler de l'évolution du régime, "il n'y a pas de rapports francs entre le pouvoirs publics et les syndicats" !
Mais comment dire cela, alors qu'il s'agit d'un régime capitaliste pourri, aux ordres des banques et exécuté par de Gaulle !
Ma première remarque sera la suivante, je le dis en tant que secrétaire depuis longtemps de ma section, et ayant dans cette section de nombreux ouvriers, c'est que ce n'est pas avec un rapport de ce genre qu'on peut réveiller le tempérament de ceux qui nous ont quittés et encore moins faire venir au Parti ceux qui auraient envie d'y venir !
Et c'est pourquoi, en m'excusant auprès de Francis, tout amicalement, de ces reproches, à mes yeux normaux, je veux dire que le Parti devrait prendre l'habitude de tenir un autre langage un peu moins timoré, un peu moins embourgeoisé, un peu plus direct, car vous savez, avec un rapport comme celui là, je suis prêt à donner rendez-vous à qui vous voulez, à la porte d'une usine, dormez tranquilles vous n'aurez pas beaucoup de succès pour convaincre les travailleurs à la sortie de leurs établissements !
Voilà les quelques remarques sur le plan du rapport de Francis Leenhardt.
"Démocratie, Socialisme, bilan, perspective", ce rapport présenté par Brutelle est à mes yeux très important, il est de loin le plus important, il est en vérité la pièce maitresse du Congrès national, c'est autour de celui là qu'il faudra ensemble essayer de définir ce que nous voulons faire du Parti, les uns et les autres, les uns estimant que les habitations sont maintenant sclérosées, vétustes, étant entrainés par des formules nouvelles où l'on trouve des choses ahurissantes, comme Albert Gazier nous disant : y a-t-il beaucoup de sections qui ont invité un camarade un auditeur ne partageant pas nos idées à venir dépendre au Parti des conceptions

qui ne sont pas les nôtres ? "
Voyons, mes camarades, est-ce que c'est sérieux une opération de ce genre ? Est-ce que le rôle d'un secrétaire de section sera maintenant de convoquer, à l'intérieur de sa section un adversaire pour faire un débat public et contradictoire ?
Est-ce que ce n'est pas, en vérité, à l'extérieur de la section que le Parti doit convoquer ces détracteurs et les autres pour confronter en public les points de désaccord ou est-ce qu'on veut essayer, employant une méthode que depuis quelque temps on trouve un peu partout, de créer une espèce d'amalgame dans lequel il y aura bien entendu des Socialistes, quoi que dans quelque temps, si on n'y prend garde, l'étiquette sera aussi gênante, pour faire une espèce de rassemblement des gauches, confédération, union, de ceci, union de cela ?
Est-ce que vous ne croyez pas qu'un parti qui parle de l'union des Gauches, de rassembler les Socialistes, à deux ans du Congrès de 63, ressemble plus à Soubize se promenant avec une lanterne et essayant de se trouver plutôt qu'à un Parti qui veut faire venir à lui des camarades ?
Permettez-moi de dire qu'avec un langage de ce genre vous feriez drôlement rigoler les militants Socialistes de nos sections ouvrières !
Alors, perspective, bilan, Brutelle aborde le problème ; ce rapport est très long, il faudrait les interventions de plusieurs heures pour essayer d'en tirer des conclusions pratiques, et c'est très curieux, au lieu d'analyser parfois nos erreurs, parfois l'attitude des adversaires on éprouve, dans le Parti, toujours le besoin de se flageller soi même, tantôt le Parti doit être épuré, tantôt il doit se redresser, il doit essayer de transformer ses méthodes et de les rajeunir, on en est au stade des réformes de structure du Parti.
Réformer les structures, je vous avoue qu'en tant que secrétaire de section ouvrière, si je tenais ce langage, j'aurais un premier résultat, c'est de perdre ceux qui y sont et d'essayer d'en faire une autre avec ceux qui n’y sont pas !
La réforme des structures, vous savez, pour en faire un Parti éclaté, partagé en spécialistes de toute nature, eh bien, ça n'est pas pour cela que des hommes sont venus un jour au Socialisme.
Bien sûr, il peut y avoir, entre nous, des camarades qui pensent qu'on est venu au Parti pour eux ! Cela peut être leur thèse, de se prendre pour des surhommes mais en réalité les militants ouvriers qui sont venus à nos sections y sont venus par un sentiment d'injustice que le régime leur faisait subir, ils sont venus par un instinct de révolte, pour se battre, ils sont venus pour transformer la société et pas pour assister à des discussions académiques aussi intéressantes soient-elles pour les uns ou les autres, pour ceux qui ont du temps à perdre, ils sont venus pour militer, essayer, même si le mot déplaît, d'embrigader, d'encadrer les hommes, d'en faire des régiments, des divisions du monde du travail pour la conquête du pouvoir !
C'est pour cela qu'ils sont venus et pas pour "pinailler" sur le sexe des anges ou savoir si on ira lundi ou dimanche dans la lune ! Ils sont venus pour travailler et pour essayer d'être sérieux !
Alors, voyez-vous, quand je connais l'obstination, la patience et l'espérance

encore de Brutelle à l'égard du rassemblement des gauches, il me permettra de lui dire une fois encore qu'il se leurre et qu'il se trompe.
Il se leurre et il se trompe, car cela ne représente que des hommes en mal de titres, en mal de décorations, en mal d'être quelqu'un, dans la mesure où on ne les embête pas, mais bien décidés à ne plus être dans le coup le jour où l'on voudra infliger une discipline aussi petite soit-elle ; et quand je vois alors qu'on nous parle des conclusions du Congrès de l963, oui c'est peut-être comme cela qu'il faudrait engager le débat au Congrès national, en disant : "Nous avons voté des résolutions, examinons le résultat et faisons le bilan et tirons des conclusions".
Alors, on nous dit, et cette phrase est délicieuse : "en dehors de quelques hommes qui nous apportèrent leur concours à titre purement individuelle, les plus nombreux nous apportèrent en définitive l'écho du milieu dans lequel ils militent".
Eh bien, vous savez, comme résultat, c'était pas la peine de tenter l'expérience ! Leur opinion personnelle, on était convaincu avant les autres que c'était çà qu'ils apporteraient, encore que ce ne soit pas toujours la même que celle d'hier et qu'elle ne garantisse pas celle de demain ! Ils n'apporteront jamais rien d'autre, et dans le domaine de l'information, du milieu dans lequel ils vivent, vous savez, je n'ai rien contre Hernu, mais j'ai connu M. Hernu à l'Assemblée, et vous me permettrez de penser que les milieux dans lesquels il a évolué n'ont pas toujours été les mêmes, et que celui dans lequel il est n'est pas le dernier dans lequel il évolue, il y en a d'autres qu'il va connaître !
On nous cite des formules en disant : on a obtenu l'accord des coopérateurs, des coopératives de production, des coopératives de consommation, je connais ces mouvements et nos camarades de la Seine, bien qu'ils aient quelques militants à l'intérieur du mouvement confédéral ne me démentiront pas, quand je dirai qu'à aucun moment vous aurez un engagement, si petit soit-il, des mouvements coopératifs, quels qu'ils soient !
Ensuite, on nous dit : "qu'avons-nous tiré de ces confrontations ? Rappelons-le succinctement... " «Je ne veux pas être sévère, je vous conseille de le lire et vous verrez toutes ces formules allant de l'UDSR, de M. Mitterrand, qui a un talent oratoire, mais qui, en dehors de cet excellent talent, est incapable de rassembler une formation valable, voire même dans sa propre localité, dans la ville de Chinon, en tant que section organisée, au PSU, et j'en passe, mais ce que je vous demande c'est si vous ne croyez pas qu'en vérité nous leur donnons là une audience au delà de leurs moyens et s'il ne vaudrait pas mieux ne plus en parler ?
Et puis, continuant toujours l'examen de ce rapport très rapidement, d'ailleurs, j'en arrive à la coalition des Gauches où l'on nous dit que dans cette coalition, il faut tenter... oui, il faut tenter toujours tenter, ne serait-ce que pour ne pas perdre son temps, mais quand on examine l'attitude de ces hommes de gauche, quand on les connait, qu'on les fréquente depuis longtemps à l'Assemblée nationale, on se pose quelques questions.
Moi, je veux bien qu'on dise qu'il y a des hommes de gauche, mais je trouverais intéressant qu'un de ces camarades qui défend cette thèse vienne nous dire où çà

commence un homme de gauche et où çà finit un homme de gauche. Alors, à ce moment-là, si on sait faire la frontière, on saura au moins avec qui on peut parler !
Il y a une formule qui, dans le patois du nord, dit bien ce qu'elle veut dire, en parlant de ces personnes on les appelle des "pitacles", cela veut dire qui n'ont pas beaucoup de sexe, qui n'ont pas beaucoup d'affirmation… je crois que ça ressemble un peu à cela ces hommes de gauche !
(Applaudissements)
Puis, continuant l'examen de ce rapport, dans l'orientation du Parti, on nous parle de l'unité des Socialistes.
Vous savez, l'unité Socialiste, mes camarades, il fut un temps, avant l'unité Socialiste de 1905, où différents mouvements Socialistes existaient sur le plan français, ils étaient régionalisés, ce qui était important pour réaliser l'union, et puis ces personnes, à un moment donné, ont estimé qu'il était utile de se réunir, à la suite d'une mise en demeure de l'Internationale, au Congrès d'Amsterdam, de faire l'unité Socialiste contrainte et forcée.
Un débat s'est instauré à Lille concernant les deux méthodes entre Jules Guesde et Jaurès dont je conseille à beaucoup de camarades de relire encore cet étonnant manifeste des uns et des autres, et on a essayé d'engager alors, là, les prémices de l'unité.
Dans l'application des structures, pensez vous sérieusement que certains des nôtres voici quelque temps, soient tellement assagis d'une cure de purification à l'intérieur du PSA d'abord, du PSU ensuite, demain ? Je ne crois pas.
Ne croyez-vous pas que c'est encore une erreur, après avoir pendant deux ans, demandé à ces personnes de venir coucher avec nous, excusez l'expression… Il y a assez longtemps que la fiancée attend le violoniste sous la fenêtre pour donner le signal du rendez-vous !
Et puis, quand j'arrive un peu plus loin, où l'on parle, dans le rapport de Brutelle toujours, de modifier le Comité directeur, de réformer les structures du Parti, Georges Brutelle le sait, dans les premières réunions que nous avons eues à la commission, j'ai manifesté un certain désaccord sur des principes concernant la vie du Parti !
Personnellement, je trouve excellente l'idée de modification du Comité directeur et je ne serais pas hostile à ce qu'on instaure, à la SFIO, à l'exemple du Parti ouvrier belge, un conseil général du Parti qui rendrait des services excellents, que l'on spécialise des camarades, je suis d'accord, c'est le seul point d'ailleurs sur lequel je suis d'accord avec Georges Brutelle, concernant la modification des structures, mais quand on vient nous dire, un peu plus loin : il faut modifier les sections, pour faire des spécialistes qui discuteront tantôt des problèmes scientifiques, tantôt des problèmes d'enseignement, tantôt des problèmes de ceci et de cela, mes camarades, faites y bien attention qu'au moment où nous condamnons, nous, les technocrates sur le plan national, nous ne soyons pas en train de livrer le Parti à certains camarades qui se prennent pour des technocrates et qui n'en sont pas, ce qui est plus grave, et qui pourraient nous amener à certaines difficultés très gênantes dans les années qui viennent.

Fondation Jean Jaurès

Voilà quelques remarques un peu à l'emporte-pièce car comme tout le monde j'ai fait ce que j'ai pu en lisant les rapports du mieux que j'ai pu à la table où je me trouvais.
On nous parle encore de l'idée de la confédération. Petit-être pour favoriser l'opération a-t-on éprouvé le besoin de dire que cette formule confédérale était avancée par Guy Mollet.

Guy Mollet - C'est vrai !

Arthur Notebart - Il me dit que c'est vrai. Il me permettra alors de dire qu'il a voulu faire là une démonstration supplémentaire pour démontrer que cela ne pouvait servir à rien !
(Rires)
En effet je suis convaincu que vous ne pouvez pas trouver une confédération dans laquelle le Parti avec les tommes que nous sommes, pourrait être l'axe de cette confédération car si nous sommes le point central de cette confédération cela voudrait dire qu'on aurait pu réussir un peu mieux dans les colloques.
Que voit-on comme Président dans cette confédération ? Un Socialiste ? Vous savez bien que c'est le moyen de le faire échouer.
Maurice Faure ? Permettez-moi de sourire, et cela pour ne pas être trop sévère.
Hernu ? Vous savez bien que le véritable problème politique, pour nous, n'est pas dans la confédération, il n'est pas là dans le rassemblement des gauches. Il faut faire les deux, et c'est là que je pense que Guy Mollet a raison. Je crois, sans violer sa pensée qu'il a dit cela pour faire la preuve que cela ne pouvait pas réussir. Il faut le faire pour montrer que les Socialistes n'ont reculé devant rien pour faire l'union des démocrates, pour faire l'union des Républicains.
La véritable bataille, où est-elle ?
Nous sommes, je pense, encore un parti ouvrier, un parti révolutionnaire, un parti animé de l'idéal Socialiste. Vous savez bien, dans vos localités, dans vos communes, que chaque fois que vous essayez de travailler en brave bourgeois même commerçant honnête et sérieux - il y en a encore -, dans le même temps vous vous coupez souvent des militants ouvriers.
La véritable bataille qui nous est propre n'est pas de gagner des hommes de droite, mais de faire revenir dans le Parti d'abord ceux qui sont partis, et ceux-là sont bien nombreux car on est loin de 1920, puis aussi de ramener dans le Parti des hommes qui devraient s'y trouver, les travailleurs, les jeunes.
Autrement dit, le véritable débat est la bataille pour le Parti, à moins que quelques-uns envisagent déjà de retourner dans un pouvoir semi-bourgeois avec d'autres pour nous apporter les mêmes conclusions qu'on avait eues depuis la libération, sauver la République toutes les six semaines et arriver à rien sauf au 13 mai 1958.
La vraie bataille est politique. Il faut essayer de rappeler ce que nous sommes, de nous dégager de la vie de tous les jours, de démontrer pourquoi nous sommes des Socialistes et pourquoi le Parti Socialiste aurait dû empêcher le Communisme d'exister.

Collection Jean Jaurès

Vous savez qu'à la réunion de section, aux portes des usines, ou auprès des ménagères, la première réflexion est celle-ci : pourquoi ne sont-ils pas capables de s'entendre tous les deux puisqu'ils sont de deux partis ouvriers ?
C'est contre cela qu'il faut lutter. Il faut démontrer pourquoi on ne peut pas s'entendre avec les Communistes, pourquoi l'union est impossible, et en même temps rappeler pourquoi on a fait à un moment donné la scission du monde ouvriers pourquoi on a fait cela dans tous les pays du monde, par Moscou, voulu et organisé par Moscou, pour protéger ses arrières et instaurer son régime soviétique et pas autre chose.
Il faut rappeler qu'entre les Communistes et nous la différence qui nous sépare est qu'il y a des hommes qui seront toujours des domestiques pour les autres, et aujourd'hui on en trouve la confirmation tous les jours. Il ne faut pas le faire bêtement, stupidement, avec des questions qui, tout naturellement n'apportent pas de réponse.
C'est à Quilliot que je voudrais faire quelques remarques maintenant.
Ce n'est pas de cette façon qu'il faut engager la bataille contre les Communistes. Ce n'est pas tellement en démontrant ce qui nous sépare, mais plutôt en démontrant l'inutilité, la malfaisance des 21 conditions de 1920 qui a plongé le monde du travail dans la division, en montrant que cela n'a rien réglé et qu'au contraire en examinant ces conditions on s'aperçoit que la plupart n'ont plus de mise à l'heure actuelle.
Tout à l'heure on parlait de 1936. On en fait bien souvent l'expérience aussi : je me suis aperçu dans les réunions publiques que lorsque nous parlons de 1936 à un jeune travailleur, celui-ci sourit et s'il osait il dirait très simplement : vous avez attendu aussi longtemps pour avoir vos conquêtes sociales, et vous voulez nous donner des leçons ?
Je crois que ce terrain est dépassé. Il faut reprendre la bataille autrement, sur d'autres bases, et si les communistes ont su pendant un an pratiquer la politique que vous connaissez, pourquoi les Socialistes ne peuvent-ils pas faire la même chose en posant des questions précises aux Communistes en disant aux travailleurs Communistes s nous pourrions faire l'union si vous répondiez oui à telle et telle questions. Cela permettrait de faire l'affirmation de la preuve de la nécessité d'un parti ouvrier.
En plaçant le Parti Communiste devant cette alternative, les forçant à répondre à la masse du travail : est-ce que vous allez sacrifier une fois encore les travailleurs de ce pays au profit d'une politique internationale ?
Voilà comment il faut poser les questions et pas autrement. C'est à ce prix que vous arriverez à rattraper ceux qui sont partis. Ils ne sont plus nombreux, car les hommes de la scission sont peu nombreux au PC.
Pourquoi ceux qui y sont y vont-ils ? Parce qu'ils ont l'impression que les Communistes sont un peu plus durs que nous, un peu plus révolutionnaires, qu'ils bougent un peu mieux, qu'ils crient un peu plus fort, et je m'en excuse mais ce n'est pas avec des rapports comme celui de tout à l'heure que l'on fera un effort de sentiment révolutionnaire.
S'il y a quelque chose à changer dans le Parti, c'est peut-être le fait de ne pas

revenir assez en arrière. Il faut revenir en arrière, appliquer le langage d'hier, ne pas trop se mettre à la sauce du moment dans laquelle le parti perd sa figure.
Face au Parti Communiste ? Oui. C'est une position qui, à mes yeux, a tout le temps eu une grande importance, et contrairement à ce que certains ont pu penser - et surtout si les "cocos" ont pu le penser un jour - je n'ai jamais été malade de l'union avec eux, mais j'ai été un homme qui s'est toujours battu avec eux et qui a obtenu quelques résultats qui ne sont pas négligeables, soit dit en passant, sur le plan de la région.
Si l'on veut se battre contre les Communistes et de Gaulle en même temps, il faut qu'on apparaisse comme les meilleurs, pas timorés, n'envoyant pas des boulets à blanc, mais n'ayant pas peur d'attraper comme il convient, cet homme qui est la catastrophe nationale depuis 1958 et qu'il faut essayer par tous les moyens de dénoncer, de démystifier.
Voilà une première politique qu'il faut dénoncer. Il faut que nous ne soyons pas moins ardents que les autres.
Les objectifs ? Les buts ? Il en faut.
Ce qui faisait la force des mouvements de jeunesse, avant-guerre et Bernard Chauchois pourrait nous le rappeler, ainsi que quelques-uns, ce sont ces excellents combats de jeunesse, de 1931 à 1935 où nous avions une plate-forme d'action. Nous avions des mots d'ordre, des objectifs.
Est-ce que vous pensez qu'on peut se contenter d'engager un combat avec des perspectives de défense, avec des perspectives de protection ? Je dis non. Même si cela peut paraître cruel, il faut savoir se fixer des objectifs à atteindre, même si l'on sait au départ que l'on ne les atteindra pas.
Il faut savoir aller loin dans les objectifs si on veut entraîner les masses. Les objectifs ? Ce sont des objectifs embourgeoisés, un peu timorés.
Je ne peux pas engager un débat entre les planistes et ceux qui ne le sont pas. J'ai le souvenir des planistes d'avant-guerre, les planistes de Belgique, pour avoir vécu cette période de très près. Mais je sais aussi qu'être planiste n'a jamais été être Socialiste.
Je voudrais bien qu'un camarade partisan de cette politique vienne apporter un jour ici l'affirmation du contraire ! Une politique planiste a toujours été un moment d'attente, un moyen terme. Les objectifs doivent être répétés un peu plus souvent, et quand on parle de planisme, si vous pensez à des formules économiques seulement, à caractère monétaire, croyez-vous que vous entraînerez les mineurs, les ouvriers d'usine et les paysans ? Je vous dis que vous vous trompez. Il faut donner à ces hommes des perspectives nouvelles, des objectifs à l'image du Front populaire : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives. Personnellement je voudrais vous lancer trois idées :
D'abord il faut nous battre pour un sérieux minimum vital, puis sur le principe de la santé, c'est-à-dire regarder en fade le problème de la médecine et de la pharmacie et savoir obtenir dans ces deux domaines une nationalisation effective et rentable.
Le troisième objectif est d'essayer d'examiner, comme il convient, non pas par le truchement de caisses mutuelles, ou autres mais directement, le problème de la

vieillesse.
Voilà trois objectifs que le Parti pourrait lancer en encadrant bien entendu tout cela dans le cadre de la République et de la liberté.
Le cadre de la République et de la liberté, cela veut dire, camarades : régime démocratique, ce qui à mes yeux, à aucun moment, ne peut et ne pourra se confondre avec un programme d'action gouvernementale pour la conquête de la présidence de la République.
Je n'arrive pas à comprendre que l'on puisse, en même temps, dans le Parti, et pour le respect de la démocratie, être pour le respect des droits du parlement et prétendre qu'un homme, fût-il même un camarade, puisse aborder la campagne électorale en se réclamant d'un programme d'action gouvernementale.
Mettre le doigt dans cet engrenage c'est à la fois être entraîné dans la politique de de Gaulle d'hier et c'est par là même, pour être demain avec ce parlement élu, avoir à calquer son action sur ledit Président en question à moins que celui-ci compte tenu qu'il n'a pas l'assentiment de l'Assemblée, décide de partir.
Cela ressemblerait très vite, croyez-le, aux crises de la IVème République avec un sentiment encore beaucoup plus aigu et beaucoup plus difficile. Et quand les Communistes nous proposent, pour l'élection du Président de la République, l'union sur un programme pour arriver à trouver un candidat unique, voici personnellement très longtemps que je leur dis :
Vous êtes contre le régime présidentiel, vous êtes contre le pouvoir personnel, et vous voulez que cet homme nous fasse une déclaration, la main sur le cœur, de l'action qu'il entend mener demain ?
Il y a là contradiction évidente et c'est la meilleure réponse qu'on peut donner à Waldeck-Rocher et à son équipe. En vérité si les Communistes veulent en prendre un pour la présidence de la République c'est qu'ils sont pour un régime présidentiel. Si nous ne sommes pas pour nous disons aux Communistes : il n'y a pas nécessité d'avoir un programme présidentiel.
En jetant un coup d'œil très rapide sur différentes questions, je dois vous dire que je pensais parler plus longuement, et j'avais apporté une excellente brochure que la fédération du Nord avait éditée il y a 20 ans :"Socialistes et Communistes doivent-ils s'unir" avec un rappel de l'histoire du mouvement ouvrier.
Je souhaiterais que le Comité directeur décidât la publication de brochures de ce genre pour faire apparaître les différences entre eux et nous, pas pour eux mais pour les autres, pour ceux qui ne sont pas organisés, pas encore embrigadés.
Je voudrais dire encore quelques mots très rapides sur certaines positions que l'on trouve de la part des camarades.
On nous parle de l'union des gauches. On a un regret en disant "en 1936 c'était différent. Le front populaire était différent, nous étions plus forts. Il y avait à notre droite un parti radical. Comme il n'y a pas de parti radical c'est difficile d'aller au front populaire."
Cependant, mes camarades, j'ai l'impression, personnellement, que c'est dans le sens d'être les meilleurs et les promoteurs de l'action de gauche que nous obligerons les Communistes à marcher.
Nous avions posé deux questions au Congrès national : La première disait à peu

près ceci, je n'ai pas le texte : "les Communistes auront à choisir entre laisser faire une politique réactionnaire ou la condamner, ou bien y participer." Eh bien, les municipales vous ont répondu. Les Communistes sont en train de reprendre la tactique classe contre classe que nous avons connue, sont en train de jouer à nouveau la politique du pire et pas autre chose. Et comme la réponse est maintenant connue, c'est à nous de démontrer aux travailleurs que le Parti Communiste ne se préoccupe pas de savoir s'il vaut mieux qu'il y ait de Gaulle ou un Républicain. Ce qui l'intéresse d'abord c'est la politique du pire dans laquelle il peut mener son agitation, à plus forte raison quand le citoyen de Gaulle peut em... les Américains sur le plan international, et satisfaire ainsi son patron.
Je crois que c'est dans ce sens qu'il faut engager notre action les uns et les autres. Pour mener cette bataille que faut-il faire ? D'abord essayer, tous ensemble, de prendre conscience de nos responsabilités ; essayer, ensemble, de faire un examen de conscience personnel et de nous demander si nous avons bien rempli le rôle que nous avions à remplir pour le Parti.
Vous me permettrez d'être effrayé de voir la petite quantité de parlementaires de l'Assemblée Nationale ou du Sénat dans ce Conseil national, conférence d'information. Je trouve cela véritablement scandaleux ! Il faudra peut-être que le Parti instaure là une certaine discipline et que certaines attitudes en finissent. On n'a pas besoin de militants supernationaux. On est militant tout court et c'est tout ! Et chacun doit faire son travail à l'endroit où le Parti l'a placé.
On vient nous dire que les sections ne travaillent pas, ne se réunissent pas. Je suis curieux de savoir si ceux qui tiennent ce langage à la tribune du Congrès ont relu eux-mêmes les procès-verbaux de séance, et ne prennent pas l'excuse de dire qu'il n'y a personne, pour ne pas venir. A partir du moment où on est là, il y a quelqu'un. C'est à celui-là de prendre le bâton de pèlerin et à essayer de travailler.
Je terminerai mon intervention par ces simples mots : On a souvent chanté l'Internationale, mais j'ai l'impression qu'il y a des formules qu'on a souvent oubliées. Il y en a une qui dit : "Travailleurs, sauvez-vous vous-mêmes, n'attendez ni César ni tribuns. " Dans le Parti il n'y a ni César ni tribuns. C'est à nous de sauver le Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades, avant d'aborder le sujet même, je voudrais dire d'un mot amical et rapide à Rolande Galazzo et à Bernheim qu'ils ont commis une erreur.
Aujourd'hui c'est une conférence d'information, ce n'est pas un Congrès, et si sur les tables d'un Congrès on avait trouvé les rapports remis ainsi à la dernière minute l'observation que vous avez faite serait totalement justifiée.
Mais pour la première fois, nous tenons une conférence d'information en vous fournissant des rapports écrits alors qu'ils n'avaient pas été prévus au départ.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Vous n'auriez dû normalement avoir ici que des rapports oraux de la part des six camarades que nous avions désignés. En effet les vrais rapports, ceux qui vont aller devant les sections, ce ne sont pas ceux que vous avez sous les yeux, ceux sur lesquels il sera délibéré, en fonction desquels il sera voté éventuellement dans les fédérations et les Sections.
Je me répète : ce ne sont pas ceux que vous avez sous les yeux, ce sont ceux que les mêmes rapporteurs ou d'autres - ceci dépend du Comité directeur de mercredi prochain - établiront en essayant de tenir compte, au maximum, de la discussion d'aujourd'hui.
En fait c'est un véritable tour de force que celui qui a été réalisé, les ronéotyper et les déposer sur les tables,
Aussi bien j'estime qu'il est de mon devoir de dire ceci au Secrétariat administratif qui a réalisé ce tour de force : ce ne sont pas des griefs qu'on aurait du lui faire aujourd'hui, mais lui présenter des félicitations.
(Applaudissements)
Maintenant je me propose très simplement, dans cette intervention, de donner mon point de vue sur les problèmes qui ont été soulevés dans les trois rapports présentés ce matin.
Notre ami Lennhardt vous disait, dans son intervention, que le rapport qu'il présentait n'engageait que lui puisqu'en effet il l'a présenté dans des conditions telles que le Comité directeur n'a pas pu en être saisi. C'est exact. Mais je voudrais lui dire aussi qu'en ce qui concerne la propagande - comme l'a noté tout à l'heure Nottebart - la tonalité de la résolution finale devra être évidemment plus dure que celle de son rapport. J'estime cependant que l'analyse qu'il a faite est remarquable sur toute la partie économique et sociale et alors ce n'est plus en son nom personnel qu'il la présente puisque nous sommes déjà au moins deux.
J'ajoute que la partie traitant de l'évolution des institutions et du régime qui conclut son rapport est tout particulièrement pertinente et utile. Je souhaite que les camarades l'étudient, la lisent et je suis d'ailleurs convaincu que ceux qui, depuis ce matin l'ont fait partagent mon opinion, que cela cesse donc d'être un avis personnel, mais que c'est en réalité l'opinion de l'immense majorité des militants ici réunis.
Je crois que la condamnation de l'évolution du régime gaulliste sur le plan institutionnel, c'est-à-dire le viol de la Constitution, telle qu'elle ressort du rapport de Lennhardt est une des plus pertinentes que l'on ait fait à cette tribune.
Je n'en dirai pas plus sur ce rapport puisque je n'ai pas d'observations à présenter personnellement.
Le rapport d'Ernest Cazelles contient, je pense, des masses de renseignements que chacun lira avec profit.
Il est vrai, on a eu raison de le souligner, que ces renseignements sont partiels. Ce rapport va devoir être mis au point. J'espère qu'à l'heure où je parle, des quantités de responsables de fédération ont enfin remis à Cazelles(?) comme je l'avais demandé ce matin, les renseignements que nous souhaiterions avoir sur la situation électorale dans les divers départements.
C'est uniquement dans la mesure où nous aurons ces renseignements que nous

pourrons faire une analyse valable de la situation électorale en France au lendemain des municipales.
Cazelles a aussi étudié ce que devait être l'action du Parti à l'occasion des prochaines élections et là, j'ai vraiment rien à ajouter au rapport, rien à dire sur les futures sénatoriales de plus que lui, ou sur les probables élections législatives.
Je ne veux dire qu'un mot sur les prochaines élections présidentielles.
Les adversaires du Parti avaient spéculé sur ce qu'ils croyaient être notre division, nos divisions intérieures au Parti. Ces gens là ne savent pas - et je crois qu'ils ne sauront jamais - ce qu'est un parti démocratique comme le nôtre ; les différences d'optique sur un problème peuvent, le jour de la prise de la décision, nous opposer et même nous opposer durement les uns aux autres, mais une fois la décision prise, il n'y a plus que des amis qui mènent le même combat. Et lorsque Gaston Defferre s'est vu particulièrement attaqué, probablement parce qu'il était devenu le candidat à l'Élysée, il a trouvé le Parti, le parti tout entier, et sans la moindre réserve, complètement à ses côtés. Puisse la leçon servir aux autres… J'en doute, et je n'insiste pas !
(Applaudissements)
Bien sur, si je n'insiste pas, c'est parce que si pour d'autres cela aurait peut-être besoin d'être expliqué, pour vous je suis sûr que ce n'est pas utile.
Par contre, je vais m'arrêter un peu sur les résultats des élections municipales, c'est en effet, à mon avis, une date importante que la date des municipales.
Le gouvernement, je le pense, dans l'opinion publique est pour la première fois sérieusement ébranlé, depuis 1958. Je n'ai pas l'intention de surestimer le résultat des municipales, mais j'ai le sentiment qu'avec beaucoup de complaisance et souvent de lâcheté, une grande partie de l'opinion publique a accepté que l'on minimise le résultat des municipales. Alors, je voudrais bien y revenir un peu.
Il faut certes, ne pas nous bercer d'illusions et croire que le nouveau courant va nous porter doucement, sans que l'on bouge, à une victoire définitive... Mais en réalité, la mystification néogaulliste est en recul.
Ils vont accentuer leur menace, c'est probable. Ceux d'entre nous qui s'imaginent que ça ira tranquillement se trompent. Plus le régime se sentira menacé, et plus nous aurons de chances de voir son attitude se durcir, et ses menaces se préciser.
Mais une preuve vient d'être administrée, et qui compte, c'est que les supporters du néo-gaullisme - je ne peux pas dire le gaullisme, vous me pardonnerez - sont actuellement nettement minoritaires en France. Quels moyens, pourtant, n'ont-ils pas employés ! L'appareil de l'État a été mis tout entier au service des candidats officiels. Le gouvernement, Premier Ministre ou ministre de l'Intérieur en tête, s'est jeté dans la bataille et les interventions de nombreux préfets et sous-préfets se sont multipliées à travers toute la France.
Quand on estimait que leur défaite aurait une signification particulière, certains d'entre nous ont eu le privilège de voir même de hauts fonctionnaires purement et simplement détachés à l'organisation de la campagne électorale de leur concurrent... Les interventions ont pris des caractères extraordinaires. Bien sûr, les moyens matériels les plus puissants ont été mis à la disposition des candidats.

Fondation Jean Jaurès

La télévision nationale et plus encore, là où elle existe, la télévision régionale, ont battu leurs propres records de partialité, invraisemblablement. Les pressions les plus vives ont été exercées sur l'électeur auquel on est allé jusqu'à dire, comme c'était souligné dans le rapport et comme Leenhardt lui-même l'a repris dans le sien, que les municipalités de l'opposition seraient, dans la suite, sanctionnées financièrement. On n'avait encore jamais vu ça.
Eh bien, malgré tout cela, ces messieurs sont battus. Aucun de leurs objectifs n'est atteint.
"Chassez les représentants des partis, faites entrer dans les mairies l'esprit des institutions…" ce n'est pas moi c'est M. Pompidou qui faisait ces recommandations, à la télévision…
"Le vote de Paris aura une profonde résonance nationale et internationale..." c'est ce que prophétisait Debré.
"C'est le début de l'heure de vérité", c'est ce qu'annonçait M. Frey.
Et il est vrai, d'ailleurs, qu'ils s'étaient donné, pour aller au succès, tous les atouts possibles.
Une loi, et une loi qu'ils croyaient bien étudiée pour eux. Pour apprécier la défaite de l'adversaire, je crois qu'il est nécessaire de bien comprendre les objectifs, pour voir, une fois la bataille terminée, ceux qui ont été atteints et jusqu'où il lui a fallu se replier.
Les objectifs de cette loi, le premier à mon avis, Paris, puis Marseille, Lyon ; ces villes avaient été soigneusement découpées en secteurs. Pourquoi ? Bien sûr, on
A raconté à l'opinion publique, comme on a dit au Parlement, que l'objectif de la réforme électorale c'était de permettre qu'il y ait enfin dans les municipalités une sorte d'unité.
Eh bien, il suffit de voir ce que ça donne à Paris pour se rendre compte du genre d'unité qu'on obtient en fractionnant une ville comme Paris, et ce que ça aurait pu donner à Marseille ou à Lyon.
Non. L'objectif réel était clair. Il fallait avoir la majorité absolue à Paris, il fallait faire battre Gaston Defferre à Marseille, il fallait chasser Pradelle de Lyon. Eh bien, je n'ai pas besoin d'insister, ce serait vraiment cruel, pour dire ce qu'on été les résultats obtenus dans les trois cas. Premier objectif, non atteint.
Deuxième objectif : dans les villes de plus de 30 000 habitants, la loi avait pour objectif d'obliger les formations politiques à se diviser. Elle avait un objectif nous visant particulièrement, nous les Socialistes. Il ne faut pas s'y tromper, cela visait tous les Socialistes, plus particulièrement et naturellement tous les démocrates.
L'objectif était clair : nous connaissant bien, convaincu que nous aurions une préoccupation d'unité dans nos décisions, on ne nous avait laissé le choix qu'entre deux décisions : il fallait qu'avant la premier tour, nous ayons dit "ou bien"… "ou bien…" Ou bien que nous faisions dans toute la France interdiction du moindre accord avec le Parti Communiste, et que nous allions à ces opérations avec les centristes, et j'aimerais bien qu'on ne dise pas "les opérations centristes", mais "les opérations avec les centristes", auquel cas ça prenait l'allure d'un choix politique pour toute la France et non plus d'une option

Fondation Jean Jaurès

électorale, d'une option politique susceptible de nous faire perdre sur notre gauche une fraction importante de notre électorat. Mais ce n'était pas leur espoir essentiel.
Ils auraient préféré que nous fassions l'autre option et que dans notre souci d'avoir une position unique pour toute la France, nous disions : "Les Communistes ont évolué, action avec les Communistes !"… Choix politique pour toute la France, ce qui leur permettait de réaliser le rêve cher à Malraux et quelques autres : la division de la France en deux blocs, celui autour des Communistes, celui autour de l'UNR.
Bien sûr, on a eu du mal à faire comprendre de-ci de-là au pays des attitudes qui leur apparaissaient contradictoires. Mais, mes camarades, si vous voulez bien aujourd'hui voir le résultat ?... Le résultat, c'est que ces Messieurs sont battus. Et toutes les astuces statistiques de M. Frey n'ont pour résultat que de faire rire la population et de déconsidérer un peu plus le régime. Ne vous y trompez pas, les gens ne sont pas dupes des statistiques de Monsieur Frey. Les statistiques de Monsieur Frey peuvent tromper quand il s'agit d'élections nationales, Lorsque l'électeur n'est pas en contact direct. Mais je vous assure que pour Arras, et c'est la même chose dans chacune des localités où il y a des Socialistes qui se battent, quand mes Arrasois, même les adversaires, ont vu l'interprétation de mes résultats à Arras par Frey, cela a été une douce rigolade et c'est pareil actuellement pour les 9/l0èmes des villes de France.
Je voudrais vous poser, nous poser à tous un problème, le plus important : l'UNR est battue, personne ne le conteste et d'ailleurs les moins malhonnêtes d'entre eux l'avouaient ; mais de Gaulle est-il ou n'est-il pas atteint par cette défaite ? Je m'arrête un instant sur cette question.
Le jeu du pouvoir, le jeu de la télévision, d'une près se qui chaque jour est de plus en plus aux ordres, est de proclamer avec de Gaulle en reprenant sa propre phrase : il n'est pas touché puisqu'il n'est pas intervenu. Quelle hypocrisie ! Qu'il soit moins atteint que l'UNR c'est bien certain. Que nous n'ayons pas aujourd'hui le droit de nous faire des illusions, aucun doute. Mais dîtes-moi qui peut croire que de Gaulle ignorait que Monsieur Pompidou allait parler à la télévision et ne savait pas ce qu'il allait dire ? Qui le croit chez vous ? Pourquoi le même de Gaulle a-t-il convoqué ses ministres et sous-ministres individuellement ? Il voulait les envoyer à la bataille et généralement à la défaite. Pourquoi le même de Gaulle a-t-il demandé à Cheneau de revendiquer pour six ans la mairie de Paris ? Qui a envoyé Morin à la défaite. Dernier exemple plus clair : qui peut penser qu'un général en activité Delfinot membre du Conseil supérieur de la Défense nationale, puisse aller prendre la tête, pour s'y faire battre d'ailleurs, d'une liste UNR à Nice sans être en service commandé ?
Tout cela est très clair. On pourrait multiplier les exemples. La réponse est facile : de Gaulle était engagé.
Certes, c'est un tacticien. Il étudie le terrain. Le terrain municipal est incontestablement le moins bon pour une opération strictement gaulliste. Aussi est-il resté autant qu'il l'a pu, dans l'ombre, et l'échec survenu il a agi comme les bons tacticiens militaires : il proclame qu'il se retire sur des positions qui avaient

été sérieusement préparées à l'avance.
Mais en réalité il suffit d'inverser la question. Supposez que l'UNR, eût été victorieuse. Sa victoire serait bien la victoire de de Gaulle. Eh bien, la défaite de l'UNR le touche lui aussi dans la mesure exacte où il était intervenu dans la bataille, et c'est là à mon avis, l'événement de très grande importance à ne pas sous estimer.
Chaque jour un nombre croissant de Français se dresse contre la politique du pouvoir pour des raisons variables et qui ne sont pas toujours les nôtres. Chaque jour des Français plus nombreux refusent ce régime monarchiste que l'on veut imposer à la France. On arrive à un moment où les excès mêmes de la propagande, la partialité de la télévisions se sont retournés contre leurs auteurs. Cela ne veut pas dire que ça sera vrai demain. L'abus de la télévision sera moins ressenti s'agissant des présidentielles ou même des législatives.
Mais le moindre citoyen d'une commune de nos provinces qui voyait défiler tous les jours à la télévision régionale les candidats de l'UNR en souffrait parce qu'il était directement intéressé pour sa propre commune. Si bien que cet abus de la télévision s'est retourné contre ses auteurs et cela veut dire qu'aujourd'hui des centaines de milliers de citoyens qui ne nous croyaient pas quand nous dénoncions ces méthodes, ou qui plus souvent encore n'y prêtaient pas attention ou les ignoraient, viennent de les découvrir eux-mêmes parce que ça les touchait directement, parce que les émissions régionales en particulier étaient d'une injustice criante, et ils en garderont le souvenir, croyez-moi. Il sera plus difficile de les tromper la fois prochaine.
Cette volonté d'en finir avec le gaullisme, elle est telle aujourd'hui dans certains milieux - et pas toujours les nôtres il s'en faut - que par exemple chez des modérés voire chez des gens de droite, il vient de se produire quelque chose qui traduit un changement total. Pour la première fois le réflexe antigaulliste vient de l'emporter chez ces gens-là sur le réflexe anti-Communiste. C'est extraordinaire quand vous pensez à cette fraction là, la pire de notre bourgeoisie, dont l'anti-Communisme était l'aliment essentiel, et qui en est aujourd'hui à considérer qu'il y a pire que la menace Communiste, qu'il y a maintenant la menace gaulliste. Et vous avez dans toute la France certains points ou les gens d'extrême droite ne vous ont pas apporté à vous leurs voix parce qu'un Socialiste tout de même c'est plus révolutionnaire que ne le redoute quelquefois notre ami Nottebart, et ils sont allés voter Communiste pour ne pas voter gaulliste. J'en connais de multiples exemples. Ce n'est pas la peine que je prolonge mon propos.
Voyons un peu maintenant l'attitude des autres formations politiques car elle vaut qu'on s'y arrête un instant.
A l'extrême-droite il vient de se produite un clivage étonnant, je viens de le dire : il y a d'une part ceux qui ne pardonneront jamais à de Gaulle sa politique et qui ont ce réflexe antigaulliste dont je parlais. Il y a d'autre part ceux qui à l'extrême droite et malgré la politique de de Gaulle qu'ils ont pendant une période condamnée, sont tout heureux aujourd'hui de retrouver dans les méthodes de de Gaulle ce qu'ils avaient aimé et apprécié dans les méthodes de Pétain, ou ce

qu'ils apprécient et aiment dans les méthodes de Salazar.
Il y a un véritable clivage dans l'extrême droite entre ceux qui sont très farouchement anti-gaullistes et ceux qui vont devenir pro-gaullistes parce que de Gaulle maintenant refait Pétain.
Voyons les indépendants giscardiens. C'est probablement ceux qui se sont posé le moins de problèmes. Ils sont fidèlement si attachés à la soupe. Cela durera aussi longtemps que la soupe, mais pas plus. Les indépendants CNI et les MRP - et là il faudrait bien sûr faire encore des différences région par région - ont tout de même quelque chose de commun : ils ont pratiqué les alliances les plus diverses lorsque ces alliances les amenaient à être avec l'UNR pour sauver les situations acquises, une petite fraction de leur électorat ne les suivait pas, mais la grande majorité a préféré des alliances centristes, ce qui les a amenés quelque fois à rejoindre une partie de la Gauche, c'est-à-dire nous. Et dans ce dernier cas, selon les régions, une fraction de leur électorat a préféré voter UNR, que de venir vers nous. Et c'est un des renseignements les plus intéressants que l'on puisse recevoir de nos fédérations que celui de savoir quel est le pourcentage de l'électorat indépendant qui, quand il y a eu une telle coalition, a préféré être avec des Socialistes, et le pourcentage qui s'est refusé à être avec des Socialistes, soit dans l'abstention, soit même en allant jusqu'au vote pour l'UNR.
Chez les Radicaux on trouve un peu le même phénomène mais moins accentué, ou plus exactement, accentué en sens inverse. La majorité préférait aller à gauche et c'est seulement une minorité qui ne le voulait pas.
Chez les Communistes, je verrai plus loin. Il y a une évolution très sensible de la tactique qui s'est produite au cours des mois qui précédèrent les élections.
Le durcissement se marquait de semaine en semaine, et à une certaine date, de jour en jour même, au point qu'à la veille du premier tour, on se serait cru revenu au bon vieux temps, à celui de la tactique classe contre classe.
Ils ont multiplié les exclusives, renforcé les exigences. Ils portent la responsabilité d'un certain nombre d'élections de nos adversaires. Là encore, nous avons besoin dé ces renseignements de la part des fédérations, pour que nous puissions établir le bilan de celles des municipalités livrées à l'UNR par la trahison Communiste.
Il y a une variante au second tour ; pas générale, il s'en faut ; mais il semble bien que dans un certain nombre de cas, il y a eu des désistements en faveur de listes d'union.
Il y avait même une tonalité différente dans les déclarations de certains leaders ; tout le monde avait noté une différence de tonalité dans la déclaration de Waldeck-Rochet, dans la nuit du premier tour, comme s'ils avaient déjà cherché à tirer les leçons de leur échec au 1er tour. Je vais revenir là-dessus dans un instant.
L'échec était patent du Parti Communiste au 1er tour, quoi qu'en ait dit M. Frey, quoi qu'en ait dit une partie importante de la presse, qui ont négligé un des éléments les plus sérieux de cette campagne électorale.
Puis, de nouveau, il y a un durcissement très, très précis, alors. Dans la désignation des Présidents du Conseil municipal de Paris et du Conseil général

de la Seine - si je considère comme négligeables les trahisons d'un certain nombre de pseudo-gauchistes, encore que ce soit à la base même du résultat - le fait est qu'incontestablement la première responsabilité est d'abord Communiste.
Je reviens sur mon propos, je disais ! les Communistes sont en baisse, C'est une des leçons les plus étonnantes pour certains d'entre nous, car moi je ne m'y attendais pas, je croyais que les Communistes feraient des résultats meilleurs que ceux qu'ils ont faits. Je pensais que l'attitude du pouvoir, la situation économique, la situation sociale, présentaient un terrain idéal pour le Parti Communiste.
Or, ce que nous avons déjà comme résultats permet de dire que, dans toute la France, si l'on parle en situation générale et non pas de quelques situations particulières, ils sont en recul, ils le sont même dans des conditions, quelquefois, extraordinaires !
Nous en bavardions l'autre jour à la réunion du bureau, et notre ami Victor Prouvo, maire de Roubaix, nous signalait la situation très particulière de Roubaix : 20 000 chômeurs dans le textile, 20 000 chômeurs c'est, pour la démagogie Communiste, le terrain le plus propice que l'on puisse imaginer, une augmentation importante de la population... Ils sont en baisse sensible quant aux voix, par rapport à leur chiffre précédent !
Alors, il faut s'interroger. Pourquoi cet échec électoral ?
Là, bien sûr, comme le faisait Quilliot quand il est intervenu tout à l'heure, je ne vais me laisser aller qu'à des hypothèses, nous n'avons pas de certitude. Pourquoi l'échec, d'abord ?
Est-ce que, justement, ce ne serait pas beaucoup parce que le dynamisme naturel aux militants du Parti Communiste a beaucoup faibli ? Ça se battait bien, un militant Communiste ! Que de fois, dans nos Congrès, dans nos assemblées nationales, nous enflions un peu le militantisme des Communistes ! Ça a beaucoup changé...
Des gens avaient cru au changement, des gens, dans le monde Communiste, avaient cru au changement consécutif à la dénonciation du stalinisme, avaient cru à l'affirmation d'une volonté de démocratisation ; les électeurs, en particulier les gens qui n'étaient pas absolument des militants, avaient sûrement - j'en suis convaincu - été sensibles, avaient été agréablement flattés par l'idée qu'on allait rompre l'isolement, que le Parti Communiste était en train de rentrer dans la collectivité, ouvrière d'une part, et nationale peut-être.
Et voilà que, d'un seul coup, on a demandé à ces gens-là de revenir à la pire des tactiques staliniennes ! Il y a de quoi casser les bras à beaucoup !
C'est une hypothèse que j'avance, c'est peut-être là l'une des explications de leur échec.
Deuxième question pour eux : pourquoi ce retour en arrière dans la tactique ? Pourquoi ce durcissement ?
Si l'on veut valablement fixer notre attitude à l'égard du Parti Communiste, il faut que nous essayions de répondre à ce genre de question. Pourquoi, aujourd'hui, le Parti Communiste revient-il à cette tactique ?
Il y a toutes sortes d'hypothèses. De nombreuses explications ont été avancées,

je crois qu'elles sont toutes valables, et que probablement il en faudra trouver d'autres ; je ne pense pas qu'il y ait une raison à l'attitude actuelle du Parti Communiste, je crois qu'il y a une somme de raisons qui, toutes, convergent vers la décision qu'ils ont prise.
La première, c'est qu'après la mort de Khrouchtchev, car ça commence là...

Gérard Jaquet - Il n'est pas mort !

Guy Mollet - Il n'est pas mort, c'est vrai, disons la mort politique. Après la disparition de Khrouchtchev de la scène politique, les staliniens, en France, ont repris du poids dans l'appareil, et ceux qui étaient plus ou moins mal déstalinisés, mais qui se battaient contre les staliniens, n'ont plus su très exactement ce que serait demain. Au lieu de poursuivre ce qui était commencé chez eux, la politique des charrettes, pour éliminer les plus durs - car tout le monde savait que le sort de Jeannette Veermecht était réglé avant que Khrouchtchev ne disparaisse, tout le monde savait que le marseillais Billoux étaient de ceux qui étaient devenue sans autorité, mais, dans la période d'attentisme actuelle, et Jeannette Veermecht et Billoux, surtout quand il a pu amener l'accord Matalon, sont redevenus des personnages essentiels, des personnages importants - tout le monde attend que l'on sache très exactement comment les choses vont évoluer en URSS, c'est une hypothèse.
Il y en a une autre, la plus souvent avancée, la plus facile, je dois le dire, mais la plus vraisemblable aussi, c'est que la politique extérieure de de Gaulle sert tellement bien les intérêts de l'URSS, en cassant l'Alliance Atlantique, en empêchant la création européenne, que tout cela, bien sûr, est obligatoirement pris en considération par les dirigeants du PC Français, qui estiment que cela rend service à l'URSS, et qui veulent, alors, ménager le pouvoir gaulliste.
Cela expliquerait, d'ailleurs, une partie de leur échec électoral, car c'est un jeu très difficile, vous savez, vis-à-vis de l'électeur Communiste, qui, lui, en a marre du gaullisme, qui, lui, ressent terriblement la dépression économique actuelle ! Lui, il en a marre qu'on lui explique que c'est parce que ça fait plaisir à la Russie qu'il faut qu'il n'ait pas une attitude dure sur le plan intérieur !
Voilà deux hypothèses, qui sont le plus souvent formulées.
J'en voudrais ajouter deux, peut-être moins connues. Je ne sais si d'autres les ont émises avant moi, ça n'a aucune espèce d'importance, mais c'est pour votre propre réflexion.
L'une touche à la politique soviétique, encore une fois, et expliquerait alors complètement l'attentisme.
Certains pourraient se dire aujourd'hui : ils n'ont plus de raison d'attendre. Le khrouchtchevisme est en train de survivre à Khroutchev – c'est une thèse fréquemment avancée – la politique extérieure de l'Union soviétique aujourd'hui ressemble comme goutte d'eau à la politique extérieure de Khroutchev, les modifications internes de l'appareil semblent être dans le même sens, c'est ainsi que le "dur" Illychev (?) est, au fond, envoyé dans un poste de second plan, que le "dur" Zorine se voit déposséder d'un poste plus important

pour être envoyé à Paris.
Alors, on pourrait se dire : ils savent, ils ne devraient donc pas être tentés de se durcir, mais, camarades, je voudrais là attirer votre attention sur l'hypothèse suivante :
Les dirigeants du Parti Communiste Français, aujourd'hui, ne peuvent pas savoir où ira l'URSS, parce que l'URSS, elle-même ne le sait pas, dans mon hypothèse, parce que cela ne dépend pas d'elle seulement !
Évoquez le problème du Vietnam, pensez-y. L'URSS est d'une sagesse absolument étonnante ; que l'URSS ne réagisse pas plus qu'elle ne l'a fait dans l'affaire du Vietnam, c'est pire que ce qu'elle faisait à Cuba ! Ca ne fait pas plaisir aux Chinois ! Les Chinois vont faire l'impossible - je voudrais mesurer mes mots - pour obliger les Américains à aller le plus loin possible dans l'escalade, non pas, peut-être, pour amener la guerre, du point de vue des Chinois mais pour amener la Russie au point où il lui faudrait se "dégonfler" totalement aux yeux du tiers-monde, ou être placée dans une situation telle qu'il lui serait impossible de " baisser ses culottes" plus longtemps et où elle irait, alors, au conflit.
Prenez les deux hypothèses :
L'URSS allant au conflit, plus ou moins larvé, plus ou moins localisé, c'est obligatoirement le durcissement de la politique extérieure de l'URSS, et c'est, en conséquence, le durcissement de la politique extérieure de tous les partis Communistes dans notre Europe. Il faut bien eue les dirigeants français attendent.
Mais, il y a l'autre hypothèse, celle que j'espère, celle que je crois la plus vraisemblable… mais enfin, ce n'est qu'une espérance et une vraisemblance.
La Russie, l'Amérique, et Hanoï, réussissent, dans un avenir proche, à trouver un terrain de négociation. S'il en était ainsi, les répercussions sur la France seraient absolument extraordinaires... Monsieur de Gaulle ? Plus aucun intérêt pour l'URSS ! On vous le laissera tomber conne la vieille chaussette qu'il est !... (Rires et quelques applaudissements)… Monsieur de Gaulle, ce sera fini, il n'intéresse l'URSS que dans la mesure où, actuellement, c'est un boutefeu, un metteu d'fu (?) comme on dit chez nous, un gars qui met le feu au monde, un gars qui est en train de casser l'Alliance atlantique, mais le jour où les Russes seront en mesure de discuter directement avec les États-Unis, vous vous rendez compte ! Qu'est-ce que c'est, la France !
Première réaction, première influence donc sur le PC Français, et deuxième réaction c'est nue l'URSS n'aura plus besoin d'obliger au durcissement les différents partis Communistes.
Ce n'est qu'une hypothèse, je vous demande simplement de ne pas la considérer comme plus absurde que les autres.
J'en veux émettre une autre, la dernière sur ce sujet, qui touche alors au fonctionnement intérieur du Parti Communiste français.
Ceux qui suivent la vie du Parti Communiste français savent qu'il est aujourd'hui beaucoup plus secoué qu'on ne l'imagine, terriblement secoué. Il se passe des choses dans le Parti Communiste, vous savez ! Les militants s'interrogent. Il y a

une phrase que je répète partout, car elle résume tellement bien ma conviction, j'en voudrais presque faire un slogan : ils ont perdu leur certitude.
Ce qui faisait leur force jusqu'à maintenant, c'est qu'ils avaient, comme les chrétiens, comme les catholiques, une certitude ; ils ont perdu leur certitude, ils ne savent plus où est la vérité, il y a de tout chez eux, il y a des clans, il y a des Chinois, il y a des staliniens, il y a des Italiens, il y a des orthodoxes, et encore ceux-là ne savent pas très bien de quelle orthodoxie ils se réclament, il y a des révisionnistes, et j'en passe... je n'ai même pas cité les trotskystes, il doit bien en rester quelques-uns !
L'unité du Parti n'est pas solide, l'Union des étudiants Communistes a drôlement bougé, et ça a été cher pour les faire rentrer dans la discipline ! Les intellectuels Communistes se sont solidarisés avec les étudiants, il y a eu cette première lettre - qui n'est pas la plus importante, la plus importante, c'est la dernière. Que des intellectuels Communistes écrivent à la direction du Parti Communiste italien - et le fassent savoir ! - pour protester contre le "rouleau compresseur", l'expression n'est pas de moi mais d'eux, pour protester contre le maintien du stalinisme en France, cela prouve que ça bouge à l'intérieur, et si cette analyse-là est vraie, alors réfléchissez bien, il est presque normal - même si c'est dur pour l'ensemble de la France, même si cela se traduit par des catastrophes - que dans une période comme celle-là, la direction du Parti Communiste ait fait passer, avant toute chose, avant toute autre préoccupation, la reprise en mains des troupes Communistes, l'unité dans la discipline, et refaire l'unité dans la discipline cela oblige toujours à une tactique dure, celle qui supprime les contacts amollissants, avec des voisins qui ne feraient qu'encourager les différents révisionnistes.
C'est encore, je le dis, l'une des hypothèses que je voudrais qu'on ne négligeât pas, car elle peut expliquer bien des choses.
Il y a sûrement d'autres raisons, et tous ceux d'entre vous qui pourront nous en faire connaître, pour les avoir découvertes dans leur coin, rendront au Parti le plus grand service.
Mais, une conclusion s'impose. Il nous faut prendre acte du fait, quelles que soient les raisons, et le fait est précis ; il peut être aujourd'hui exprimé exactement dans les mêmes termes que ceux que nous retenions comme conclusion, en 1963, à la fin du 54ème Congrès, en disant : "les conditions nécessaires à un accord politique avec le Parti Communiste ne sont pas aujourd'hui requises, et il n'est donc pas possible d'avoir quelque action commune en découlant sur le plan positif."
Camarades, cette analyse faite, cette condamnation prononcée contre l'attitude du Parti Communiste, je voudrais vous mettre en garde. J'avoue avoir eu très peur au lendemain des municipales de certaines réactions de la presse, qui tirait déjà des conséquences définitives de l'attitude des Communistes, et qui allait, peu s'en faut, nous transformer en champions de n'importe quel anti-Communisme... Non ! Pas ça !
Je vous l'ai dit, les choses bougent chez eux, alors il faut continuer à dénoncer les fautes du Parti Communiste, mais il faut, à notre tour, faire à l'égard de l'

électorat Communiste ce qu'ils ont tellement longtemps prétendu faire à notre égard, c'est-à-dire que, par dessus la tête des chefs, qu'inlassablement ou va dénoncer, auxquels sans arrêt on posera les questions, il faut, par-dessus leur tête, inlassablement, dire à l'électorat Communiste : nous ne voulons pas vous confondre, mais rendez vous compte des fautes qu'ils commettent, rendez vous compte qu'à telle place, si vous avez un maire UNR, c'est à cause de la tactique de vos dirigeants.
C'est payant, j'en suis convaincu, car il faudra bien qu'un jour les dirigeants du Parti Communiste, ou bien cèdent – c'est l'hypothèse optimiste- ou, en tout cas, perdent encore plus de terrain qu'ils n'en ont perdu cette fois-ci, et ce sera toujours ça de gagné.
Quant au Parti, le nôtre, à la suite de ces municipalités, si nous parlons résultats, ils sont en général très bons.
Demain, quand vous aurez bien voulu nous donner tous les renseignements, on pourra répondre à M. Frey, chiffres à l'appui. Je souhaite, camarades, que nous ne soyons pas obligés, le jour du Congrès national, de lire à la tribune du Congrès la liste des fédérations qui auront refusé de nous envoyer leurs résultats électoraux, et qui, par la même, nous aurons empêchés de faire les statistiques et les études nécessaires pour l'ensemble du pays

Une voix - Il faudrait qu'on les ait !

Guy Mollet - On peut donner ce que l'on a ! Nous nous sommes mis en contact avec des organismes de recherche, qui font de la recherche scientifique, qui font de l'étude de documents, ce n'est pas gratuit, il faudra bien que nous le payions, et si nous ne leur fournissons pas une documentation valable pour faire ces études, ils seront absolument incapables de nous tirer des résultats pouvant servir pour d'autres élections, car ce n'est pas de la prospective que nous voulons faire, ce sont des études nous servant pour l'avenir.
Si nous parlons du comportement de nos camarades dans le combat, elle a été remarquable, bien sur, il y a eu des coalitions diverses qu'on n'a pas manqué de baptiser d'immorales, surtout le pouvoir, alors que c'est lui qui nous les avait imposées avec sa loi ! Eh bien, tant pis pour lui, et tant mieux pour la république, si nous avons retourné contre lui la loi qu'il avait faite contre nous !
Notons tout de même au passage - car il faut bien lire la, propagande de temps en temps - que toutes les fois où ils ont réussi à débaucher l'un des nôtres pour figurer sur une liste où il y avait des UNR, eh bien il paraît que la coalition devenait morale... ce qui voudrait dire que l'UNR est un élément moralisateur ! C'est une trouvaille ! Les Socialistes allant avec n'importe qui, c'était immoral, mais les Socialistes allant avec n'importe qui, c'était, paraît-il, moral ! On aura vraiment tout vu !
Un élément important de ces élections, pour nous parti, c'est l'attitude de nos électeurs.
Si l'on excepte les quelques cas, eux aussi rares, où il y a eu des indisciplines - je dis rares, quoi qu'en ait dit la presse aux ordres, car c'est la première fois,

camarades, depuis vingt ans bientôt que je suis au secrétariat du Parti, que nous avons aussi peu d'indisciplines à l'occasion des élections municipales, la première fois, vous entendez bien, seulement il y a une différence, c'est que les indisciplines, dans les autres municipales, elles se faisaient entre le 1er et le second tour, et que chacun de nous était tellement occupé par sa situation locale qu'il ne savait pas qu'il y avait, ailleurs, une indiscipline, et que la presse était tellement préoccupée pour donner les résultats de tout ce que l'on avait à droite et à gauche qu'elle ne faisait pas un sort particulier à telle indiscipline, tandis que cette fois-ci, avec cette loi, les quelques rares indisciplines, 6 ou 7 pour toute la France, ce n'est pas brillant, que nous avons eues, eh bien la presse a mis l'accent dessus, ah, ça, on a mis toute la sauce ! - mais, si l'on excepte ces cas-là, où il y a eu des indisciplines, il s'est produit cette fois-ci quelque chose d'absolument remarquable, c'est que, quelle que soit la coalition à laquelle nous appartenions, nous avons amené la totalité de nos électeurs.

Faites des sondages partout - vous ne direz qu'il y a ces cas particuliers - en règle générale c'est variable. Vous savez, il y a des élections, quelquefois - je pense surtout aux élections avec les centristes - où, il y a quelques années, vous n'auriez pas amené le total de votre électorat ; il y a quelques années, vous auriez eu une frange qui aurait dit : "ça n'est pas possible". C'est la première fois, depuis longtemps, que nous avons le total, ou presque, de notre électorat.

Si j'ai voulu, mes camarades, faire ces réflexions un peu longues, j'en ai conscience, sur les municipales, ce n'est pas surtout pour parler passé, mais surtout parce qu'il y a un résultat essentiel : le gaullisme, et même de Gaulle, subissent un échec.

Ceci amène le pays tout entier, et doit nous amener, nous, à nous poser une question.

Alors, maintenant, est-ce qu'on peut sur le plan national faire subir au gaullisme et à de Gaulle le même échec ? Par quelle méthode ? Est-ce par la même ? Peut-on assurer la même victoire de la démocratie ?

Et je vais passer là directement et très simplement au problème d'orientation générale, c'est-à-dire tel qu'il a été étudié par Georges Brutelle.

Alors, les conseils ne manquent pas dans la Parti, vous savez, quant à l'attitude qu'il devrait avoir. Que dis-je ? Ils ne manquent pas, ils se précipitent les conseils, çà vient de partout.

Je ne discuterai pas longuement de ceux qui sont ridicules à mon avis et qui tendent à nous proposer notre disparition, notre dilution, dans une grande nébuleuse prétendument démocrate, le Parti avait déjà fait un sort en 1963 cette hypothèse, et j'ai eu aujourd'hui la très grande satisfaction de voir que dans nos rangs, il n'y a absolument personne qui reprenne des propositions de cet ordre, alors je n'insiste pas. Je considère cela comme de l'histoire ancienne.

Par contre, revient, lancinante, l'invitation à ouvrir notre parti aux couches nouvelles, aux éléments actifs aux forces vives, etc. le vocabulaire en manque pas si les forces manquent !

On trouve ces arguments même chez des gauchistes, des pseudo-gauchistes, aussi bien que chez les gaullistes.

On retrouve les arguments contre les "vieux partis" - entre guillemets - les "formations traditionnelles" - entre guillemets toujours - on pourrait aussi bien les lire dans La Nation que dans L'Express, malheureusement, dans L'Express aussi bien que dans La Nation !
Là, je dois dire qu'il y a quelque chose qui m'a heurté, j'en veux faire part.
L'Express depuis des mois nous avait habitué à une très grande correction à l'égard du Parti et des ses hommes. L'article de Jean-Jacques Servan-Schreiber de lundi dernier n'est pas acceptable. Il n'est pas acceptable que - il vaut mieux le citer- l'on tire comme conclusion des dernières élections en ce qui concerne le Parti qu'il lui faut penser à son ouverture large, complète, urgente de ses rangs, de ses organes de décisions aux hommes nouveaux de la société industrielle.
Cela prouve une méconnaissance totale de notre Parti !
Comme si ces hommes nouveaux de la société industrielle on ne les trouvait pas déjà dans nos rangs ! Comme si elles étaient rares les sections où figurent des ingénieurs, sortant de toutes les écoles de France, des intellectuels sortant de toutes les écoles de France, des cadres de toutes les administrations, de toutes les entreprises de France.
Ce n'est pas admissible que l'on retrouve ce genre d'arguments et ce qui est encore moins admissible, c'est qu'il y ait une sorte de concordance, de simultanéité, dans ce genre d'offensive.
Si Jean-Jacques Servan Schreiber a jusqu'ici été d'une grande correction vis-à-vis de nous, je n'en dirai pas autant de celui qui s'est vendu corps et âmes à l'UNR, il s'appelle Bernard Lefort !
Bernard Lefort nous dit ce qu'il faut faire ; "il faut un accord impliquant le renouvellement du Parti, qui devrait en changeant ses structures et sa phraséologie, s'ouvrir largement aux générations jeunes… ", Écoutez la phrase suivante, si elle est belle, s'il l'avait écrite pour me faire plaisir, il ne l'aurait pas faite meilleure - " ce serait une opération de "rajeunissement" - entre guillemets - du genre de celle tentée par M. Mendes France au Parti radical, il y a dix ans" ! (Rires)
Je vous remercie… je vois que vous y trouvez tout de suite un merveilleux encouragement ! et que c'est, évidemment, pour vous fort tentant :
Alors, parlons clair. Il est possible que cette offensive s'en aille en s'accentuant, contre les partis en général, contre la SFIO en particulier. C'est normal, très normal. C'est qu'en effet contre les tenants du pouvoir nous sommes les plus solide remparts de la démocratie, c'est aussi parce que nous opposons aux ambitions individuelles et aux visées technocratiques de certains pseudo-gauchistes la sérénité et la seule force politique française.
Je dis bien la seule qui soit tout à la fois - car il faut l'être tout à la fois - en train de se battre - et je vais insister sur cinq termes, car ils ne sont pas de moi, mais de Léon Blum, et c'est le thème de la plupart de mes interventions publiques quand je vais faire des réunions :
-pour la révolution,
-la démocratie,
-la laïcité,

Fondation Jean Jaurès

-la nation,
-l'internationalisme.
Sur les cinq, il y en a trois sur lesquels je ne vais pas insister, car nous pouvons, sur ceux là, trouver des points communs avec des gens non Socialistes : la démocratie, la nation et même le supra-nationalisme, car c'est meilleur. De Gaulle finirait par être international, il ne sera jamais supra-national !
Et les deux termes sur lesquels il faut que nous soyons très précis, c'est le terme de révolution, c'est devenu de bon ton dans certains milieux de gauche, de nier le caractère révolutionnaire de la SFIO et il n'est pas jusqu'à certain de nos membres qui ne veuillent plus se targuer d'être révolutionnaires et qui pourtant prétendent se réclamer de la vieille famille Socialiste, et qui n'ont à la bouche que les noms de Jaurès ou de Blum dont ils feraient mieux de relire les écrits !
De la révolution une excellente formule a été donnée dans la déclaration de principes du Parti, car, évidemment, si l'on veut vous confondre avec des révoltés en train de chercher à faire la guerre civile, c'est parfaitement idiot, mais si à révolution vous donnez son sens exact, si par la révolution vous entendez bien la substitution d'un régime économique à un autre régime économique, oui la SFIO est un parti révolutionnaire !
Et il est peut-être bon qu'on le rappelle à ceux qui veulent être, ou croient être, certains sincèrement, des Socialistes.
Deuxième terme sur lequel je vais insister, c'est celui de laïcité.
Là encore, il figure dans la déclaration de principes, je ne voudrais pas y insister pour l'opposer, sur le plan de la tactique parlementaire, à des chrétiens, etc ce n'est pas vrai. Encore une fois, il faut que nous rendions claire autour de nous notre position : être laïque, ce n'est pas être anti-religieux, ce n'est pas vrai, c'est être à fond pour la séparation des Églises et de l'État, pour la laïcité de l'école, c'est simple.
Or, mes camarades, faites attention, quand on va parler tout à l'heure, je le ferai moi aussi, de regroupements éventuels, de ne pas vous lancer une nouvelle fois,- car nous l'avons fait, j'ai participe à ces erreurs, je ne suis pas en train de les condamner chez les autres,- dans des coalitions qui seront demain rompues dans l'hypothèse qui n'est pas absolument inventée, par exemple, où à la fin de l'année, avant la fin de l965, M. De Gaulle offrirait de nouveau, par une modification des lois actuelles Barangé et Debré, un nouveau cadeau fort sérieux à l'enseignement privé, car êtes vous certains que toutes les convictions des Socialistes, non laïques, tiendront ferme en face de semblables propositions ?
Alors, il faut se poser les problèmes pour ne pas tricher avec les partenaires. Je veux bien être demain dans une coalition avec les MRP, je le suis Arras, enfin je l'étais avec des MRP qui n'avaient plus l'accord de leur mouvement et qui cette fois ont reçu l'aval de leur Parti, mais ce sont toujours les mêmes, oui mais à Arras, à Lille et à travers la France, quand il y a un accord quelconque de ce genre, il y a engagement préalable que jamais, je dis bien, jamais la moindre aide, sous quelque forme que ce soit, ne sera donnée à l'enseignement privé.
Autrement dit, nous les obligeons, et même si dans le fond de leur cœur ils ne sont pas d'accord, ils sont astreints à respecter la laïcité !

Fondation Jean Jaurès

Donc, je suis d'accord sur le plan national pour des accords, mais à condition que cela ne recommence pas comme ça a été fait chaque fois passée !
Voilà, donc, mes camarades, les cinq points auxquels nous tenons.
Ceci dit, alors, quelles sont les préoccupations qui doivent nous animer dans notre effort et notre combat ?
Â mon avis, deux préoccupations essentielles :
-la fidélité à l'idéal Socialiste, un,
-la recherche de l'efficacité dans le combat quotidien, deux.
Faites bien attention, cela peut être contradictoire, et le problème du combat de chaque jour est justement de tenir compte de cela et de ne jamais accepter que l'on sacrifia l'un à l'autre.
Tu avais raison, Notebart, dans une certaine mesure, quand tu rappelais la nécessaire fidélité, c'est vrai, c'est vrai qu'il y aurait un drame épouvantable pour le Parti, dans tous les domaines, non seulement il perdrait sa substance, mais même sur le plan électoral, s'il cessait d'être lui-même s'il n'était pas fidèle à lui-même, parce que j'espère que tout le monde a parfaitement, conscience même ceux d'entre nous qui sont les plus préoccupés d'élections, que le jour où le Parti ne serait plus qu'une machine électorale, avec des préoccupations strictement électoralistes, il serait foutu ! Car il ne retrouverait même plus d'électeurs dans un avenir très proche, s'il cessait d'être lui-même !
Par ailleurs, ma conviction, mais c'est une conviction, je ne suis pas forcé de vous la faire partager tous, c'est qu'en contradiction avec ce que disent les pseudo-modernistes ambitieux, arrivistes, une étude sérieuse de la société actuelle et le combat actuel ne devraient jamais nous amener à laisser affadir ou défigurer le Socialisme. La société présente aura besoin ce solutions Socialistes beaucoup plus hardies que celles auxquelles on a jusqu'ici pensé.
Ce n'est pas de moins de Socialisme qu'il va falloir, s'armer dans les lendemains du gaullisme, c'est de plus de Socialisme. J'en suis convaincu et ce n'est pas vrai que pour la France.
Faites y bien attention, toutes les solutions intermédiaires qui permettent peut-être la prise du pouvoir ne le permettent que pour un temps… et je ne vais pas citer d'exemples internationaux, ce serait actuellement décourageant.
Mais ces mêmes conditions, alors, si elles doivent nous inciter à la fidélité à nous-mêmes, si elles doivent nous interdire une espèce de radicalisation du Parti, je dis dans le même temps, et là je le dis avec ceux qui sont intervenus aujourd'hui, qu'elles nous interdisent pour l'efficacité, toute forme de repli sur nous-mêmes, toute forme de tentative d'isolement intransigeant, sans quoi, alors, nous ne serons pas efficaces, et si nous ne sommes pas efficaces, je ne crois pas qu'avec l'évolution de la société, nous soyons susceptibles d'intéresser la jeunesse qui, aujourd'hui, si elle est éprise d'idéal, est en même temps soucieuse d'efficacité.
Il faut donc lier les deux problèmes.
La réponse à ces deux exigences, d'apparence contradictoire, moi je soutiens qu'elle figure dans les conclusions de notre 53ème Congrès et qu'en réalité, ce qu'il nous faut aujourd'hui faire, c'est parfaire, c'est préciser les propositions de

notre 54ème Congrès et c'est plus encore les faire connaître peut-être, car avec les moyens que nous avons, la faible audience de notre presse, le refus systématique de nous servir de la presse aux ordres, il faut bien constater que deux ans après les conclusions de notre 54ème Congrès sont ignorées de presque tout le monde dans ce pays.
Là, il va falloir faire un immense effort.
Cela veut dire quoi ?
Cela veut dire qu'il faut travailler dans le même temps :
-à renforcer en nombre et en qualité le Parti, et il y a beaucoup de choses à dire là-dessus,
-regrouper tous les démocrates de gauche, c'est à dire ceux qui, sans vouloir rejoindre nos rangs, s'affirment ou se sentent Socialistes ou socialisants,
-établir et proposer un programme d'action dans le sens de notre objectif final, allant vers lui, mais pouvant être actuellement accepté, soutenu par des démocrates non Socialistes.
Voilà les trois préoccupations, elles ne sont pas de moi, mais de vous, du dernier Congrès, mais permettez-moi de reprendre chacun de ces points.
-Renforcer en nombre et en qualité notre Parti.
Le 54ème Congrès nous invitait à - je cite - procéder aux transformations nécessaires dans le langage, les méthodes, les structures pour que le Parti s'affirme comme le grand Parti de la démocratie Socialiste, et Georges Brutelle a consacré une partie de son rapport à ce problème.
Je veux dire mon accord avec l'essentiel de ce rapport, c'est-à-dire avec son orientation générale et les réserves que je veux formuler sur deux points d'inégale importance, mais je ne voudrais d'ailleurs pas que le fait de formuler des réserves sur deux points atténue si peu que ce soit l'accord que je répète sur l'essentiel.
Ces deux points sont les suivants, du moins ces deux réserves, l'une est de détail, elle porte sur le projet de création d'une Commission politique émanant du Comité directeur.
A mon avis, cela risquerait de faire double emploi avec le bureau du Parti, ou alors il faut subordonner au bureau du Parti, ce qui revient, dans ce cas là, à la création d'un rouage supplémentaire ; on n'a vraiment pas besoin de çà, c'est superfétatoire et, je pense, inutile.
D'ailleurs, une conversation ce matin avec Georges Brutelle nous permet de penser qu'on n'est pas loin d'être d'accord et on trouvera une solution.
L'autre est plus importante, elle a été reprise par Gazier, elle est dans le rapport de Georges Brutelle, encore que, en la proposant, Georges Brutelle, vous le trouverez dans le texte, en souligne lui aussi le caractère assez, à ses yeux, symbolique pour longtemps, il s'agit de la possibilité d'adhésion collective.
Je demande au Parti de réfléchir très sérieusement avant d'en venir à cette idée. Un jour, peut-être, nous aurons à envisager mieux que l'adhésion collective, le jour où d'autres formations Socialistes, si cela existait, parleraient de fusion, si nous étions dans une situation semblable à celle de 1905, c'est autre chose, mais l'adhésion collective, il faut voir à quoi cela correspond aujourd'hui.

Fondation Jean-Jaurès

De quelle collectivité peut-il bien s'agir dans la France de 1965 ?
Il faut parler clair, regarder ce qu'elles sont.
La plupart des formations actuelles, de ces petites formations actuelles,- et à moins que l'on ne pense aux Syndicats, ce n'est pas actuel, à la Mutualité, ce n'est pas actuel, à la Coopérative, ce n'est pas actuel, hélas, car mon optique serait différente, - il faut voir ce que c'est.
Ces petites formations y compris les clubs sont quoi ? soit des groupes d'étude, dont les travaux sont parfois très valables ; je suis sûr que ceux d'entre vous qui s'intéressent à certains travaux ont lu avec intérêt ce qui a été fait par le club Jean Moulin, ou d'autres organismes de cet ordre, mais leurs adhérents sont aussi divers que possible, je viens de citer le club Jean Moulin, allez discuter devant eux, il y a un minimum de 40% d'UNR, ou ne disons pas d'UNR, mais de gaullistes, et quant aux excellents travaux qui ont été sortis, quant à la création d'une formation politique, il y manque au moins un dernier chapitre, celui qui ferait du Parti politique dont ils proposent les structures fort valables, un parti de gauche, car tout ce qu'ils proposent peut s'appliquer à n'importe quelle formation, ne fut elle pas de gauche.
J'ai pris cet exemple, nous pouvons en prendre d'autres, les adhérents sont les plus divers qu'on puisse imaginer ; ici, ce sont les gaullistes, ailleurs ce sont les trotskystes, dans d'autres des cléricaux, je ne dis pas des chrétiens, je dis des cléricaux patentés.
Alors, bien sûr, il y a aussi des Socialistes et des socialisants, des anciens Socialistes ou des Socialistes qui ont conscience de l'être et qui s'ignorent, tout à l'heure nous viendront au sort de ceux ci.
Quand ce ne sont pas de ces petites formations comme çà, groupements d'étude, alors il faut parler encore clair, ce sont des états-majors sans troupes, ce sont de ces hommes politiques que nous avons vu évoluer et qui sont plus pressés de participer aux organes de décision ou même aux candidatures qu'à autre chose ; lorsqu'ils vous proposent des accords, ils mettent tout de suite dans la conversation, dès le premier jour, la question de savoir si l'organe qu'il est question de bâtir ensemble sera habilité à décider des candidatures aux prochaines élections !
Et ils sont beaucoup plus préoccupés de cela eue de lutter pour la démocratie Socialiste.
Qu'il y ait, dans toute cette partie de l'opinion, des éléments très valables, qui rendraient des services au Parti, je ne le conteste pas, mais il nous faut donc pour eux créer des structures d'accueil qui leur faciliteraient, en même temps, la décantation d'avec ceux dont nous n'avons pas besoin.
La deuxième idée que j'évoquais après avoir dit : renforcer en nombre et en qualité le Parti, c'est de regrouper les démocrates de gauche, ceux qui semblent vouloir rejoindre nos rangs, en tout cas semblent le vouloir maintenant : ce sont des Socialistes ou des socialisants.
Il faut, dans ce domaine, poursuivre et accentuer l'effort qui a été fait depuis le dernier Congrès ; il est même souhaitable que notre prochain Congrès aille plus loin, qu'il précise comment on peut institutionnaliser un regroupement, et c'est

pour répondre a cette préoccupation que j'ai lancé - c'était avant le dernier Congrès radical - l'idée d'une fédération ou d'une confédération, d'une fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
C'était même un très beau sigle : "Fédération de la Gauche démocrate et Socialiste" ; on n'aura simplement à discuter avec eux pour savoir s'il faut maintenir la conjonction "et"... si on la retirait, évidemment ce serait mieux, mais même s'il faut aller jusqu'à la "fédération de la Gauche démocrate et Socialiste", j'ai le sentiment qu'on peut le faire.
Ceci suppose alors que, d'abord, entre les représentants des organisations participantes il y ait des contacts et que ces organisations constatent leur accord sur les principes politiques essentiels ; il y a d'abord un accord politique nécessaire.
Il faut aussi qu'on mette au point la structure de l'organisme confédéral ou fédéral et, selon qu'on passe du fédéral au confédéral, les structures ne sont pas les mêmes.
Supposez que l'on se contente d'un cartel, d'une commission, d'un comité de contact, eh bien, ça va ; chacune des organisations conserve son autonomie totale, sa liberté totale dans tous les domaines, n'accepte absolument pas le moindre transfert de souveraineté.
Si l'on pouvait aller jusque, et j'avoue y être favorable, à l'idée d'une fédération, alors il y aurait une étape préalable dans chacune des Organisations, et d'abord chez nous, pour définir quels sont les points sur lesquels, après avoir accepté une charte commune, un programme commun, il y a transfert de souveraineté.
Deuxièmement, il nous faudrait définir la structure de l'Organisme : confédéral ou fédéral.
Ce n'est pas difficile, camarades ! Le jour où on le veut, on le fait.
Dans des domaines beaucoup plus difficiles - je pense à la Communauté charbon-acier, je pense au Marché commun, pour la phase qui va commencer l'année prochaine - des techniciens, et même des politiques - il n'y a pas besoin de grands techniciens - vous trouvent très facilement des systèmes de pondération de vote, comme par exemple le double de vote, c'est-à-dire à la fois la majorité des organismes constituants et, en même temps, une majorité numérique ; enfin il y a toutes sortes de systèmes et le jour où on serait d'accord sur l'idée, j'affirme qu'il n'y a aucune difficulté à créer un Organisme dans lequel jamais la SFIO ne pourrait être minorisée mais où jamais non plus la SFIO ne pourrait infliger à la masse des autres participants, à elle seule, une décision. C'est facile, si on le veut.
Seulement, quand nous le voudrons, nous - je le souhaite, je souhaite que ce soit là une des décisions de notre prochain Congrès - qui le voudra, après, chez les autres ?
Je crois que c'est Georges Brutelle qui donnait une définition valable de l'éventail possible : il a dit que cela aille, au maximum, du PSU aux Radicaux-Socialistes, et encore, là, je crois qu'il nous faut jouer le jeu. Ce n'est pas une fraction des uns ou une fraction des autres. Le Parti Socialiste doit avoir assez le sens des partis organisés pour ne pas accepter de jouer une tendance dans une

autre formation.
Si le Parti radical, comme je le crois, devait, lors de son prochain Congrès, adopter des décisions dans ce sens, c'est faisable. Sinon, je ne crois pas que c'est à nous d'accepter la participation d'une fraction d'un organisme quelconque, ou d'un parti quelconque.
Les avantages ? C'est simple et clair, car tout le monde rêve à une clarification, à une simplification de la vie politique française ! Ceux qui le souhaitent, auraient satisfaction, dans le même temps où nous aurions la même satisfaction de laisser à notre Parti sa personnalité et son caractère.
Ma conclusion ? Je vais être terriblement bref, parce que, contrairement aux apparences, c'est la partie la plus facile, maintenant : le 54ème Congrès nous a tracé la voie. Les résultats, déjà, sont encourageants, mais il faut poursuivre.
Électoralement, le Parti vient de prouver son importance.
C'est essentiel, mais ce n'est pas suffisant.
Chacun sent bien que s'il n'y avait que des préoccupations électoralistes dans le Parti, alors il perdrait très vite sa personnalité et sa substance et que, d'ailleurs je me répète, le jour où il aurait perdu personnalité et substance, il perdrait très vite aussi son rayonnement électoral ; les exemples sont multiples de gens qui croient être quelque chose et qui réussissent à le rester pendant un certain temps, alors qu'en fait ils ne sont rien que les porte-paroles d'un Parti qui les a faits ce qu'ils sont !
(Applaudissements)
Politiquement, le Parti joue, dans la vie française, un rôle fondamental ; tout le prouve : d'abord, les attaques dont il est l'objet.
C'est un proverbe arabe, je crois, - mais je ne le garantis pas (Bidet me le dira) - … (rires)… qui affirme qu'on ne jette jamais de pierres aux arbres qui ne portent pas de fruits"...

André Bidet - Oui.

Guy Mollet - C'est arabe, il l'a dit !
Et c'est justement parce que nous sommes porteurs de fruits que nous sommes tellement attaqués. Une autre preuve, c'est que nos adversaires eux-mêmes le reconnaissent, puisque ceux qui nous attaquent le plus s'en vont répétant inlassablement : "Il ne reste plus à gauche qu'un parti organisé", et quand je dis "à gauche", je parle des partis démocratiques.
Alors, mes camarades, je voudrais qu'on prenne conscience qu'on y a quelques mérites ! On est tellement habitué à battre sa coulpe, dans notre Parti que, de temps en temps, il faut bien qu'il y en ait un qui vienne chanter ses louanges... les louanges du Parti, bien entendu.
Vous savez que, depuis vingt ans, la SFIO aurait pu être facilement ramenée au sort du PSDI, en Italie car on a souvent participé aux mêmes coalitions, aux mêmes erreurs, et nous avons les mêmes ennemis et les mêmes dangers ! Eh bien, pas du tout ! Vous avez vu les autres s'effriter, mais si notre Parti a souffert, - il souffre encore - je crois qu'on a franchi le creux de la vague, encore

Fondation Jean Jaurès

que, sur le plan effectifs... je voudrais bien que ceux qui sortent des municipales n'oublient pas qu'il y a peut-être un effort de recrutement que les municipales, précisément, auraient pu faciliter... Il y a des cotisations en retard, dans certaines fédérations... il y a ici, sur ces bancs, des membres de fédérations qui, à l'heure actuelle, n'ont pas encore un feuillet ! Il serait peut-être temps qu'ils y pensent ?... Je ne vais pas les nommer.
Alors, ma conclusion, c'est que le Parti a bien travaillé, qu'il faut qu'il continue, mais qu'il ne se contente pas de continuer avec passivité.
Il ne faudrait pas se contenter de dire : "Pourvu que ça dure, et que ça dure aussi longtemps que nous". Non.
Aujourd'hui, pour continuer et pour vaincre, il faut, à chaque instant, penser au Parti, et alors, là, je voudrais mettre l'accent sur quelque chose qui ne va pas bien, après avoir dit ce qui va.
Le recrutement des jeunes et l'éducation des cadres sont nettement insuffisants dans le Parti.
Et, là, il ne faut pas rendre responsable les responsables nationaux des jeunes ou de l'Éducation. Je peux porter témoignage du boulot qui est fait et qui va, encore cette année, être mis sur pied par nos camarades des Jeunesses, des étudiants et des foyers Léo Lagrange, les clefs du Parti, mais c'est à la base qu'on ne fait pas l'effort suffisant !
On ne trouve pas, pour l'éducation des militants, et des militantes d'ailleurs, aujourd'hui, une aide suffisante.
Il faut que vous y pensiez, camarades. Même s'il en est, parmi vous, qui ont vraiment essentiellement la préoccupation électoraliste, dites-vous que c'est un bon placement, même du point de vue électoral, que de fabriquer des cadres qui vont vous aider lors de la prochaine campagne à défendre vos points de vue auprès des électeurs.
Si nous avons, demain, quelques milliers de militants et de militantes animés de la pensée Socialiste, avertis des problèmes de notre époque et animés du même militantisme que celui qui a mené nos anciens et nos pionniers à la victoire, alors nous aussi nous ferons évoluer notre Société dans la pensée Socialiste.
C'est là ma conclusion, camarades, et sans chercher de phrases, pour finir, je voudrais simplement que nos fédérations et nos sections préparent le prochain Congrès dans cet esprit. C'est le seul voeu que je formule en terminant, en vous disant : "Bon courage et au travail !"
(Vifs applaudissements).

Le président - Mes chers camarades, les travaux reprendront demain matin, à 9 h 30, avec le bureau suivant :
Président : Pontillon, Maire de Suresnes, Assesseurs : Heuras (Lot), Vincent (Loire), Brémond (Basses-Alpes).
(Applaudissements)
La séance commencera par le rapport de Gérard Jaquet sur la conjoncture internationale.
La séance est levée.

Fondation Jean-Jaurès

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale d'information des 3 et 4 avril 1965
Clichy

Séance du dimanche 4 avril 1965 (matinée)

La séance est ouverte à 10 h 15, sous la présidence de Pontillon, maire de Suresnes, assesseurs : Heuras (Lot), Vincent (Loire) et Bremond (Basses-Alpes).

Le président (Robert Pontillon)

Camarades, la séance de la matinée est consacrée à la discussion des problèmes de politique étrangère sur la base de deux rapports : un rapport sur la conjoncture internationale de Gérard Jaquet qui sera suivi d'un rapport de Christian Pineau, sur les rapports Est-Ouest.
Sans plus tarder, je demande à Gérard Jaquet de bien vouloir présenter son rapport "conjoncture internationale".

Gérard Jaquet

Camarades, dans la première partie du rapport qui vous a été distribué, je m'efforce de retracer schématiquement les principaux événements mondiaux qui se sont déroulés depuis notre Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Ces événements sont certainement encore dans votre mémoire à tous et je n'insisterai pas davantage à cette tribune sur cette rétrospective.
Pour le prochain Congrès du Parti, nous devons nous efforcer de préciser notre attitude dans les principaux domaines de la vie internationale. Dans un instant, Christian Pineau étudiera le problème des rapports est-ouest. Je vais m'efforcer, pour ma part de vous présenter un certain nombre de réflexions sur trois points :
-le monde atlantique et la défense occidentale,
-la Communauté européenne
-et le tiers monde.
Tentons tout d'abord de répondre à une première question : faut-il maintenir le pacte atlantique ?
La France, je vous le rappelle, a donné son adhésion au Pacte atlantique à un moment particulièrement crucial de la guerre froide. Après une courte période de détente, au lendemain du dernier conflit mondial, l'URSS qui était encore soumise au joug stalinien avait adopté une politique expansionniste et agressive qui, dès 1947, replongeait l'humanité dans une atmosphère d'incertitude et d'inquiétude.
Les nations occidentales qui se trouvaient toutes menacées au même titre par un même danger, comprirent alors qu'elles ne pourraient s'opposer efficacement à l'expansionnisme stalinien qu'en organisant un système commun de défense. Le Pacte atlantique n'avait pas d'autres significations et c'est dans cet esprit que les Socialistes français se sont ralliés sans réserve à cette conception défensive des

Collection Jean Jaurès

démocraties occidentales. Je crois que les événements leur ont donné raison. La paix a été préservée et l'expansionnisme stalinien a été stoppé.
Mais aujourd'hui se pose une question : cette politique est-elle encore valable ? Le Parti Socialiste qui a toujours fondé sa politique internationale sur les notions de sécurité collective et de désarmement, ne peut évidemment pas se résigner à l'idée de la pérennité du pacte militaire. Les pactes militaires peuvent, dans certaines circonstances, constituer un moyen efficace pour préserver la paix et l'indépendance des peuples menacés, mais en aucun cas nous ne saurions les considérer comme une solution définitive aux difficultés internationales. Dans un monde apaisé et réconcilié, le pacte militaire ne pourrait, en effet, que faire renaître la méfiance et l'inquiétude. Est-ce le cas aujourd'hui ? Très franchement, je ne le pense pas. Certes, la Russie soviétique s'est engagée dans la voie de la coexistence pacifique. Il est clair qu'elle redoute comme nous une guerre thermonucléaire et, pourtant, son orientation internationale est encore indécise. Le conflit Moscou-Pékin pèse en effet lourdement sur le monde. Si la rupture intervient finalement entre les deux pôles du Communisme, comment réagira le Kremlin ? Il peut se sentir plus libre pour s'engager dans la voie de la détente, mais il peut également durcir sa position pour bien montrer aux pays Communistes influencés par la Chine qu'il n'a rien renié de ses conceptions bolcheviques.
Si, au contraire, la crise se termine par une réconciliation, quelles seront les conséquences de celle-ci ?
Il est difficile, à l'heure présente, de savoir sur quelles bases un accord entre Moscou et Pékin pourrait se négocier. Il n'est, en tous cas, pas stupide d'admettre que, dans une hypothèse de cet ordre, le gouvernement soviétique serait amené à manifester une plus grande froideur à l'égard de l'Occident.
Enfin, si la crise actuelle se prolonge, il est évident que cela ne peut que gêner les tentatives de rapprochement entre l'est et l'ouest. On le constate aujourd'hui d'une manière fort éloquente à propos des événements du Viêt-Nam. Par ailleurs, en URSS même, la tendance stalinienne n'a pas encore désarmé. Si elle avait la conviction que l'occident relâche sa vigilance, elle trouverait certainement des arguments nouveaux dans sa lutte pour un éventuel retour au pouvoir. Malgré l'amélioration indiscutable de la situation mondiale, l'avenir est donc encore incertain. Dans ces conditions, il nous faut reconnaître que l'effort défensif du monde occidental doit se poursuivre et que le Pacte atlantique demeure une nécessité.
Le problème de la sécurité occidentale pose nécessairement celui de la défense par les armes nucléaires. Le Parti Socialiste a condamné sans réserve le projet de création d'une force de frappe française. Cette condamnation a été décidée par nos Congrès ; elle a été clairement formulée par nos orateurs à la tribune du Parlement ; elle a conduit le Parti à donner son adhésion au Comité national contre la force de frappe, présidé par notre ami Jules Moch. Les raisons de cette condamnation sont donc bien connues par tous les militants et il est inutile d'insister une nouvelle fois sur le caractère ruineux, inefficace et dangereux du projet gaulliste.

A l'échelle européenne, une force de dissuasion serait-elle acceptable ? Les défenseurs de cette conception estiment que l'arme européenne devrait être insérée dans le dispositif défensif de l'OTAN. Celui-ci, affirment-ils, reposerait alors sur deux forces nucléaires importantes, l'européenne et l'américaine. L'Europe, tout en participant sans réserve à l'effort commun de sécurité, se sentirait moins dépendante de la politique américaine en matière de défense. L'idée est donc séduisante, mais la réalisation semble difficile. Cette force de frappe ne devrait évidemment pas se limiter aux six pays du Marché Commun, car elle se heurterait alors à une grande partie des objections qui condamnent l'idée d'une force de frappe purement française. La présence de l'Angleterre serait donc indispensable. Or, le gouvernement travailliste a nettement repoussé l'hypothèse d'une arme nucléaire européenne. D'autre part, une force de dissuasion à l'échelle de l'Europe suppose de toute évidence un pouvoir politique communautaire ayant une autorité et des compétences capables de définir une politique internationale commune et de prendre les ultimes décisions en matière de défense. Cela suppose l'instauration d'un véritable exécutif, de caractère fédéral, et nous devons reconnaître que, sur ce point, nous sommes encore loin de compte. C'est là d'ailleurs un problème qui n'exige pas pour l'instant une réponse de notre part. Si, comme nous le souhaitons ardemment, la Communauté Européenne se construit sur le plan politique et si elle s'étend à la Grande-Bretagne, ce sont les organismes communs, démocratiquement désignés, de cette Europe fédérale qui auront à prendre une décision à ce sujet. Il est évident que celle-ci serait alors très fortement influencée par la situation mondiale du moment.

Si nous n'avons nullement besoin de prendre maintenant position à propos d'une éventuelle force de frappe européenne, par contre, nous devons préciser notre attitude sur les actuels projets de force multilatérale. Le projet de MLF présenté par le gouvernement des États-Unis, prévoit des effectifs nationaux accolés sous le commandement militaire interallié. Cette force multilatérale ne serait, en fait, qu'un simple appendice de la force américaine et n'augmenterait pas sensiblement - tous les spécialistes le reconnaissent - l'efficacité de la défense occidentale. Son objectif n'est d'ailleurs pas vraiment d'ordre militaire. Il est essentiellement politique. Les USA considèrent, en effet, que la solidarité des nations qui composent l'alliance atlantique serait renforcée si toutes acceptaient de participer à un effort commun de défense dans le domaine nucléaire.

Cependant, nous estimons que les inconvénients et les dangers l'emportent nettement sur les avantages, d'ailleurs fort discutables, du projet. La création du projet de MLF entraînerait, en effet, un risque évident de dissémination de l'arme nucléaire. Comment, et au nom de qui pourrait-on, en effet, désormais empêcher un pays quelconque de fabriquer ses propres bombes atomiques, si nous avons associé la plupart des pays d'Europe occidentale à une force nucléaire atlantique ? Or, la dissémination accroît sensiblement les risques de guerre.

Par ailleurs, le projet de MLF suppose une participation de l'Allemagne fédérale. N'est-ce pas là un risque sérieux de tension diplomatique ? L'URSS nous avons

eu l'occasion de le constater au cours de notre voyage de novembre 1963 à Moscou, reste traumatisée par le dernier conflit mondial. La crainte d'une renaissance du bellicisme allemand est un sentiment très largement répandu dans la population. Il est sans doute entretenu par la politique du gouvernement soviétique, mais même dans les classes dirigeantes, ce sentiment existe avec une force indiscutable. Nous avons quitté Moscou avec la conviction que la participation de l'Allemagne à un effort nucléaire sur le plan militaire risquerait de recréer dans les relations entre l'est et l'ouest un climat d'inquiétude et de guerre froide. Le risque est trop grave et il nous est impossible de nous associer à une entreprise qui entraînerait de telles conséquences. Au surplus, il nous est difficile d'apprécier, pour l'instant, le contre-projet britannique qui reste à l'état d'ébauche et que nous connaissons mal ; il semble d'ailleurs qu'il n'ait guère de chance pour l'instant tout au moins d'être pris en considération.

Devant les controverses actuelles sur les problèmes de défense, quelle attitude devons-nous alors adopter ?

Notre objectif reste, bien entendu, la lutte pour le désarmement général et complet, mais en attendant sa réalisation, que devons-nous proposer ?

L'équilibre de la dissuasion entre les deux grandes forces atomiques mondiales, l'américaine et la russe, c'est-à-dire les deux seules qui comptent, a jusqu'à présent assuré la paix du monde. Nous avons pu clairement le constater au moment de l'affaire de Cuba. L'arme de dissuasion des USA est devenue d'ailleurs par la force des choses une arme de dissuasion pour l'ensemble du monde atlantique. Pour éviter les risques de dissémination, nous considérons que nous devons nous en tenir là, mais dans le même temps, il faut bien admettre que nous sommes placés dans une situation illogique et paradoxale. L'arme américaine est devenue, en fait, une arme commune pour l'ensemble des nations qui appartiennent à l'Alliance Atlantique, mais la décision reste purement américaine. Certes, nous savons que les États-Unis ont une grande conscience des nécessités, des devoirs qu'impose la solidarité occidentale, mais l'Europe peut difficilement accepter de rester dans une position d'infériorité aussi évidente, par rapport à ses partenaires d'outre-Atlantique.

Il faut donc envisager une réforme du Pacte qui permette à l'Europe de participer efficacement à l'élaboration de la politique internationale et de la stratégie commune. On pourrait, à ce sujet, suggérer la création d'un véritable Directoire de l'Alliance, composé d'hommes responsables, représentant, d'une part, les États-Unis, et d'autre part, les nations européennes, ou ce qui serait mieux encore, une Europe unie. Ce directoire, qui devrait siéger en permanence aux côtés du Président américain, au moment des crises internationales, rétablirait un équilibre qui, pour l'instant, fait sérieusement défaut.

C'est dans cette voie qu'il nous semble souhaitable de nous orienter car elle seule, à notre sens, permet tout à la fois de poursuivre une politique de détente et de renforcer la cohésion de l'Occident.

La diplomatie gaulliste, par ses rêves insensés, tourne résolument le dos à cet objectif ; elle affaiblit la solidarité atlantique et rend plus difficile le dialogue entre l'est et l'ouest ; une fois de plus, nous devons la condamner sans réserve.

Fondation Jean Jaurès

Cette condamnation de la politique gaulliste est tout aussi valable sur le plan européen et nous savons combien l'attitude du général de Gaulle fait obstacle au développement de la Communauté Européenne.
Depuis le 13 janvier 1963, l'esprit communautaire est, en effet, profondément atteint. La mystique de l'Europe, qui permit longtemps de balayer les principaux obstacles, s'est profondément affaiblie dans les six pays du Marché Commun. Chaque état songe d'abord à son intérêt propre et immédiat, et se montre de moins en moins capable de s'élever au-dessus des problèmes strictement nationaux. C'est la politique à courte vue qui risque de triompher de nouveau.
Par ailleurs, le général de Gaulle a tenu à déclarer, à plusieurs reprises, que, jamais, la France n'accepterait d'être mise en minorité par ses partenaires, dans un organisme international. Or, le Marché Commun, en atteignant l'étape terminale, va bientôt précisément être soumis à la règle majoritaire. Cela signifie que chacun des pays participant, la France au même déféré que les autres, pourra, lorsque cette règle fondamentale fonctionnera, être mise en minorité au sein du Conseil européen des Ministres. Le chef de l'État n'a-t-il pas décidé de s'opposer à l'application du principe du vote majoritaire européen ? Cela nous semble probable et les conséquences d'une telle décision seraient graves et il est clair que cette perspective qui n'est nullement exclue, renforce l'inquiétude de tous.
Devant une situation aussi dégradée, les Européens convaincus et à leur tête, nous plaçons, bien entendu, les Socialistes, doivent clairement affirmer leurs perspectives sur le plan de la construction politique de l'Europe, notre objectif, dans ce domaine, est la création d'une fédération européenne démocratiquement contrôlée. Mous savons que, pour atteindre ce but, plusieurs étapes seront nécessaires. La première de ces étapes devrait, selon nous, être basée sur un plan de relance, qui devrait comporter un certain nombre d'éléments.
-Tout d'abord, la fusion des exécutifs, préparant une fusion des trois communautés, à condition que cela ne diminue en rien le caractère communautaire déjà insuffisant des institutions actuelles.
-L'élection du parlement européen par le suffrage universel direct, le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, notamment en matière budgétaire,
-Le droit de regard du Parlement européen sur la nomination et le remplacement des membres de l'exécutif unifié,
-L'accélération de l'application du Traité de Marché Commun sur le plan industriel, comme sur le plan agricole, car ceci est évidemment une condition essentielle pour affronter dans de bonnes conditions la négociation Kennedy.
-La définition d'une première étape vers la création d'un pouvoir politique permettant de définir une diplomatie européenne commune.
Le pouvoir politique devrait, dès le départ, s'insérer dans le dispositif communautaire. Il pourrait notamment envisager la création d'une commission politique supranationale, dont les pouvoirs s'accentueraient d'étape en étape et qui serait responsable devant le Parlement européen.
Il est clair qu'à côté d'un programme de cet ordre, les projets relance présentés

par le gouvernement allemand et le gouvernement italien apparaissent bien dérisoires. Ils se contentent, en effet, de reprendre à peu près intégral errent le défunt plan Foucher et ils ne peuvent certainement pas rencontrer notre agrément, et pourtant, ils sont encore trop ambitieux pour le général de Gaulle.
Une action commune peut donc, sans grande difficulté, rassembler tous les militants européens convaincus sur un programme efficace de relance politique, mais ce n'est là qu'un aspect de nos préoccupations européennes. Parce que nous sommes des Socialistes, le contenu économique et social de l'Europe en construction ne saurait nous laisser indifférents. Il est évident que les pays capitalistes ne construiront pas spontanément une Europe socialiste, et nous ne pouvons pas ignorer que, dans le cadre du régime économique actuel, la création d'un vaste marché donne une prime aux puissances industrielles les mieux placées sur le terrain. Avant même la création du Marché Commun, la grande industrie s'était concentrée au centre de l'Europe occidentale. Sa capacité de production se trouve maintenant accrue, mais les travailleurs n'en bénéficient que faiblement et n'en bénéficieront que faiblement dans l'avenir s'ils n'ont pas le contrôle de l'économie européenne.
Le progrès technique agit dans le même sens, car il aggrave les disparités entre les entreprises et entre les régions. En outre, il favorise souvent les entreprises contrôlées par les capitaux américains, puisque celles-ci profitent, en de nombreux cas, des résultats d'une recherche disposant de moyens beaucoup plus puissants que leurs concurrentes spécifiquement européennes.
La vitalité de la recherche scientifique européenne prouve cependant, par de nombreuses réussites, qu'elle mérite une aide à l'échelle du continent qui la placerait à égalité avec sa voisine américaine.
Les progrès réalisés ainsi coûtent évidemment fort cher. Ils entraînent des investissements de plus en plus importants et ils augmentent les risques ou un rôle accru des banques qui n'ont pas toujours l'intérêt général comme critère d'action et qui ont souvent prouvé, dans le passé, leur capacité de pression sur les pouvoirs publics.
Devant ces risques incontestables, la seule solution valable est l'établissement d'un Plan européen, démocratiquement établi et s'orientant vers le Socialisme, par ses objectifs et par ses moyens. Pour nous, les choix à faire sont clairs. Ils doivent satisfaire un principe essentiel, assurer le mieux-être de l'homme, et c'est à ce principe que doivent être subordonnées toutes les autres exigences.
L'élévation du taux de croissance de l'économie qui n'est pas une fin en soi, doit être combinée avec une extension progressive du temps réservé aux loisirs et à la scolarité.
La structure des revenus doit être transformée pour ne plus laisser de place aux gains de la spéculation, et pour élever rapidement le niveau de vie des catégories sociales les plus défavorisées.
La structure des consommations doit être adaptée aux besoins collectifs les plus urgents, logements, instruction, santé.
La structure de la production doit être modelée sur la précédente. Les régions déshéritées, ou dont le développement se dégrade, doivent faire l'objet d'un

Fondation Jean Jaurès

examen particulier, c'est-à-dire que le territoire européen doit être aménagé dans son ensemble.
Les procédures de la planification doivent permettre une préparation démocratique des décisions par un dialogue permettant à tous les échelons - l'entreprise, la région, la nation, la communauté - un dialogue entre le pouvoir et les citoyens, Ailles doivent aussi garantir que l'efficacité ne soit pas sacrifiée à la liberté, car un plan qui serait simplement indicatif risquerait de rester lettre morte.
Pour atteindre ces objectifs, plusieurs conditions sont nécessaires :
-une information économique complète et accessible à tous.
Un effort important doit donc porter sur les moyens de cette information, enseignement scolaire et postscolaire, radio, télévision, presse, action des partis et des syndicats, et sur la matière de cette information, statistique, renseignements sur la production, l'autofinancement, les stocks, les marges bénéficiaires, les revenus des groupes sociaux.
-une autre condition est nécessaire, c'est une action syndicale librement exercée au niveau de l'entreprise, un engagement syndical librement contracté envers les obligations du plan.
Pour remplir pleinement sa mission, le mouvement syndical doit s'efforcer de dépasser le cadre national et de s'organiser vraiment au niveau européen, mais cela est vrai également pour le mouvement Socialiste. Le bureau de liaison des partis Socialistes de la Communauté et le groupe Socialiste du Parlement européen assurent à nos organisations une coordination qui est loin d'être négligeable, mais nous ne pouvons plus nous contenter d'une simple coordination.
Sur le plan du Socialisme européen, nous devons progressivement nous orienter dans la voie de l'intégration. Notre objectif dans ce domaine doit être la création par étapes d'un parti européen de la démocratie Socialiste. Enfin, quelques réflexions à propos du tiers-monde. Le Parti Socialiste s'est constamment prononcé en faveur d'une aide importante au tiers-monde. La résolution de notre dernier Congrès était, à cet égard, particulièrement significative. Les raisons qui nous ont amenés à adopter cette attitude non équivoque sont connues de tous, nous nous contenterons donc de les résumer.
La situation des peuples sous-développés se caractérise par des structures économiques arriérées et un sous-emploi massif. La part de leurs exportations dans le commerce mondial est en régression. Si l'on ajoute à cela un taux d'accroissement démographique sans précédent, on conçoit que ces peuples sont dans l'impossibilité d'épargner et d'investir, donc de se développer.
Comment resterions-nous indifférents devant une semblable situation ? Il y a là, pour nous, un devoir de solidarité et d'humanité. Au surplus, il est clair que ce devoir rejoint notre intérêt bien compris.
Nous condamnons donc le cartiérisme qui lance aujourd'hui une nouvelle offensive. Certes, l'aide n'est pas toujours bien répartie ni bien employée, les gaspillages sont encore trop nombreux, c'est en particulier le cas à propos de l'aide actuelle française ; pour la France gaulliste, l'aide au tiers-monde est

devenue, en effet, un instrument d'une politique de fausse grandeur, et elle est ainsi détournée de son véritable sens.
Cette aide, pour être pleinement efficace, doit consister en investissements matériels, techniques et culturels, permettant aux pays sous-développés de disposer de l'infrastructure nécessaire à la mise en valeur de leurs ressources matérielles et humaines, et de former rapidement les cadres indispensables.
Il faut donner en même temps à ces pays les moyens de retirer un bénéfice suffisant de leur commerce extérieur. C'est seulement ainsi qu'il leur sera possible de franchir le seuil du sous-développement et d'opérer le décollage de leur économie.
Cette aide doit être évidemment consentie sans conditions politiques d'aucune sorte. Le néo-colonialisme qui survit en particulier dans les conceptions gaullistes ne peut qu'éloigner de nous les peuples d'outre-mer.
Pour les mêmes raisons, nous considérons qu'une aide essentiellement bilatéral» accordées par les nations qui furent colonisatrices aux pays qui ont fait partie de leur empire colonial, risque d'engendrer tôt ou tard la méfiance et le soupçon. Le multilatéralisme doit donc, selon nous, remplacer progressivement le bilatéralisme.
La meilleure forme d'aide serait, à coup sûr, comme le précisait notre dernier Congrès national, celle qui résulterait de l'élaboration d'un pacte mondial de sécurité entre les états riches et les états pauvres. Celui-ci devrait être fondé sur le principe d'une égalité totale entre les peuples qui apportent leur aide et les peuples bénéficiaires. Il devrait assurer une solution juste et durable aux problèmes de la stabilisation du cours des matières premières, et garantir des débouchés aux produits intéressés. Il devrait, enfin, permettre de développer une politique internationale d'investissements progressifs et d'aide technique.
Le montant global de l'aide pourrait être encore accru si des progrès substantiels étaient réalisés dans le domaine du désarmement, et si toutes les nations donatrices apportaient, en faveur du tiers-monde, les économies qu'elles auraient ainsi réalisées.
Mais, nous sommes bien obligés d'admettre que cette aide exclusivement mondiale qui reste notre objectif, ne deviendra pas de sitôt une réalité. Il faut donc envisager, pendant une période sans doute longue, un niveau intermédiaire entre l'aide nationale bilatérale et l'aide mondiale.
Ce niveau intermédiaire, c'est celui de l'Europe. Déjà, au sein de la Communauté européenne, un fonds de développement pour l'outre-mer existe et fonctionne, mais son importance est encore réduite. Si nous nous prononçons pour une amélioration progressive de l'aide nationale à caractère bilatéral, nous devons réclamer un accroissement sensible de l'aide multilatérale accordée par la Communauté Européenne, et celle-ci devrait répondre aux conditions et aux objectifs que nous venons de définir.
Elle devrait également, par son importance, atteindre un niveau au moins équivalent à la totalité des aides actuelles accordées à des titres divers par les nations qui constituent la Communauté économique européenne. Cela signifie que, pour la France, le pourcentage par rapport à notre revenu national devrait

rester le même, quelle que soit la forme de l'aide envisagée.
L'appui accordé au tiers-monde constitue évidemment une œuvre de longue haleine, mais le Parti Socialiste manquerait à sa mission émancipatrice s'il ne lui accordait pas une importance toute particulière.
Telles sont, camarades, les quelques observations que je voulais livrer à votre méditation au cours de cette discussion qui va s'ouvrir.
Les problèmes de politique intérieure ont tendance et c'est normal, à retenir essentiellement notre attention, mais nous aurions tort de nous désintéresser d'une situation internationale encore difficile et sur certains plans bien indécise. Il est souhaitable que notre Congrès de la Pentecôte prenne une position claire sur les principales questions qui dominent le monde. Le rapport que je vous ai présenté aujourd'hui n'avait d'autre but que celui de faciliter votre tâche. (Applaudissements)

Le président - Camarades, je remercie Gérard Jaquet de son rapport si complet et si riche, et avant de donner la parole à Christian Pineau pour le second rapport introductif sur "les rapports Est-Ouest", je voudrais inviter les camarades qui sont désireux de participer au débat à se faire inscrire sans retard.
La parole est à Christian Pineau.

Christian Pineau

Mes chers camarades, depuis environ sept ans, on peut dire que dans tous nos Congrès nous avons été tellement d'accord sur les problèmes de politique extérieure que les discussions de la Commission des résolutions sur la motion finale en cette matière ont toujours été pratiquement nulles et que nous avons fini par nous désintéresser un peu de ces problèmes.
En réalité, il ne s'agissait nullement d'un accord factice, il était même tellement profond, et il est resté tellement profond, que lorsque nous nous rendons dans des réunions internationales entre quelques camarades spécialistes de cette question, comme Guy Mollet, Gérard Jaquet, Robert Pontillon, nous n'éprouvons mime plus le besoin de préparer soigneusement les questions qui vont nous être posées, car nous sommes à peu près certains, à l'avance, que nous aurons les mêmes réactions !
Mais, cette unanimité profonde a tout de même un inconvénient, c'est que nous finissons par négliger un peu devant nos camarades des fédérations et des sections l'information concernant ces problèmes, et ceux qui se trouvent ensuite confrontés avec des questions qui leur sont posées à la base - et dieux sait si les Communistes vous en ont posées au cours de ces derniers mois - n'ont plus toujours des réponses prêtes sur le problème du maintien du Pacte atlantique, sur le problème de l'extension de la bombe atomique, sur le problème du Vietnam, ou sur tel ou tel autre, d'où la nécessité qui nous est apparue de repréciser un certain nombre de questions, de manière à vous armer pour des discussions possibles avec des Communistes ou des gaullistes, c'est-à-dire avec ceux qui sont partisans de politiques étrangères fondamentalement différentes de la nôtre.
Notre discussion a été divisée en deux parties. Gérard Jaquet vous a fait un

exposé général de politique étrangère, il a fait une synthèse de tous les problèmes qui nous sont posés, et il a été convenu que je reprendrai un des paragraphes de son exposé à lui, celui qui concerne les rapports entre l'est et l'ouest pour le développer davantage, ainsi que nous le faisons d'ailleurs pour un certain nombre de questions maintenant au cours de chaque Congrès du Parti.

Les relations entre l'est et l'ouest sont passées, depuis 1945, par deux phases principales :

-d'abord, la guerre froide,

-ensuite, la coexistence pacifique.

Pendant toute la période de la guerre froide, nous avons pu craindre le déclenchement d'un conflit mondial, surtout après les événements de Prague qui avaient marqué la volonté stalinienne d'étendre peu à peu la domination soviétique sur l'ensemble de l'Europe ; il est bien vrai de dire que c'est l'existence d'une solidarité occidentale, qui s'est traduite par la signature du Pacte atlantique, qui a probablement empêché cette expansion soviétique.

Puis au fur et à mesure que les Russes ont rattrapé les Américains sur le plan de la recherche atomique, puis thermonucléaire, il s'est produit une sorte d'équilibre de la terreur, qui fait qu'aucune des deux parties ne peut plus songer à employer l'arme suprême, sans être immédiatement la victime d'une riposte, pour ainsi dire immédiate. Il n'est peut-être pas très heureux, sur le plan moral, que la paix soit assurée par un tel équilibre, mais enfin, c'est tout de même préférable que la guerre, dont nous avions à plusieurs reprises discerné l'éventualité.

Le Parti Socialiste, partisan du Pacte atlantique dans le cadre de la sécurité collective, n'a pas négligé pour autant ce qui lui semblait fondamental, la recherche d'un désarmement général destine, précisément, à substituer à cet équilibre précaire de la terreur une organisation rationnelle de la paix dans le monde.

Le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique s'est effectué, je crois qu'on peut leur rendre cette justice, sous l'influence prépondérante de deux hommes : Kennedy et Khrouchtchev.

Autrefois, sous Eisenhower, ou plus exactement sous Foster Dulles, l'anti-Communisme américain avait quelque chose de quasi religieux, et je me rappelle toujours que lorsque Foster Dulles parlait des Communistes, ce qu'il leur reprochait avant tout, c'était leur athéisme ! C'est vous dire qu'il s'agissait en réalité, dans son esprit, d'une véritable croisade, telle que celle que l'an pouvait faire contre les Maures il y a une dizaine de siècles !

Mais, dans le premier discours que Kennedy a prononcé, il est- je me rappelle que c'était à la tribune du - Parlement américain - le premier homme d'état américain à n'avoir pas repris la thèse du Communisme athée ; il n'a pas repris non plus la thèse de la libre entreprise et il a simplement déclaré ce qui était plus habile, que le monde libre devait combattre le Communisme au nom du seul principe de la liberté.

Et l'effet produit en Union Soviétique a été considérable, car c'était la première fois que l'on n'invitait plus le monde à un rassemblement contre le Communisme et que l'on envisageait la perspective d'une coexistence entre le

Communisme et le capitalisme.
Je note dans mon rapport que le Pape Jean XXIII, à cette époque, a donné à la thèse de Kennedy l'appui du Vatican, puisqu'il a admis, ce qui n'avait jamais été fait avant lui, la possibilité du dialogue entre les Communistes et les chrétiens.
Il faut ajouter, en outre, que du côté de Khrouchtchev, la coexistence pacifique correspondait à deux préoccupations :
La première c'est qu'il avait une pleine conscience qu'en cas de déclenchement d'une guerre thermonucléaire le capitalisme serait sans doute détruit, mais le Socialisme le serait aussi, et que par conséquent il n'y aurait plus aucune chance de faire revivre sur les ruines de la planète, ni un régime ni un autre ; nous en reviendrions à un régime quasi préhistoriques
La deuxième préoccupation, c'est que Khrouchtchev, sentant le besoin d'améliorer les conditions de vie du peuple soviétique, de renoncer pour une part aux investissements lourds en faveur des investissements pour l'industrie légère, avait besoin de diminuer les dépenses considérables que l'Union Soviétique consacrait à l'armement, et pour cela d'une détente internationale.
Bien entendu, quand nous parlons de coexistence pacifique, il y a une confusion à ne pas faire. Cela ne diminue pas, cela ne signifie pas la diminution, la fin de la rivalité économique entre le régime Communiste et le régime capitaliste, mais cette rivalité se place maintenant sur son véritable terrain, le terrain économique, le terrain politique ; ni d'un côté ni de l'autre on n'envisage qu'une victoire militaire puisse régler le problème.
La coexistence pacifique a été remise en cause pour la première fois, dans l'affaire de Cuba. Cette affaire de Cuba est extrêmement intéressante, car elle montre très bien ce que peut être l'escalade, dans un conflit entre l'est et l'ouest, et par conséquent les dangers que cette escalade peut faire courir à la paix.
Appelez-vous - et je ne ferai là qu'un très bref résumé - les conditions de l'affaire de Cuba, tout d'abord Kennedy se trouvant entraîné, quasi malgré lui, dans cette fameuse aventure de la Baie des cochons, qui a ridiculisé l'administration démocrate, la nécessité dans laquelle il s'est trouvé, devant une opinion publique américaine déchaînée, de prendre des mesures contre Cuba, Cuba faisant appel à Khrouchtchev, Khrouchtchev trouvant là, vraisemblablement, une occasion de créer une base soviétique, peut-être moins pour menacer les États-Unis que pour pouvoir ensuite négocier avec les États-Unis l'abandon de cette base contre l'abandon de certaines bases américaines plus proches de l'Union Soviétique, et par conséquent ne craignant pas de faire le geste qui consistait à amener des rampes de lancement et des fusées à Cuba, puis la réaction du Pentagone et de l'opinion américaine devant la menace que cela pouvait faire courir, le refus de Khrouchtchev de donner satisfaction aux États-Unis, la mobilisation de la marine américaine, la menace de saisir les bateaux soviétiques et il est incontestable que si, à un moment donné, l'affaire ne s'était pas arrêtée, si, à un moment donné, on avait laissé un navire de guerre américain couler un paquebot soviétique, on ne voit pas très bien où le conflit aurait pu s'arrêter.
Par conséquent, il a fallu qu'à un moment quelconque intervienne la discussion

directe au sommet entre les deux chefs d'état, de façon à trouver l'ultime solution capable d'éviter la guerre.
Elle a constitué, dans une large mesure, pour Khrouchtchev, une perte de face, mais après tout l'opération était probablement plus accessoire pour lui qu'elle ne l'était pour Kennedy, et il n'est pas certain du tout que si nous nous étions trouvés en face d'un autre problème, soit à Berlin, soit à propos du réarmement atomique de l'Allemagne, les réactions n'auraient pas été inversées.
Mais il faut donc qu'à un moment quelconque l'une des deux parties accepte de faire le sacrifice ou au moins un certain sacrifice.
Dans l'affaire de Berlin nous avons constaté aussi la volonté des deux parties de ne pas étendre le conflit et même à un moment donné les Allemands de l'ouest ont exprimé la crainte que Kennedy ne veuille pas aller jusqu'au bout dans la défense des intérêts des Berlinois de l'ouest.
Mais nous avons vu aussi que Kroutchev après avoir déclaré qu'il allait signer un traité de paix avec l'Allemagne de l'est ne l'a pas signé, et que l'on a fini par se contenter d'une mesure désagréable et inhumaine sans doute mais, qui n'est pas susceptible d'entraîner un conflit général, l'édification du mur de Berlin.
Dans les deux cas nous voyons un désir très net des deux parties de ne pas aller trop loin dans la discussion.
Dans l'affaire du Congo, la modération des Russes avait été extraordinaire. Ils se sont laissé purement et simplement expulser de Léopolville. Toute la délégation soviétique a été expulsée sans qu'il y ait la moindre protestation de l'Union Soviétique. Par conséquent les Russes avaient accepté nettement, ce jour là, de laisser le champ libre à l'ONU malgré les protestations qu'ils ont faites à la tribune des Nations Unies, Le champ libre à l'ONU cela voulait dire le champ libre aux Américains.
Et maintenant la question se pose à propos du Vietnam et si j'ai rappelé un certain nombre des épisodes précédents c'est pour mieux vous faire comprendre dans quelles conditions peut se poser aujourd'hui le problème vietnamien.
Si vous le voulez bien je n'insisterai pas beaucoup sur un certain nombre de problèmes moraux qui existent, l'indignation générale à l'heure actuelle, comme l'emploi de certaines armes en particulier, de gaz, par les Américains. Dans les attaques qui sont dirigées à l'heure actuelle contre les Américains il faut discerner entre plusieurs catégories : vous avez les pacifistes de principe dont l'opinion est toujours respectable. Puis vous avez des pacifistes à sens unique, d'est-à-dire qu'ils sont pacifistes lorsqu'il s'agit d'un camp, et qu'ils ne le sont plus lorsqu'il s'agit de l'autre camp. Alors pour ceux là nous n'avons pas à respect, er, de la même manière, leur opinion.
Personnellement, je n'exprime là qu'un avis qui n'engage personne, je considère que ce qui est condamnable c'est bien davantage la guerre en elle-même que l'emploi dans la guerre de telle ou telle arme. Il est bien incontestable qu'à partir du moment où une arme a été inventée, si vous faites la guerre, les belligérants, l'un ou l'autre, ou les deux, finiront par s'en servir. Par conséquent c'est le problème de la guerre elle-même qui se pose plus que celui de la manière par laquelle on la fait.

Fondation Jean Jaurès

D'autre part il n'est pas douteux, et je reviendrai sur ce point, que dans l'affaire vietnamienne il y a eu incontestablement une provocation chinoise, et je dirai même plus, une volonté délibérée de la Chine d'entraîner les Américains dans un conflit sans issue. Car c'est bien là ce qui nous parait le plus gênant dans l'affaire vietnamienne, c'est que nous ne voyons pas à quoi peut aboutir aujourd'hui l'action américaine.

Imaginons que les Américains remportent des succès multiples, qu'ils détruisent les chemins de communication - et cela nous parait difficile - qu'ils détruisent les bases vietnamiennes qu'ils coupent des ponts, des routes, etc. ? Et après ? Et après, quel système politique pourront-ils fonder au Vietnam alors qu'il est manifeste qu'ils n'ont pas l'appui de la population ? Ils ne pourront finalement qu'occuper un vide, c'est-à-dire rien du tout.

Par conséquent il nous parait évident que la solution ne peut être que politique. Le tout est de savoir si les Américains s'arrêteront à temps dans l'escalade dont, à propos de Cuba, j'ai essayé de vous définir les dangers, ou si au contraire ils accepteront rapidement une solution de négocier ?

Quelle est la position des autres pays à l'égard du problème vietnamien ?

La position française n'est pas mauvaise en soi mais elle est prématurée et elle suppose le problème résolu. En effet, venir dire aujourd'hui : nous sommes partisans de la neutralisation du Vietnam, cela veut dire que l'on a résolu tous les problèmes car pour obtenir la neutralisation du Vietnam il faut avoir l'accord des Américains, des Chinois, des Russes et des Vietnamiens. Or c'est précisément ce qui nous manque.

Par conséquent il faut parler de négociation, mais il ne faut pas définir aujourd'hui même, sous peine de retarder la négociation, les termes mêmes de celle-ci. Si vous dites avant "cette négociation ne peut aboutir qu'à la neutralisation du Vietnam", vous n'y amènerez probablement ni les Chinois ni les Américains. C'est donc un problème mal posé. Nous devons le poser sous la forme de la négociation, le plus rapide possible. Il est certain que l'Union Soviétique, à l'heure actuelle, tant avec la France d'un côté, qu'avec la Grande-Bretagne de l'autre, recherche des formules qui seraient susceptibles d'aboutir à une rencontre entre les principaux belligérants, et qu'il est manifeste aussi que d'autre part les Chinois, désireux d'engager le plus possible les Américains dans l'aventure, valaient essayer, eux, de retarder cette négociation.

On vous a dit hier - Guy Mollet y a fait allusion - quel intérêt la Chine pouvait avoir à engager les Américains dans cette affaire. Elle veut surtout, je crois, mettre en difficulté les Russes car il est bien évident qu'à un certain moment la position des Russes deviendra intenable, et que c'est très exactement ce que cherche Mao-Tsé-Toung qui peut prouver que la politique Kroutchevienne de pacification est en contradiction avec le Marxisme, avec le Léninisme, etc.

Par conséquent nous nous trouvons aujourd'hui devant une situation dangereuse dont il est manifeste que les Russes cherchent à ne pas tirer profit. Ils cherchent à éviter d'aller jusqu'à une aide qui puisse les engager dans une lutte directe avec les Américains, mais nous ne savons pas exactement, à l'heure actuelle, jusqu'où peut aller l'escalade, où elle peut s'arrêter.

D'autre part, couvrant alors l'ensemble de tous ces problèmes locaux, de tous ces conflits mondiaux, se trouve une autre préoccupation. Il est certain qu'à l'heure actuelle lorsque les Russes, pensent à la position chinoise ou lorsque les Américains pensent à la position française, il y a une préoccupation commune qui domine, je crois, toutes les autres : c'est la nécessité de ne pas étendre ce que l'on a appelé le club atomique.

Je crois que les Russes sont extrêmement anxieux, bien qu'ils disent volontiers le contraire, de l'existence de la bombe atomique chinoise, et que les Américains sont anxieux de l'existence de la bombe atomique française, non pas parce que la bombe atomique chinoise d'un côté ou la française de l'autre, pourrait faire couvrir des risques sérieux aux États-Unis ou à l'Union Soviétique, mais parce que leur emploi inconsidéré dans un lieu quelconque du monde pourrait faire franchir dans le domaine de l'escalade un nouveau pas à la guerre possible.

Par conséquent moins il y aura de gens dans le monde qui posséderont la bombe atomique et moins le danger sera grand. Il a déjà été assez compliqué, pour les Américains et les Russes de se mettre en rapport entre eux, d'établir le téléphone rouge, et les moyens de communication d'état-major destinés à prévenir un incident toujours possible. Alors les deux pays se disent que si le club atomique était étendu à l'infini, ces précautions étant devenues impossibles, on n'éviterait plus la guerre atomique. Je crois que c'est là la raison de leur mauvaise volonté à l'égard des pays qui veulent fabriquer des bombes atomiques, beaucoup plus qu'un désir de domination mondiale.

J'ai parlé tout à l'heure de la position chinoise. Il faut l'expliquer, et je dirai même la comprendre car les dirigeants Chinois voient dans le rapprochement entre l'est et l'ouest, une possibilité de domination du monde par une sorte de coalition russo-américaine, coalition qui pourrait d'une part freiner leur expansion dans le sud-est asiatique, et surtout d'autre part qui les mettrait dans une position difficile à l'égard des États-Unis si ceux-ci, pour prendre la revanche dont ils ont toujours rêvé, envisageaient une invasion de la Chine Communiste.

Les Américains, dans ce domaine» ont eu un certain nombre de points, et nous pensons en effet que l'opposition à l'admission de la Chine dans les instances des conférences internationales a fortement contribué à accroître ces inquiétudes chinoises.

Depuis déjà un certain nombre d'années nous voyons les Chinois faire tout pour essayer de rompre l'accord russo-américain. Ils ont fait une grande campagne idéologique, dénonçant le déviationnisme de Krhoutchev, essayant de démontrer que celui-ci avait trahi la pensée de Lénine et ils sont arrivés d'ailleurs, par ce moyen - car les problèmes doctrinaux ont toujours beaucoup d'importance dans les partis Communistes mondiaux - à créer des troubles relativement sérieux. Il y a maintenant dans la plupart des partis Communistes des tendances pro-chinoises, traduisez en réalité pro-staliniennes, qui estiment en effet que la coexistence pacifique n'est pas conforme à la doctrine traditionnelle.

D'autre part ils ont cherché à placer l'Union Soviétique dans une position difficile à l'égard du Tiers-Monde. Cela n'a pas été vrai seulement pour le

Vietnam, cela a été vrai pour l'Afrique où nous voyons à tout moment Chou-En-Laï se promener dans les états africains pour essayer de contrebalancer l'influence que l'Union Soviétique, sous la forme du Communisme traditionnel, pourrait avoir sur ces différents états.
Dans quelle mesure ces manœuvres de la Chine, souvent fort habiles, risquent-elles de compromettre le rapprochement entre l'est et l'ouest ?
Nous n'avons pas, en ce qui nous concerne, de raison de supposer que les successeurs de Khroutchev, Brejnev et Kossyguine, les nouveaux membres du Comité central, aient une position fondamentalement différente de celle de Khroutchev sur la coexistence pacifique. Peut-être n'ont-ils pas le même style que leur prédécesseur, la même puissance de conviction et peut-être n'auront-ils pas la même résistance à la pression chinoise, mais rien ne nous permet aujourd'hui de l'affirmer.
On a émis l'hypothèse -et je voudrais y répondre très vite - que le départ de Khroutchev correspondait, de la part du Comité central du PSUS, à une volonté de donner satisfaction aux Chinois. Je ne pense pas que ce soit exact, Khroutchev a certainement commis une faute en voulant obtenir, dans un délai rapide, de l'ensemble des partis Communistes mondiaux très divisés sur ce problème, une condamnation formelle de la Chine, et le peu de succès qu'a eu à l'époque la convocation d'une conférence à Moscou des partis Communistes mondiaux en vue, précisément, de condamner la Chine, a certainement influé sur le déport de Khroutchev.
Mais ce départ a aussi beaucoup d'autres causes, des causes personnelles, son comportement commençait à déplaire aux membres du Comité Central car on voyait renaitre le culte dé la personnalité. D'autre part il y a des problèmes de planification sur lesquels Khroutchev n'était pas d'accord avec les techniciens du plan et il est certain qu'il y avait une opposition majeure que j'avais pu constater moi-même avant le départ de Khroutchev, entre les thèses des économistes soviétiques et celles de Khroutchev.
Il y a des causes de divergences profondes, mais il n'est pas vrai de dire que le départ de Khroutchev soit un succès pour les Chinois. Par conséquent les données du problème ne sont pas changées. Peut-être y a-t-il plus de différence entre Johnson et Kennedy qu'il n'y en a entre Brejnev et Kossygine d'un côté et Khroutchev de l'autre.
Voyons maintenant quel est le rôle de la politique française à l'égard du rapprochement entre l'est et l'ouest.
Cette politique Française est axée sur l'idée qu'un seul homme peut par son prestige et ses capacités influencer la politique mondiale et créer une atmosphère nouvelle dans le monde. Or il est bien certain que l'expérience montre que cette politique ne contribue pas du tout à améliorer le climat des relations est-ouest, et tout se passe même comme si elle entendait le détériorer, d'abord en brisant la solidarité Atlantique. Or les gouvernements Socialistes, le Parti Socialiste, - et ils y ont quelques mérites après l'affaire de Suez - ont toujours cherché à maintenir cette politique de solidarité atlantique que les Américains, pourtant, à un certain moment, n'avaient pas manqué de compromettre.

D'autre part, nous étions convaincus, de par les contacts que nous avions eus avec les Russes que les gouvernements soviétiques préféraient à une France isolée, une France capable de contribuer, dans le cadre de ses relations internationales, de ses alliances traditionnelles, à un rapprochement entre l'est et l'ouest.

D'autre part, le fait de retarder la construction d'une Europe unie empêche celle-ci de jouer en matière de politique étrangère un rôle beaucoup plus efficace que celui auquel pourraient prétendre des pays isolés. Il est assez paradoxal de constater que la politique du général de Gaulle qui consiste à empêcher l'Europe de se faire sur le plan politique, pour les raisons qu'il a maintes fois développées lui-même, ne peut aboutir - en admettant que des événements extérieurs comme ceux du Vietnam ne pèsent pas sur les relations russo-américaines - qu'à un rapprochement politique entre les États-Unis et l'Union Soviétique par-dessus l'Europe, c'est-à- dire à une plus grande division du monde en deux blocs, que s'il existait une Europe capable sinon de faire une troisième force - et je n'aime pas ce terme là car il donne lieu à des confusions - mais capable de créer une puissance équivalente à celle du bloc soviétique, et du bloc américain, et capable du fait de son importance, de contribuer au rapprochement de ces deux blocs, car c'est comme cela que nous, nous concevons le rôle politique de l'Europe.

D'autre part il est incontestable que le fait de vouloir créer une force de frappe autonome, comme je vous l'indiquais tout à l'heure, donne un mauvais exemple au monde et encourage dans tous les pays la diffusion de la bombe atomique et des moyens utilisés. Et ainsi nous apportons aux thèses chinoises, d'une manière qui n'est pas involontaire, un appui certain.

Par conséquent la politique actuelle a abouti à faire perdre à la France son audience à l'égard des Américains et je ne suis pas du tout convaincu que l'audience que nous avons perdue d'un côté puisse se rattraper de l'autre car si jamais demain les Russes se trouvaient en présence d'un choix à faire entre les États-Unis et la France, il n'y a aucune espèce de doute que c'est du côté des États-Unis qu'ils le feraient. Ils se servent de nous aujourd'hui parce que cela leur est commode. Le jour où ils n'auront plus besoin de nous, ils nous laisseront tomber immédiatement, et je ne pense pas que nous ayons quelque chose à attendre d'une alliance soviétique si cette alliance se traduit par un anti-américanisme forcené.

Quelle peut être à l'heure actuelle la politique du Parti Socialiste à l'égard de ces problèmes ?

Nous avons cherché à améliorer le climat entre l'est et l'ouest par des contacts directs, de gouvernement à gouvernement et de Parti à Parti. Et lorsque l'on parle aujourd'hui de l'amélioration des relations personnelles, des relations culturelles, entre l'Union Soviétique et la France, je vous demande de ne pas oublier que le principe de cette amélioration, que les premiers essais ont été faits en I956 au cours de la visite que Guy Mollet, quelques amis et moi avons faite en Union Soviétique où nous avons eu, les premiers contacts qui ont permis d'amorcer ces relations dont nous constatons aujourd'hui les effets fort heureux.

Mais en dehors de ces contacts personnels qui ne représentent qu'une petite

partie du problème, il y a des problèmes politiques plus généraux sur lesquels il nous faut prendre position.
Je crois que nous devons réaffirmer aujourd'hui la nécessité de maintenir l'alliance atlantique adaptée à une situation nouvelle, et encore plus adaptée à une situation nouvelle si elle résulte un jour de la création d'une véritable puissance européenne... Et je crois que nous ne devons pas confondre - c'est une idée à laquelle je tiens- les problèmes politiques et les problèmes militaires que pose l'emploi d'armes thermonucléaires
On dit toujours : mais il est absolument impossible de réunir les membres des gouvernements, de réunir les états-majors des différents pays en cas d'attaque nucléaire, pour savoir qui déclenchera la riposte.
C'est bien évident la riposte ne peut être déclenchée que par une seule personne. Mais çà, c'est l'aspect purement militaire du problème. L'aspect politique du problème qui correspond à la question de savoir comment sera déterminée la politique qui permettra d'éviter le conflit thermonucléaire, celle là peut être délibérée à égalité entre tous et, par conséquent, dans le cadre du pacte atlantique, on peut très bien concevoir à la fois une inégalité militaire et une égalité politique, car je crois que c'est tout de même des décisions politiques qui seront prises que dépendra au non, le déclenchement d'une guerre thermonucléaire et que le problème de la riposte venant le jour où la guerre sera déclenchée ne posera pas, en réalité, tellement de questions.
Par conséquent, nous devons essayer de renouveler le Pacte atlantique, non pas sur la base d'une égalité militaire qui n'existe pas, mais sur la base d'une égalité politique que nous avons alors parfaitement le droit de revendiquer.
D’autre part, dans le cadre de ce pacte Atlantique, nous devons être partisans de négociations permanentes avec l'Union Soviétique pour résoudre tous les conflits qui peuvent résulter des situations géographiques et politiques actuelles, et qu’un gouvernement Socialiste devait revenir demain au pouvoir, je crois que son premier geste symbolique serait la ratification du traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires. Cet arrêt qui ne comporte pas un désarmement général véritable, mais qui n'en constitue pas moins une étape vers un accord est-ouest sur les moyens d'éviter une guerre mondiale.
Ici, je voudrais apporter une précision qui ne se trouve pas dans mon rapport écrit ; je voudrais souligner la nécessité pour nous de bien préciser quelle est notre position à l'égard de l'Union soviétique d'un côté, à l'égard du lacté atlantique de l'autre.
Je crois que nous devons être très clairs ; je pense qu'à un moment où nous réaffirmons la nécessité de maintenir un Pacte atlantique, quitte à lui apporter un certain nombre de transformations politiques, nous devons, dans le même temps, affirmer notre désir de rapprochement avec l'Union soviétique, et marquer que nous sommes pratiquement les seuls à ne pas voir de contradiction dans ces deux termes, car il y a d'un côté les Communistes qui cherchent le rapprochement avec l'Union Soviétique contre les Américains et de l'autre les gaullistes qui, eux aussi, cherchent à faire de la politique anti-américaine et qui ne se rapprochent de l'Union Soviétique, alors qu'ils affirment combattre le

Communisme, que dans la mesure où ce rapprochement peut gêner les Américains.
Il faut donc bien montrer que notre politique est différente et que nous cherchons à jouer le rôle que Khrouchtchev avait un jour défini en disant que la France pourrait, dans le cadre de ses alliances, jouer le rôle de ce rapprochement est ouest. Nous devons préciser notre capacité de jouer à la fois les deux parties pour pouvoir rapprocher les deux.
Et cela nous amène sur le plan de la politique intérieure, et ce sera ma seule incursion dans ce domaine, à rien préciser que le rapport du Parti Socialiste avec l'Union soviétique n'a pratiquement rien de commun avec nos rapports de politique intérieur avec le Parti Communiste français, car l'évolution du Parti Communiste français
est une chose, l'évolution de la politique internationale en est une autre, et d'ailleurs nous avons maintes fois constaté que l'évolution du PCUS, dans le sens de la libéralisation, nous n'allons pas plus loin, est plus grande que l'évolution du Parti français dans le même sens.
De toute manière, nous nous refusons à confondre les deux problèmes et nous nous déclarons partisans d'un rapprochement avec l'union Soviétique sans que cela nous engage le moins du monde à l'égard du Parti Communiste français.
Et, d'ailleurs, il s'était produit à Moscou, lors de notre dernière visite, un petit incident assez amusant, c'est que certains membres du Comité central nous avaient demandé le matin de vouloir bien discuter avec nous de nos relations avec le Parti Communiste français et nous avons dit :mais nous ne sommes pas venus pour cela, nous sommes venus pour discuter avec vous, mais pas de nos rapports avec le Parti Communiste, et dans l'après-midi, le petit conflit a été soumis à Khrouchtchev qui a eu la réaction suivante : "Ah ! bien, si nous réglions à Moscou les conflits entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste français, alors, vraiment, on dirait que nos amis Communistes français sont à nos ordres, ce que nous ne voulons pas", et nous avons passé à l'ordre du jour. Par conséquent, eux aussi admettent parfaitement la nuance.
Je cite en passant un petit problème qui pourra se poser au Parti dans le cadre d'un problème plus général qui est celui de la révision des organismes dans lesquels il nous est permis d'entrer en tant que Socialistes et le problème de France-URSS, je crois, se posera ; il est probable que nous n'avons pas les mêmes raisons qu'autrefois de refuser à nos amis, sous réserve de précautions d'usage, d'entrer dans les organismes de ce genre.
Bien sûr, cette politique exige de notre part, mais je n'insisterai pas puisque le problème a été parfaitement développé par Jaquet, la suppression de nos forces de frappe nationales, et de tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, force multilatérale ou autre, pourrait nuire au rapprochement est-ouest.
Je pense également que nous devrions reconnaître la Chine Communiste, mais en présentant le problème sous une autre forme que ne l'a fait de Gaulle quand il a envoyé un ambassadeur à Pékin.
Je crois que pour nous la reconnaissance de la Chine Communiste, que nous ne pouvons pas désapprouver, que nous ne pouvons qu'approuver, doit être

considérée, non pas, et c'est toujours le même principe qui revient, comme un moyen d'opposition à la politique américaine, mais simplement comme le moyen de faire rentrer le pays le plus peuplé du monde dans le cadre des instances internationales, normales et de permettre par ces contacts le rapprochement qui a fini, après tant d'années, à se produire entre l'Union soviétique et les américains.
Enfin, nous proposons la négociation d'un traité qui serait présenté à la signature de toutes les nations et qui affirmerait solennellement la non ingérence directe ou indirecte de l'une d'entre elles dans la politique intérieure d'une autre, le respect de toutes les philosophies politique, économique ou religieuse, en présence dans le monde, et enfin, la renonciation en toutes circonstances, en attendant le désarmement général, de l'emploi de l'arme thermo nucléaire.
Vous me direz que beaucoup d'idées développées ici se trouvent déjà dans la Charte des nations Unies, mais il arrive de ces chartes ce qu'il arrive d'institutions internationales, c'est que la manière dont elles évoluent finit par n'avoir plus de rapport avec les principes qui ont été ceux de leur constitution et je crois que ce qui serait le plus intéressant dans la proposition d'un traité, de ce genre, serait moins sa conclusion que sa négociation.
C'est-à-dire la possibilité de remettre en contact un certain nombre de pays sur un certain nombre de points bien définis.
Tout à l'heure, Jaquet nous disait que nous ne savons pas comment va évoluer le conflit vietnamien et s'il va aboutir à un freinage de la coopération pacifique ou si la coopération pacifique pourra continuer son développement harmonieux.
Imaginons cette dernière hypothèse et demandons nous - et c'est là-dessus que je voudrais conclure - si aux termes de cette coopération pacifique, aux termes de cette coexistence pacifique, le jour où les Américains et les Russes seraient en accord complet, le jour même où ils auraient amorcé un traité permettant de parvenir au désarmement général» nous aurions pour autant réglé ce problème de la paix dans le monde ?
Eh bien, je crois que non et qu'il serait extrêmement dangereux de notre part de croire que la seule amélioration des rapports entre les États Unis et l'Union soviétique ou, si vous préférez, entre les pays du Pacte atlantique et les pays du Pacte de Varsovie, résoudrait le problème de la paix dans le monde.
Si le rapprochement entre ces deux groupes de pays, qui sont tous les deux constitués de pays de race blanche, et ceci me parait absolument capital apparaissait comme une fin en soi, alors pour les pays du tiers monde, ce serait une nouvelle alliance de type colonialiste, des pays les mieux pourvus pour la défense commune de leurs intérêts, et les thèses chinoises s'en trouveraient renforcées la paix du monde ne serait pas assurée.
C'est pourquoi si nous devons défendre la coexistence pacifique, si nous pensons que le premier objectif pour les pays de l'est et de l'ouest est...d'éviter la guerre, nous pensons que l'objectif final doit rester la mise en commun de leurs forces et de leurs moyens pour assurer l'égalisation progressive des niveaux de vie sur l'ensemble de la planète et que c'est seulement lorsque nous serons arrivés à un résultat tel que deux tiers des pays du monde ne mourront plus de faim à côté

d'un tiers de pays pourvus, qu'alors là vraiment on pourra parler de la paix universelle.
Depuis neuf ans, les Socialistes français ont soutenu cette thèse, ils ont proposé des solutions constructives, et ils persistent aujourd'hui à croire que le rapprochement entre l'est et l'ouest ne consiste pas seulement à déplacer des frontières, à supprimer même celle qui sépare aujourd'hui deux mondes, elle consiste à améliorer d'une manière générale la situation des pays les moins développés, elle consiste à assurer une lutte commune pour le bien commun et c'est là le but final de la coexistence pacifique.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Christian Pineau de son excellent rapport introductif ; nous allons maintenant ouvrir le débat, je donne la parole au premier inscrit Weil-Raynal.

Etienne Weill Raynal

Mes chers camarades, je voudrais simplement présenter une proposition d'amendement sur un point particulier du rapport de Jaquet, mais qui me parait très important.
Nous avons eu la visite de Wilson qui s'est entretenu cordialement, dit-on, avec le Président de la République.
Or, le compte-rendu qui a été fait montre l'importance que la Grande-Bretagne, quel que soit son gouvernement, attache à ne pas être écartée des pourparlers sur l'unification de l'Europe. Là dessus, on peut douter que le Général de Gaulle soit prêt à faire des concessions et ce qui est important, c'est que les propositions qu'il a présentées pour une union politique dans tous les domaines, y compris le domaine de la défense, aboutit pratiquement à écarter définitivement la Grande Bretagne de cette union politique.
En effet, implicitement, tacitement, il détruit la seule organisation politique où l'Angleterre soit associée à l'Europe.
En effet, tacitement, il considère comme nulle l'union politique européenne, l'Union de l'Europe occidentale que l'Angleterre a conclue avec les six en 1954.
Dans son discours de Strasbourg, il a offert à tous les peuples qui avaient été unis par l'empire romain et par Charlemagne l'union politique ; or, l'Angleterre n'en fait point partie.
Lorsqu'il offre aux six l'union politique dans le domaine de la défense, cela implique que l'Angleterre n'en fait pas partie, et il en est de même dans les propositions ultérieures qu'il a faites au début de l'année.
Or, l'Angleterre, lorsqu'elle a été écartée de la communauté économique européenne, a essayé de renouer les pourparlers par des conversations qui ont lieu dans le cadre de l'union de l'Europe occidentale et les autres partenaires de la Communauté économique européenne ont, en effet, espéré que ce cadre permettrait de renouer les pourparlers ; mais, très vite, par les interdictions qui ont été prononcées, ces pourparlers ont été des entretiens purement académiques.

Fondation Jean-Jaurès

Or, je pense que nous devons, nous, Socialistes français, particulièrement insister sur le maintien de cette union de l'Europe occidentale.
Vous vous souvenez, camarades, la crise très grave que la question de la Communauté européenne de défense avait déchainée dans le pays et dans notre Parti Socialiste en particulier et combien nous avons été heureux du geste, de l'acte accompli par Eden, qui, renonçant au splendide isolement de l'Angleterre, a accepté que l'Angleterre ne puisse retirer les contingents qu'elle a sur le continent, contre l'avis de la majorité des sept, dans lesquels elle entrait maintenant.
Or, il y a là une incompatibilité entre l'offre d'une union politique européenne comprenant les six et s'étendant au domaine de la défense et l'existence légale de cette union, de l'Europe occidentale qui a précisément pour objet les problèmes de défense dans le cadre de l'organisation atlantique. Par conséquent, je pense que le rapport de Jaquet - s'il l'accepte - devrait être complété par le rappel de l'existence de cette union de l'Europe occidentale et le texte que je propose et qui serait un nouvel alinéa au haut de la page 10 :
"aussi bien tout projet d'union politique entre les six devra tenir compte de l'existence de l'union de l'Europe occidentale qui, aux six, lie la Grande Bretagne et que celle ci a accepté de créer en 1954 dans le cadre de l'organisation atlantique à la demande instante des six."
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch.

Jules Moch

Rassurez vous je serai bref. Nous ne sommes pas à au Congrès, nous avons simplement à indiquer les modifications que nous souhaiterions voir apporter aux rapports et non pas à les discuter.
Et en fait, les deux rapports, celui de Jaquet comme celui de Pineau, m'apparaissent excellents. Je me sens en accord complet avec ce qu'ils ont dit et je n'ai que trois remarques à apporter qui d'ailleurs ne contredisent pas les deux rapports.
L'une est à propos du Viet Nam. Je comprends Pineau. Mais il est difficile d'être rigoureusement objectif, rigoureusement neutre dans cette affaire.
Je me rappelle, dix ans après la fin de la guerre mondiale, être allé à Split où les Yougoslaves montraient une hauteur qui avait été complètement incendiée par les Italiens pour faire rôtir quelques partisans qui y étaient réfugiés. Il y avait encore de la haine dans ce que les Yougoslaves disaient de l'attitude des Italiens.
Hélas, c'est ce que les Américains viennent de faire, de même qu'ils ont recouru à des gaz non mortels c'est entendu, mais des gaz... alors je suis d'accord que toute guerre est impie, que toute guerre doit être condamnée, mais tout de même, les moyens employés par les États-Unis dans une aventure sans issue où ils sont engagés me paraissent être critiquables.
C'est le premier point et il est d'ailleurs secondaire.
Le deuxième vise la lutte contre la force de frappe et le troisième le

désarmement.
La lutte contre la force de frappe a reçu l'accord des deux auteurs je crois, car c'est assez amusant de voir ces deux rapports, qui par moment se chevauchent, mais qui ne se contredisent jamais.
Je dis en passant que pour la simplification des études dans nos fédérations, il faudrait, si les deux rapporteurs l'acceptaient, il vaudrait mieux arriver à fusionner les deux rapports et à n'avoir qu'un seul rapport de politique étrangère, sinon des camarades seront un peu gênés par le fait qu'en plusieurs endroits, les deux rapports parlent des mêmes sujets.
Eh bien, en ce qui concerne la force de frappe, je pense qu'il faut être encore plus net que ne l'ont été les deux rédacteurs, à savoir - Pineau l'a dit - que la force de frappe nationale est ruineuse pour les finances et pour l'économie, qu'elle est inefficace au point de vue militaire et qu'elle est dangereuse politiquement. Mais la force de frappe européenne est inconcevable tant qu'il n'y a pas d'Europe et elle n'apporterait rien, même dans quinze ans, étant donné l'avance des autres pays : à peine 3% de la force américaine, et qu'enfin la force multilatérale présente le danger énorme de n'être qu'un camouflage, mais un camouflage qui permet à l'Allemagne d'avoir des armes atomiques. Et là, je dois dire que dix voyages accomplis à Zuhr (?) au-delà du rideau de fer, m'ont confirmé parfaitement l'avis des rapporteurs, à savoir que jamais les Soviétiques ne l'accepteront. Ils ont une peur panique du réarmement allemand et c'est un fait indiscutable ; ils sont sincères, en ayant cette peur et ils n'accepteront pas de maintenir la coexistence pacifique s'il y a un armement nucléaire de l'Allemagne.
Je dois dire d'ailleurs qu'il est bon quelquefois de prendre des documents étrangers, et c'est M. Mac Namara, ministre, secrétaire d'État à la Défense américain, qui vient de prononcer le 18 février, ce n'est pas vieux, un discours où il y a beaucoup de choses à dire et qu'on peut peut-être reprendre dans des annexes.
D'abord, sa solidarité avec l'Europe : de toute évidence, dit-il, la perte de quelque partie que ce soit de cette région (L'Europe)… porterait un coup désastreux à la sécurité et à la prospérité non seulement de l'Europe occidentale, mais de notre propre pays.
Ensuite, l'idée qu'a développée Pineau : les six pays du Marché Commun et la Grande-Bretagne ont à eux seuls une population totale, des effectifs militaires, totaux, une production nationale brute totale, qui dépassent de beaucoup ceux de l'Union Soviétique, ce qui est une raison de plus de faire l'Europe.
Et puis alors, au sujet des armes nucléaires, une question qui a été traitée par Pineau à la fin, - je ne sais pas je me trompe peut-être mais je crois que c'en était que verbal ça n'était pas dans son rapport, - c'est la question des armes nucléaires tactiques. Cette question, des armes nucléaires tactiques, le ministre la traite, il dit :
"Il y a des divergences de vue à ce point de vue. La première divergence concerne le rôle des armes nucléaires dans une guerre en Europe. Je dis, moi, que l'armement nucléaire tactique - ce qui est en contradiction avec le traité que

propose Pineau et sur lequel je suis d'accord, l'engagement de ne pas se servir d'armes nucléaires le premier, ou l'engagement de ne pas s'en servir du tout - ces armes ne nous laissent le choix qu'entre deux solutions : ou la capitulation si on ne s'en sert pas, puisqu'elles sont destinées à remplacer des divisions conventionnelles, ou bien la destruction totale si l'on s'en sert, car c'est l'escalade immédiate et il est impossible de limiter une guerre nucléaire aux armes tactiques, il est même impossible de définir les armes tactiques."

J'ai donné à l'ONU une définition et je crois que c'est la seule qu'on puisse donner ; j'ai dit : une arme nucléaire serait toujours tactique pour celui qui l'envoie, et stratégique pour celui qui la reçoit...

Et si jamais nous comptons sur les armes nucléaires tactiques pour repousser une agression conventionnelle éventuelle, nous déclencherons l'escalade immédiate.

La seconde divergence - et c'est là où j'entre dans le sujet traité, dit le ministre américain - est la suivante : nous croyons que les forces nucléaires stratégiques affectées à l'OTAN doivent être placées sous le contrôle d'une chaine unique de commandement et doivent être intégralement coordonnées avec les forces stratégiques extérieures, c'est-à-dire américaines." Autrement dit, commandement américain unique !

"Nous sommes tous convenus - poursuit-il - qu'une attaque contre un membre de l'OTAN en particulier serait considérée comme une attaque contre tous les membres. En conséquence, la décision prise par toute nation de l'OTAN devant appeler à l'utilisation des armes nucléaires stratégiques en représailles, pourrait risquer d'entrainer tous les membres de l'Alliance dans une guerre nucléaire mondiale. Il est nécessaire qu'il y ait un commandement unique. Une riposte partielle, dépourvue de coordination, pourrait être fatale aux intérêts de tous les membres de l'OTAN. "

Je n'insiste pas, j'ajoute simplement - c'est en dehors du sujet, mais vous m'en excuserez - cette critique de la politique française dans la bouche d'un ministre américain il y a un mois : "Les Français, dans leurs déclarations publiques, ont estimé le cout de leur force de frappe à environ 5 millions et demi de dollars, pour la période 1965-70." Nous avons dit nous, tous ceux qui avons parlé sur le sujet, qu'il y aurait des dépassements considérables. C'est aussi l'avis de Mac Namara : "Nous fondant sur notre propre expérience, nous croyons que le coût de cette force de frappe sera beaucoup plus élevé. La Grande-Bretagne, qui a déjà une petite capacité nucléaire stratégique offensive constate que le coût de sa modernisation et de son entretien continuel est supérieur à tout ce qu'elle peut supporter..."

Je livre ces phrases à l'attention du général de Gaulle et de M. Messmer.

Mac Namara ajoute d'ailleurs qu'il ne fera rien sans l'accord de la France et il termine par des protestations d'amitié.

Je crois qu'il faut insister plus fortement sur la folie de la politique dans laquelle nous sommes engagés.

Troisième point, sur lequel je serai très bref : le désarmement. Vous savez que c'est un peu ma marotte ; mais je voudrais indiquer que ce point mériterait un paragraphe spécial, parce que tous les problèmes sont liés.

Dans l'état de paix obligatoire actuel, résultant de la coexistence pacifique, les deux blocs réunis dépensent de 60 000 à 70 000 milliards d'anciens francs par an à accumuler des armes si redoutables que chaque gouvernement est absolument persuadé qu'aucun n'osera jamais s'en servir.
Le pourcentage du revenu national consacré à la Défense nationale est de 11% aux États-Unis, de 8% en France et en Grande-Bretagne, de 9% en URSS, alors que la croissance du produit national annuel varie, suivant les pays, entre 2 et 5%. C'est-à-dire qu'ils consacrent à la défense trois ou quatre fois plus que la croissance annuelle du bien-être chez eux.
Autre comparaison - et ceci mérite d'être dit pour la propagande - en 1963 - un ménage avec deux enfants verse en moyenne en impôts tant directs qu'indirects, au budget militaire de son pays, plus de 5 000 frs actuels aux États-Unis, 3 000 en URSS, 1 900 en Grande-Bretagne, 1 700 en France et en Allemagne fédérale. C'est-à-dire qu'une famille paie plusieurs mois de salaires pour la défense nationale, dans tous ces pays.
Autre considération, qui rejoint la considération finale de Pineau sur l'aide au monde sous-développé : les versements des états industrialisés aux pays insuffisamment développés sont, par an et par habitant, d'environ 65 fr. en France, 25 fr. aux États-Unis, 13 fr. en Grande-Bretagne. Nous sommes largement en tête, sous forme d'ailleurs d'aide bilatérale à nos anciennes colonies.
Si chaque pays affectait, à une aide internationale seulement le dixième de ce qu'il consacre à sa défense, - je ne suis pas exigent ! - l'aide de la France passerait de 65 à 105 fr., celle des États-Unis, de 25 à 163 fr., celle de la Grande-Bretagne, de 13 à 61, et cela donnerait les 60 ou 70 milliards de francs annuels qui quadrupleraient l'aide actuelle et qui seraient nécessaires pour faire démarrer la renaissance des 2 milliards d'humains qui souffrent encore de la faim et parfois de la famine.
Cette nécessité du désarmement, à tous les points de vue, me semble devoir être soulignée, et je voudrais que l'on indique qu'un gouvernement que nous influencerions, devrait prendre plusieurs mesures immédiates.
D'abord, Pineau l'a dit : adhésion au traité de Moscou. Ensuite - et ça n'a pas été dit, - participation aux négociations du désarmement. Nous serons handicapés, parce qu'on ne fait plus rien en France, alors que des offices très nombreux étudient ces problèmes sous tous leurs aspects dans les pays étrangers… Donc, retour à Genève, où je rêve qu'un gouvernement français, sous l'influence Socialiste, propose d'une part des mesures immédiates et unilatérales, prenne l'engagement de limiter le budget des dépenses au plafond atteint l'année précédente, de limiter les effectifs et les armements conventionnels au plafond de l'année précédente, d'arrêter les expériences du Pacifique, d'arrêter l'étape haute de l'usine de Pierrelatte, celle qui ne peut servir qu'à des besoins militaires, quitte à faire fonctionner à perte, pendant une période transitoire les étages bas et moyen, qui fabriqueront de l'uranium beaucoup plus cher que celui qu'on peut trouver en Amérique pour des besoins pacifiques.
Je voudrais aussi que ce gouvernement propose des mesures à court terme,

immédiatement acceptables. Je n'en citerai qu'une qui est cette fameuse question de la création d'une zone démilitarisée, dans les régions nerveuses du monde.
Bien sûr, quand on propose une zone à cheval sur la ligne de démarcation, s'étendant par exemple sur 400 kms de part et d'autre, comme l'a proposé un homme politique français de gauche, alors on dresse contre soi les militaires du monde entier et l'on propose quelque chose de dangereux pour l'occident ; parce qu'entre la ligne de démarcation et l'Atlantique, il y a 1 000 kms ; entre la ligne de démarcation et le Pacifique, il y en a 10 000. Par conséquent, si l'on prend 400 kms de chaque côté, on ampute l'espace logistique de l'ouest de 40%, alors qu'on ampute l'espace logistique de l'est de 4%... Ce qui m'a permis une fois de dire à Gromyko qu'un kilomètre cédé vers l'ouest en valait 10 vers l'est. Sans aller si loin, l'idée que nous devrions lancer est celle de micro-zones, de petites zones désarmées, par exemple autour de Berlin, par exemple, à cheval sur la ligue de démarcation, de zones qui n'auraient aucune valeur stratégique, qu'il n'y aurait donc aucun inconvénient à désarmer, mais qui auraient le très grand avantage de matérialiser un accord comme celui sur l'arrêt des explosions, et de servir de ban d'essai, pour un contrôle international du désarmement.
Lançons cette idée, de micro-zones démilitarisées, de petites zones dénucléarisées, mais non démilitarisées, lançons également d'autres idées immédiatement réalisables, pour détendre l'atmosphère, pour qu'après une avance sur la route du désarmement partiel, on puisse ensuite avancer sur la route du règlement des litiges politiques, ce qui permettrait d'aboutir à la dernière étape, celle du traité de désarmement général et complet, qui sera de plus longue haleine, mais qu'il ne faut jamais perdre de vue, en même temps qu'il faut préparer l'organisation de la paix désarmée par un conseil permanent de la paix,- qui ne serait pas paralysé par les vetos d'un conseil de sécurité,- par une saisine obligatoire de la Cour internationale de Justice, alors qu'actuellement il faut l'accord des deux parties, par la création de ce fonds international d'aide au monde sous-développé, par prélèvement sur les économies du désarmement.
Il y a là toute une série d'idées que le Parti devrait relancer, ou lancer, dans le pays, et dont je souhaiterais qu'elles fassent l'objet d'un paragraphe du rapport, si possible commun, de nos deux rapporteurs.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Garnier-Thenon, Seine.

Garnier-Thenon (Seine)

Mes chers camarades, j'ai écouté avec attention les remarquables rapports de nos amis Gérard Jaquet et Christian Pineau. J'ai remarqué qu'il y était fait allusion aux problèmes de l'Europe centrale et au problème de l'unité allemande, sans qu'il y soit consacré cependant une importante partie du rapport.
Mon propos était d'attirer l'attention de l'auditoire sur le caractère fondamental du problème de l'unité allemande et des rapports est-ouest en Europe centrale.
Bans son rapport, Gérard Jaquet note à la fois l'inquiétude que la renaissance du militarisme allemand fait naître en URSS et dans les pays satellites, et Christian

Pineau, dans son rapport, fait une allusion assez large au problème de Berlin et à la nécessité du règlement du problème de la réunification allemande, puisqu'il envisage même une manière de confédération. de dois dire que la Commission du Parti, que président avec tant de distinction Gérard Jaquet et Pontillon, le Maire de Suresnes, président de cette séance, a consacré déjà plusieurs séances à l'étude du problème allemand et de l'Europe centrale.
Nous voyons, dans la presse de ce matin, tout au moins dans les journaux anglais, un premier titre soulignant qu'au cours de leur entretien, de Gaulle et Wilson auraient envisagé un accord sur une relance de la question de l'unité allemande par un appel des trois puissances occidentales, notamment pour un règlement de la situation en Europe centrale, et du problème allemand.
Je voudrais simplement faire quelques réflexions sur l'importance de ces problèmes, leurs incidences sur l'Europe et leur caractère fondamental pour la coexistence pacifique et pour le maintien de la paix mondiale.
Ici, il n'est pas possible de ne pas souligner l'importance vitale pour l'Europe, pour la France, pour le : onde libre, que constitue un règlement du problème allemand, un dégagement moral, une détente en Europe centrale, pour permettre une coexistence meilleure et éviter les risques récurant que le problème de Berlin, qu'une renaissance partielle du nationalisme allemand et la phobie des Slaves à l'égard de l'Allemagne, peuvent faire naître pour la paix mondiale.
Il y a, me dit-on, la politique gaulliste et très justement, dans leurs rapports, et Christian Pineau et Gérard Jaquet - Jules Moch même - ont fait allusion à la politique gaulliste. La politique gaulliste constitue, à mon avis - et on ne saurait trop le répéter quand on songe au problème de la réunification de l'Allemagne et au problème de la tension en Europe centrale, au problème de la coexistence dans cette partie fondamentale du vieux monde - cette politique gaulliste constitue une menace constante par ses buts et par ses attitudes :
1°- d'abord parce qu'elle applique vis-à-vis de l'Allemagne comme vis-à-vis de l'Europe centrale la politique de la Sainte-Alliance, parce qu'elle isole l'Europe, elle la désunie face au monde de l'est,
2°- parce que, dans sa phobie à l'égard de Londres et surtout à l'égard de Washington, le général de Gaulle écarte délibérément les puissances anglo-saxonnes d'un règlement de la question de l'Europe centrale.
Je voudrais citer un journal allemand de Hambourg parce que les Allemands commencent à être convaincus - et ce journal le disait hier - que de Gaulle recherche une hégémonie française en Europe, quitte à la désunir, à tourner le dos à l'Allemagne, à réaliser une politique de l'Atlantique à l'Oural qui consacre son hégémonie à l'ouest et qui, en réalité, affaiblit les chances de règlement, en unifiant la résistance que les Soviets trouvent en face d'eux et en permettant aux Soviets de jouer un peu avec la France comme le chat avec la souris ou puisqu'il s'agit de l'ours soviétique, comme l'ours avec une proie plus faible et prétentieuse.
Quel devrait être le but d'une politique française, d'une politique Socialiste, d'une politique européenne, face au problème de la réunification de l'Allemagne qui est une réalité, et face au problème des menaces centrifuges que les nations

satellites de l'est commencent à manifester au point de vue économique et même culturel, vis-à-vis de la Russie, recherchant le contact, qui avec l'Allemagne, qui avec l'Amérique, qui même avec la France ? Il faudrait que, dans nos résolutions, une allusion plus large soit faite à ces problèmes essentiels, en passant naturellement par les rapports économiques entre le Traité de Rome, l'Europe des six et la zone du marché commun soviétique, du COMECON.

Il y a, mes chers camarades, au milieu de tout cela, la réalité du problème de l'unité allemande. Certains disent, et je l'ai entendu hier encore ici : "Le problème de l'unité allemande peut attendre ; " ; on pourrait répondre, sans donner raison à certains Allemands qui vont trop loin dans leur réclamation d'unité, que si la France était séparée en deux par une ligne passant par la Loire et qu'on connaisse pendant vingt ans ce que nous avons connu sous l'occupation pendant quatre ans, nous serions peut-être plus sensibles à ce problème que nous voyons seulement de Paris, alors qu'il faudrait peut-être le considérer de Berlin-ouest, ou aux limites de la zone est, pour le ressentir et le comprendre.

Je voudrais faire allusion à trois prises de position très récentes des dirigeants essentiels de la politique allemande. D'abord, avant-hier, notre camarade Willy Brandt, s'adressant à des instances de son parti, en Allemagne du Nord, a approuvé, je tiens à le dire, les tentatives faites pour prolonger le degré de prescription concernant les crimes de guerre. Il a dit que le meilleur moyen de relever l'honneur allemand, c'était de permettre plus longtemps la punition des crimes de guerre. Nous ne pouvons que le remercier de cette déclaration qui l'honore, mais il a dit : "Le peuple allemand ne veut pas être diminué toujours ; il a ses problèmes ; il faut les comprendre". Willy Brandt, comme nos camarades Socialistes allemands l'avaient dit, a fait valoir tout un plan intéressant la République fédérale et les états satellites de Hongrie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Pologne, des arrangements culturels, des commissions bipartites avec l'Allemagne de l'est, sans poser tout de suite la question de droit, Il s'est prononcé, sans renoncer à l'unité allemande, pour une sorte de confédération avec l'Allemagne de l'est qui serait imbriquée dans une négociation générale entre l'est et l'ouest, pour une situation meilleure en Europe centrale et pour l'unité allemande réalisée par une confédération.

Dans un autre discours, le Vice-chancelier, M. Mendle, qui est ministre des Affaires étrangères allemandes, a pris une position très voisine de celle de notre camarade Willy Brandt. Il a préconisé un plan, une approche des pays satellites, des négociations. Il s'est prononcé contre la vielle doctrine Halstein (?) qui faisait qu'au temps d'Adenauer, on refusait tout contact avec l'est, on rompait toutes relations diplomatiques et économiques avec les pays qui avaient reconnu l'Allemagne de l'est ou même qui avaient envoyé des chargés d'affaires.

Même le ministre chrétien-social du gouvernement Ehrart, M. Schöeder, s'est prononcé, dans des assises du parti chrétien-social de la CDU, à Düsseldorf, pour un changement de courant ; il a préconisé une approche pratique, une approche réaliste, des problèmes, infiniment différente de la doctrine Holstein.

Devant ces faits, quelle est la politique gaulliste ? Je le rappelle, les solutions offertes par la politique gaulliste sont à la fois impensables et impossibles. Elle

se présente comme un mélange d'anti-Communisme, on l'a dit, comme un mélange de politique favorisant la Russie sans aider à la solution du problème, comme l'impression donnée à nos collègues de l'Europe des six de tromperie, de duperie et de machiavélisme, et comme une attitude mécontentant profondément l'ensemble du peuple allemand, y compris les Socialistes.

Quelles devraient donc être les grandes lignes d'un règlement du problème de l'unité allemande et quelles devraient être les grandes lignes de la proposition à faire ensuite ? Nous devons tenir compte des réactions profondes de l'opinion allemande, non pas des réactions des nationalistes, des néonazis, des gens qui reviennent au nationalisme bismarquien sans être néo-nazis, mais des réactions profondes du peuple allemand, de ces jeunes qui montent, qui ne sont pas responsables des crimes de certains de leurs aînés ni même de cette sorte de solidarité collective de ceux qui ont vécu dans ce temps-là ; ces jeunes gens nés pendant la guerre, qui affluent maintenant aux postes de responsabilités, dans les cadres politiques et économiques de la nation allemande, nous ne pouvons pas les rendre responsables ; nous devons tenir compte d'une Allemagne nouvelle qui se souvient mais sans se sentir coupable, et qui serait tentée, en présence du maintien de la partition, de voir renaître un nationalisme qui serait préjudiciable à l'Europe unie, à la paix en Europe centrale, et qui amènerait de la part des Russes, des Polonais et des Tchèques, une renaissance ou un accroissement des justes préjugés et des justes rancunes qu'ils peuvent nourrir à l'égard du passé affreux infligé par l'hitlérisme.

C'est pourquoi il faut que, nous Socialistes français, nous incluions dans nos résolutions une allusion à une proposition de relance du problème de l'Europe centrale et de l'Allemagne, parce que c'est vital pour la paix, essentiel pour l'Europe, fondamental pour la paix mondiale, une relance qui ne peut pas être conçue dans cette formule que j'estime ridicule, que tous les auteurs qui ont écrit sur de Gaulle ont dénoncée : l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Il faut une relance de la France, de la Grande-Bretagne, des pays de l'Europe soudés autour de nous, appuyée par les États-Unis. Il faut que le monde européen uni, que le monde atlantique, s'adresse solennellement à l'URSS et aux pays satellites, pour proposer à travers les deux Allemagne et peut-être par un contact des deux Allemagne, une tentative de règlement du problème allemand, une tentative d'apaisement et d'assouplissement des relations économiques en Europe centrale. Vous me direz : "Il y a le problème de l'Oder-Neisse", mais nous ne pouvons pas, nous, Français, ne pas épouser une partie de l'opinion allemande, qui constate que ce problème de l'Oder-Neisse, doit être considéré comme acquis, et que revendiquer pour l'Allemagne des territoires à l'est de l'Oder-Neisse, d'ailleurs vides d'Allemands, malgré les prétentions historiques, ce serait dangereux, ce serait du nationalisme renaissant et cela préjudicierait à une tentative de règlement en Europe centrale. Il s'agit des deux Allemagnes, de la République fédérale et de la République démocratique allemande, et quelle que soit la différence de leurs régimes, quelle que soit la différence de leur légitimité, quelle que soit la différence de leur masse de population, quelle que soit la différence de leurs régimes économiques, derrière Ulbricht, et malgré

Ulbricht, il y a l'unanimité de tous les Allemands, même Communistes, pour désirer avant tout, il faut le constater, l'unité et la réunification de leur pays.
Aux élections de septembre prochain, au renouvellement du Bundestag, tous les partis, y compris nos amis sociaux-démocrates auxquels nous souhaitons le succès complet qui est légitime pour eux et salutaire pour l'Allemagne et l'Europe, mettront au premier rang de leurs préoccupations électorales le souci d'un apaisement en Europe centrale, d'un plan de coexistence économique et d'une réalisation par confédération d'une manière de début de l'unité allemande, non pas entre les régions à l'est de l'Oder-Neisse, la République démocratique Allemande et la République fédérale allemande, mais entre la République démocratique Allemande et la République fédérale Allemande.
Évidemment, si l'on pouvait consulter librement - mais les Russes s'y refusent- les Allemands de l'est, tous, même les membres du Parti Communiste Socialiste gouvernemental, c'est-à-dire les Communistes, se prononceraient, malgré la différence de régime, pour l'unité. C'est une question de fait.
Je terminerai cette intervention, peut-être un peu longue, en soulignant qu'il n'y aura pas de possibilité d'Europe unie, qu'il n'y aura pas de possibilité d'apaisement en Europe centrale, tant que le problème de l'unité allemande ne sera pas résolu d'une façon ou d'une autre. Il suffit de passer le Rhin ou même la ligne interdite, le mur érigé entre les deux Allemagne pour s'en convaincre.
Certes, c'est difficile. Il y a des approches. Il y a des tentatives. Je ne voudrais que citer certains faits : la reprise des relations économiques entre la Roumanie et l'Allemagne ; l'approche hongroise, et l'échange de missions commerciales entre Bonn et la Hongrie ; les discours de professeurs en Allemagne de l'est, à l'Université de Berlin, désirant une reprise des relations économiques entre l'Allemagne de l'est et l'Allemagne de l'ouest ; le changement de point de vue même des dirigeants gouvernementaux allemands, abandonnant la doctrine Halstein (?). Il faut dire une chose, c'est que, plus cette négociation fondamentale s'intégrera dans le sens d'une Europe unie et soudée au monde atlantique, et plus le dynamisme européen, la supra-nationalité européenne aura des chances, par son attraction, par son dynamisme et par sa foi, de noyer le nationalisme allemand renaissant dans la mystique européenne ; les Socialistes peuvent beaucoup en la matière, ne serait-ce que parce que, en septembre prochain, nous le souhaitons, au lieu d'un Chancelier chrétien-social, l'Allemagne occidentale aura un Chancelier Socialiste, Willy Brandt.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Parpais.

Jacques Parpais (Indre-et-Loire)

Camarades, mes propos sont des propos de franc-tireur et risquent de vous scandaliser. Je veillerai d'ailleurs moi-même à ce qu'ils soient édulcorés dans le compte rendu du Populaire.
Je crains que les orateurs qui m'ont précédé aient condamné trop systématiquement tous les aspects de la politique gaulliste. Je vais énumérer un

Confédération Jean Parpais

certain nombre de points.
Gérard Jaquet a parlé de l'aide au tiers monde. Sur ce point, les critiques qu'il porte à l'action du gouvernement sont des critiques de détail et de modalités. Pourquoi ne pas dire que nous approuvons l'aide au tiers monde ?
Un autre point : l'attitude du gouvernement français dans l'affaire du Viet-Nam. Pour l'essentiel, nous approuvons l'attitude du gouvernement français dans l'affaire du Viet-Nam. Pourquoi ne pas le dire ?
J'aborde maintenant d'autres points où, évidemment, les différences sont beaucoup plus importantes. Christian Pineau a dit que le Parti était unanime sur la politique extérieure depuis fort longtemps. C'est vrai si l'on s'en réfère aux débats de nos Congrès, mais il y a des membres du Parti qui n'ont pas toujours condamné la politique gaulliste aussi sévèrement que nos assemblées, et j'en suis un ; j'estime avoir été Socialiste en le faisant et continuer à l'être.
Je parle maintenant du problème européen. Il y a une divergence profonde qui tient, à mon avis, d'abord à l'appréciation des faits. Au point de vue de la doctrine, nous sommes internationalistes et non nationalistes et nous pouvons nous y tenir, c'est-à-dire que nous préférons, en principe, ce qui est international à ce qui est simplement national ; oui, mais quand la situation ne permet pas d'installer un organisme international ou supranational, croyez-vous que ce soit faire avancer l'idée internationale ou l'idée supranationale que de donner une apparence de vie à ce qui ne serait qu'une caricature ?
Je crois notamment que la faillite actuelle de l'ONU - et j'aurais aimé entendre dire un de ceux qui m'ont précédé -que la faillite de l'ONU dans l'affaire du Viet-Nam était évidente et que nous devions la condamner ; eh bien ! la faillite de l'ONU n'est pas un progrès de l'internationalisme et à propos de l'ONU, il faut bien souligner que l'ONU n'est qu'une caricature d'organisation internationale, que ce n'est pas ce que nous souhaitons, que ce n'est pas ce que nous aurions voulu. L'Europe supranationale n'est pas née. Il y a eu différentes tentatives et le débat remonte au passé. Eh bien ! en revenant sur le passé, je dirai que si la constitution d'une Communauté Européenne de défense a échoué, c'est un bien, car l'histoire nous aurait fait comprendre que cette constitution était prématurée. Nous aurions eu à faire- là, vous me direz peut-être que j'imagine - mais nous aurions eu à faire à des "13 mai", venant non pas de seuls militaires français, mais de bons militaires européens. Une telle construction était prématurée, parce que si l'on est marxiste, on sait que l'infrastructure doit précéder la superstructure. L'Europe économique n'est pas encore née. Le sentiment européen n'est pas encore né. Le loyalisme européen n'est pas encore né. Alors, les organismes que l'on créera, sur quoi reposeront-ils ? Quel sera le ressort qui maintiendra dans la loyauté européenne des fonctionnaires européens supranationaux ? Ce ressort n'existe pas. Nous avons là un certain nombre d'illusions qui sont généreuses et qui tiennent à notre habitude d'être généreux, mais nous avons porté sur les peuples d'Europe, même ceux qui composeraient la petite Europe, des jugements trop optimistes et prématurés. Nous le voyons en ce moment à propos de l'Allemagne. Je suis, pour ma part, un fervent du rapprochement franco-allemand, un fervent de l'inclusion de l'Allemagne dans

un ensemble européen, mais comment ne voyez-vous pas que nos espérances à son sujet ont été un peu rapides ? Nous avons cru à une certaine Allemagne, qui était l'Allemagne abattue après la guerre. Voici maintenant que l'Allemagne revient à la conscience d'elle-même ; elle reprend sa force ; le débat sur la prescription des crimes nazis inquiète certaines personnes ; il ne faut pas l'exagérer, mais il faut penser que l'Allemagne d'aujourd'hui n'est pas l'Allemagne souple et docile d'il y a quelques années. Si nous avions créé il y a quelques années un organisme supranational européen, nous aurions donné à l'Allemagne, dans cet organisme, une place que, déjà, aujourd'hui, elle n'accepterait plus. Eh bien ! je pense que là, il faut être extrêmement prudent ; il ne faut pas accuser à la légère, je ne dis pas le gouvernement car il n'a rien à dire, mais de Gaulle d'avoir ici des vues uniquement nationalistes. On peut aussi soutenir un point de vue voisin du sien en se fondant sur un examen objectif des faits.

J'en arrive maintenant aux rapports est-ouest et à la place que tiendrait cette Europe unie dans les rapports est-ouest. Les orateurs ont salué avec juste raison le rôle de l'alliance atlantique et le rôle de l'Amérique, qui nous a protégés, qui nous a défendus pendant toutes les années de l'après-guerre.

Eh bien, il faut voir que maintenant la situation n'est plus tout à fait la même, et en tirer franchement les conséquences.

La situation n'est plus tout à fait la même parce que la Russie est préoccupée du côte de la Chine, parce que la Russie est incontestablement plus pacifique en Europe qu'elle ne l'a été.

La situation n'est plus tout à fait la même parce que maintenant l'Allemagne n'est plus à la dérive, l'Allemagne est elle-même, et représente une force»

La situation n'est plus tout à fait la même parce que l'Allemagne, étant forte, le problème de la réunification allemande se posera avec une acuité toujours croissante.

Ainsi, supposons que l'on se maintienne au bloc ancien, au bloc européen fondé, il faut bien le dire, sur l'autorité à peu près unique des États-Unis. Ce bloc ne nous mène à rien, il maintient la division de l'Europe en deux, il empêche toute réunification pacifique de l'Allemagne, il empêche toute libération de l'Europe centrale du joug colonial soviétique, ce n'est qu'une façon de protéger le passé.

Oui, d'accord, s'il s'agit de se défendre contre une menace d'agression russe, c'est la bonne formule, mais s'il faut imaginer autre chose, une solution de pais possible qui finisse par dépasser le différend actuel, eh bien non, cette formule n’est plus la bonne ; il faut chercher une autre formule, quelque chose de plus souple, qui n'est pas encore né, que l'on ne voit pas encore, mais qui permette en effet à l'Europe orientale, sous le joug russe, petit à petit de s'en détacher, qui permette à la Russie, on ne sait pas, peut-être un jour d'accepter cette libération, afin que naisse ensuite une nouvelle formule européenne.

Si, maintenant, j'en viens aux rapports de la France et des États-Unis, le différend entre nous et la politique gaulliste est ici extrêmement important. Il y a deux aspects.

D'abord, je dirai, il y a un jugement différent porté sur les États-Unis. Le

jugement de de Gaulle est extrêmement sévère, beaucoup plus sévère que le nôtre.
Si nous portons, nous, un jugement sur les États-Unis, si nous le rendons sévère, nous disons ceci : nous craignons des États-Unis qu'ils n'aient pas l'expérience, la maturité politique qui conviendrait à leur force, nous craignons non pas d'eux un geste hostile à notre égard, nous craignons une imprudence, nous craignons un geste dans lequel ils ne mettront pas de méchanceté, mais qui risque de casser tous Des œufs dont ils ont la garde !
Eh bien, voilà ce que nous pouvons craindre des États-Unis. Faut-il aller aussi loin que De Gaulle, qui vraiment, à l'heure actuelle, autant qu'on puisse en juger extérieurement, envenime le débat entre eux et nous ? Non, il ne faut probablement pas le faire, mais il faut reconnaître franchement, honnêtement, qu'il y a dans la politique américaine des aspects nettement inquiétants. Nous avons peur de la politique américaine, il faut bien le dire !
Deuxième point de vue qui nous différencie de la politique gaulliste, c'est l'appréciation de notre propre force. J'ai entendu des camarades au sein des sections, parce que, quand même, il arrive, au sein d*une section, de discuter de ces problèmes, franchement, si en fait on en discute fort peu dans nos assemblées plus vastes, dire finalement : dans la position gaulliste, il y a une surestimation de nos forces. Nous ne pouvons pas avoir une politique extérieure indépendante des États-Unis, nous ne pouvons pas nous passer de la protection, de la force américaine, et c'est ce qui fait que nous devons accepter en gros la politique des États-Unis,
Eh bien, c'est là, je crois, l'essentiel de notre divergence avec la politique gaulliste.
La politique gaulliste est une politique de résistance, d'hyper-résistance, peut-être d'orgueil, elle est peut-être due à un caractère d'homme vieilli dans une même attitude, mais, il faut bien le dire, c'est une attitude dynamique, tandis que l'attitude qui consiste à dire :
Nous n'avons pas la force, nous n'aurons jamais la force, je ne sais pas si elle est tellement bonne !
Eh bien, qui a raison dans cette affaire-là ?
J'ai unis quelques idées, les autres orateurs en ont émises, seuls les faits décideront, seul l'avenir décidera.
Je crois qu'il y a un point sur lequel les faits pourraient apporter une expérimentation, je l'ai dit déjà une fois fort prudemment, beaucoup plus prudemment qu'aujourd'hui, c'est le rapport de notre Parti avec les autres partis européens.
Disons-nous que si nous voulons faire naître l'Europe, il faut d'abord qu'il y ait des discussions franches entre Partis Socialistes européens, qu'ici un représentant du SPD vienne nous dire franchement le point de vue du SPD sur Berlin, sur la ligne Oder-Neisse, sur les crimes nazis, etc, que les anglais fassent la même chose, franchement, s'il y a eu un peu de tiraillement, que nous le vidions franchement entre nous, et il y a là un progrès à faire qui peut être effectif.

Collection Jean Daures

Pour le reste, je sens bien que les idées que j'ai exprimées choquent, et je ne peux pas, en tous cas, prendre l'initiative d'une motion, ce serait également dangereux. Tout ce que je demande c'est que, dans leur motion, ceux qui ne pensent pas comme moi adoucissent certains termes, qu'ils soient plus prudents, qu'ils soient plus habiles, parce que leur pensée est trop figée, leur pensée est ancrée dans une seule attitude, et je crains qu'ils ne perdent ainsi le contact avec une partie de l'opinion.
Je voudrais terminer de façon à adoucir un peu les angles. Je ne pense pas que certains applaudissent ce que j'ai dit, mais si quelques uns l'applaudissent, qu'ils le fassent simplement par gentillesse, en admettant que j'ai exprimé ma franchise, avec liberté. Je crois qu'il faut, pour la vie interne du Parti Socialiste, que l'on pense avec plus d'initiative qu'on ne l'a fait depuis le début de ce débat de politique extérieure.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à André Bidet.

André Bidet

Camarades, ne vous étonnez pas de me voir monter à la tribune avec un pardessus, je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais je suis en train de grelotter ! Ce froid aura d'ailleurs pour vous, un avantage : comme il m'engourdit le cerveau, je serai assez court !
Je veux créer tout de suite un contraste avec ce que vient de dire le camarade qui m'a précédé à la tribune. Personnellement, je considère que, pour la démocratie française, le suprême péril, à l'heure présente, c'est de Gaulle !
Par conséquent, nous n'avons pas le moindre ménagement à prendre avec lui, et tous nos coups doivent porter sur lui.
Maintenant, comme Guy Mollet nous a invités hier, surtout, à présenter des observations qui complètent les rapports qui nous ont été présentes, c'est à cette tâche que je vais trie livrer très brièvement.
Inutile de dire que je suis d'accord avec le rapport de Gérard Jaquet. Nous nous voyons si fréquemment à la Cité Malesherbes que c'est normal. D'ailleurs, je crois que notre camarade Parpais a mal lu, ou mal entendu, Gérard Jaquet, car il a bien pris soin de dire, à propos de l'aide aux pays sous-développés, que cette aide était "indispensable"... Par conséquent, je crois que la prise de position est assez nette.
Cependant, je demanderai à Gérard d'insister davantage sur l'objectif que nous désignons à cette aide. Ce que nous entendons, c'est qu'elle serve au relèvement de la condition humaine des peuples ; voilà le but que nous lui assignons.
En l'affirmant, nous rencontrerons l'assentiment de tous les peuples, notamment celui des peuples africains.
Il y a cependant une lacune. Encore qu'il ait eu raison d'insister évidemment sur les modalités, les formes de l'aide - il est bien évident que le bilatéralisme est condamnable, parce qu'il permet un certain néo-colonialisme, mais là-dessus je n'insiste pas - ce que je veux dénoncer, c'est ceci :

Fondation Jean-Jaurès

Au temps où nous avions toutes les responsabilités concernant ce que nous dénommions "des colonies", un seul ministre suffisait. Rappelez-vous le dernier, alors qu'existait encore le ministère de la France d'Outre-mer, sous le gouvernement Guy Mollet, c'était notre ami Gaston Deferre, et il a assez bien administré son département pour que nous soyons tout à fait à l'aise pour condamner le nombre inimaginable de gens qui, aujourd'hui, s'occupent des pays francophones, alors qu'en principe nous n'avons plus la moindre responsabilité !
Je vais vous en faire une énumération.
Il y a d'abord, un ministère qui porte le nom de ministère de la Coopération.
Je ne suis pas assez sectaire pour condamner tout ce que fait ce ministère, mais je suis suffisamment antigaulliste pour dire qu'à l'heure présente c'est surtout un bureau de placement pour les gens de l'UNR.
A côté de ce ministère de la Coopération existe à l'Élysée - car c'est de l'Élysée que tout part aujourd'hui - un secrétariat pour les relations avec les pays africains et Madagascar. Bien entendu il y a là un état-major.
Troisièmement il existe au Quai d'Orsay un Secrétariat d'état, C'est assez amusant, d'ailleurs, ce qui se passe là. On a choisi pour ce Secrétariat d'état l'homme qui, à l'assemblée de l'Union française était considéré comme le super-colonialiste, au point même qu'il faisait honte à son groupe. Il y a là des anciens conseillers de l'Union française, ils peuvent dire si j'exagère.
Ce Monsieur, d'ailleurs sert fréquemment d'agent de propagande de l'UNR à La Nouvelle République. Je ne veux pas m'étendre là-dessus, je passe.
Il existe encore rue Oudinot un organisme dont personne ne peut dire très exactement à quoi il sert.
Enfin il y a un ministère des TOM et des DOM. C'est Monsieur Jaquinot. Monsieur Jaquinot ne passe pas pour être un personnage très travailleur. Il n'a pas changé. Il n'est pas précisément dangereux, son entourage l'est davantage, à tel point qu'en Nouvelle-Calédonie la loi-cadre est absolument ignorée.
Voilà donc cinq officines ministérielles qui s'occupent de ces pays d'Outre-mer, et bien entendu tout cela est coûteux....

Jules Moch - Et… (Inaudible), cela fait six.

André Bidet - Cela c'est autre chose, c'est de l'Algérie. Merci, Jules Moch, vous n'avez fait que me devancer. Il existe aussi des secteurs spéciaux dans certains ministères. A la Défense nationale il y a des gens qui s'occupent des pays d'Outre-mer, ainsi qu'à l'Agriculture. Enfin on trouve vraiment une pléthore condamnable, et que nous devons condamner.
Gérard, je t'en prie, dans ton rapport il faut mettre un paragraphe sur ce point, et un paragraphe qui soit très énergique ! Il y a là des économies à réaliser, et elles pourraient servir à accroître précisément l'aide aux pays en voie de développement là où, bien entendu, la politique suivie est une politique raisonnable.
Je voudrais demander aussi à Christian Pineau d'insister un peu plus qu'il ne l'a

Fondation Jean Jaurès

fait sur une réalité qui devient de plus en plus évidente et de plus en plus inquiétante.
Il est sûr qu'à l'heure présente l'Afrique devient le champ de compétition entre Russes et Chinois. C'est grave ! D'ailleurs, dans la compétition, dès maintenant, les Russes sont battus pour plusieurs raisons que je développerai au Congrès. Ce n'est pas le moment de le faire maintenant ici.
Mais je vous renvoie par exemple à une conférence qui s'est tenu en 1963, la conférence de Mochy, et là il a été parfaitement visible que les thèses chinoises l'emportaient sur les thèses Russes,
La dernière réunion aussi des pays non allies a démontré la suprématie des thèses chinoises sur les thèses russes. Actuellement dans certains pays d'Afrique les Chinois sont en train de pénétrer d'une manière si inquiétante que lors de la formation d'un nouvel organisme local, certains chefs d'état africains ont cru devoir dénoncer le péril chinois ; par exemple dans la République du Congo, dans la République Centre-Africaines il y a une infiltration chinoise extrêmement dangereuse. Les Chinois arrives par "petits paquets" et des ambassades qui au début comptaient à peine une demi-douzaine de personnages finissent par en comprendre deux et trois cents. Vous voyez à quel travail peuvent se livrer tous ces gens là.
Par conséquent je demande vraiment très fraternellement à notre camarade Christian Pineau de bien insister sur ce point.
Voilà quelques observations rapides que je voulais présenter. Bien entendu je me réserve au Congrès d'insister davantage sur ces quelques observations formulées ce matin, uniquement dans le souci d'apporter une très modeste contribution.
(Applaudissements)

Le président - Camarades avant de passer la parole à Idermann, dernier orateur inscrit, je voudrais signaler, à la demande de plusieurs fédérations, que les fédérations qui seraient désireuses d'apporter des commentaires ou des suggestions aux rapports qui ont été soumis ce matin par Christian Pineau et Gérard Jaquet, pourront le faire par écrit au Secrétariat général du Parti, mais dans la limite des huit jours qui viennent ; si nous voulons que les documents parviennent à temps pour le Congrès national aux fédérations il est évident que nous disposons d'un assez court délai.
Donc sous huit jours le Secrétariat général du Parti recevra tous les commentaires sur les textes, émanant des fédérations.

Le président - Je donne la parole à Idermann, dernier orateur inscrit.

Idermann

Un dernier orateur qui sera bref puisque je me propose d'intervenir en moins de cinq minutes sur la crise vietnamienne qui nous intéresse tous dans la mesure où elle touche à la paix mondiale.
Je voudrais d'abord analyser, un peu en spécialiste, la gravité de la crise pour

ensuite, en tant que militant, déboucher sur une attitude sur le Parti.
La gravité de l'enjeu du conflit vietnamien découle de deux raisons principales :
La première se trouve dans le jeu chinois qui est rendu possible par l'escalade des Américains vers des dangers toujours plus graves pour la paix mondiale.
L'escalade, si vous me permettez une définition, est une échelle double où de chaque côté se trouvent les deux antagonistes. Lorsque l'un d'entre eux monte d'un échelon, l'autre doit faire de même pour ne pas se trouver en position d'infériorité.
L'escalade est pour le moment surtout le fait des Américains avec les bombardements du Nord-Vietnam, Elle est le fait des Américains parce que les Chinois, au lieu d'intervenir entendent mettre le Nord-Vietnam dans une position d'infériorité. Pourquoi ?
La réponse est simple : c'est pour que les Russes soient obligés de voler au secours du Nord-Vietnam, pays membre de la famille Communiste qu'il leur est difficile de laisser longtemps sans défense.
Un cas précis dont nous avons eu l'écho ces jours derniers, montre quel est le jeu des Chinois. Selon des nouvelles parvenues d'Europe orientale, la Chine aurait fait obstacle au passage sur son territoire, ou au-dessus, des fusées anti-aériennes russes destinées à Hanoï. Pourquoi ? Pour obliger les Soviétiques à livrer leurs fusées par la voie maritime au moment où les Américains commencent un blocus assez systématique du Nord-Vietnam.
Les Chinois espèrent ainsi provoquer un affrontement direct, armé, entre les Russes et les Américains car les Russes, dans leur analyse, n'auraient le choix qu'entre le choc armé et le recul, ce qui permettrait aux Chinois de crier victoire dans les deux cas.
Dans le cas du choc armé les Chinois auraient la joie d'avoir mis en danger la coexistence pacifique, dans le cas du recul les Chinois pourraient dénoncer, devant le monde, la faiblesse, le marteau et la faucille en papier, en quelque sorte, des Soviétiques.
J'en viens à la seconde raison : si les Américains se laissent entraîner dans la voie de l'escalade tout en restant attachés à la coexistence pacifique avec Moscou, c'est qu'ils sont dans la position de quelqu'un qui voit l'arbre au lieu de voir la forêt. L'arbre qui les hypnotise c'est la guerre au Vietnam qu'ils veulent gagner. La forêt c'est la paix mondiale, enjeu dont les peuples moins directement impliqués dans le conflit vietnamien ont davantage conscience.
En voulant la guerre les Américains sont en train de mettre en danger la paix, et en voulant gagner la guerre à tout prix ils sont aussi en train de perdre la paix, car l'utilisation des gaz, du napalm, et le bombardement du Nord-Vietnam font que l'opinion du Nord-Vietnam est en train de se retourner contre les Américains et c'est en cela aussi que l'escalade est grave. D'une part elle met en danger, comme nous l'avons vu, la coexistence pacifique, d'autre part elle fait le jeu des adversaires des États-Unis qui sont aussi les adversaires de la démocratie dans le monde.
J'en viens maintenant à la conclusion.
Nous, Socialistes, qui sommes attachés à la fois à la coexistence pacifique et à la

cause de la démocratie dans le monde, que pouvons-nous faire ?
Nous ne pouvons, en tout cas, rester inactifs. Nous ne devons pas laisser aux gaullistes et aux Communistes le monopole des prises de position favorables à la paix au Vietnam.
Les Communistes critiquent les Américains, bien entendu, parce qu'ils souhaitent un Vietnam Communiste, ce que nous ne souhaitons pas. Ils sont directement intéressés.
Le général de Gaulle, quant à lui, y voit un moyen pour, disons, accroître son prestige international. Il n'avait pas, au moment où nous étions nous-mêmes impliqués dans le conflit vietnamien, fait la preuve d'une lucidité particulière qui lui permette aujourd'hui de donner des leçons aux Américains.
(Quelques applaudissements)
Il nous faut parce que l'opinion publique française est inquiète devant l'évolution du conflit vietnamien, Ile accueille avec faveur les initiatives qui vont dans le sens de la paix, neutraliser auprès d'elle les prises de position gaullistes et Communistes
C'est sur le principe d'une prise de position de notre part en faveur d'une solution négociée au problème vietnamien que j'ai voulu très brièvement intervenir, et je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Ce n'est pas une intervention, ce sont quelques mots pour expliquer pourquoi je ne fais pas d'intervention !
Je ne voudrais pas que les camarades imaginent que je ne prête pas au débat de politique générale toute l'attention qu'on lui doit, et vous êtes nombreux dans le Parti à savoir que c'est une de mes préoccupations constantes. Mais les rapports qu'ont présenté Jaquet et Christian Pineau correspondent tellement à mes préoccupations personnelles ainsi qu'à la pensée moyenne du Parti par ailleurs, que vraiment il aurait failli parler pour répéter ce qui a été fort bien dit »
Si, lors du Congrès il est utile, pour l'extérieur, que le Secrétaire général du Parti se manifeste dans ce débat, je le ferai, mais aujourd'hui, dans une réunion d'information, je n'ai vraiment rien à dire qu'à féliciter les rapporteurs.
Cependant je m’associe à ce qui a été dit s toutes les fédérations et tous les militants ayant participé à ce débat, ont une semaine pour nous envoyer d'éventuelles appréciations. Je dois vous dire qu'il n'est pas obligatoire que tout soit publié. Le comité directeur ne va pas sortir un bouquin, un livre avec des interventions fort longues.
Il va faire une réunion spéciale pour cela et retiendra celles des observations qui apporteront quelque chose de nouveau, de contradictoire ou qui amendent. Il ne retiendra pas les interventions qui rapporteront sous une autre forme des choses déjà dites.
Deuxième élément d'appréciation pour retenir ou non les commentaires : il sera

Fondation Jean Jaurès

amené obligatoirement à tenir compte au maximum de la longueur des envois. Les plus courts ont le plus de chance d'être publiés.
Avant de quitter cette tribune, pour faciliter les travaux, il est possible que dans un instant les deux rapporteurs aient quelque chose à dire ?
(Signes négatifs de Gérard Jaquet et de Christian Pineau)
Donc les débats sont clos.
J'ai deux communications à vous faire.
La première concerne le camarade Gaston Defferre. Il a contacté ce matin quelques amis et ceux-ci nous font savoir qu'il ne va pas pouvoir venir du tout. Il a une légère luxation de l'épaule, rien de grave, j'insiste là-dessus comme je le faisais hier, mais il n'est pas en mesure d'être des nôtres. Il le regrette, nous aussi et je suis sûr d'être votre interprète en chargeant ses camarades de lui transmettre demain tous nos vœux de prompt rétablissement.
La deuxième communication est davantage une proposition.
Plusieurs des camarades qui devaient rapporter cet après-midi sur les problèmes de la planification sont venus proposer au bureau de vous faire la suggestion suivante : ne pourrait-on terminer ce matin nos travaux en n'entendant pas, sur les problèmes de la planification de rapports oraux et en n'ayant pas de discussion, étant entendu que vous avez déjà tous des rapports écrits sur vos tables que vous allez les emporter et qu'ils seront ensuite envoyés tous à toutes les fédérations
Les deux camarades qui s'étaient d'ores et déjà fait inscrire dans les débats - j'ai déjà pu en contacter un et on essaye de joindre l'autre par téléphone - sont invités à nous faire leurs observations par écrit et, comme pour le tout, ceux d'entre vous qui voudraient sur ces rapports présenter des suggestions ou des observations ont une semaine pour le faire par écrit.
Je résume ma proposition : nous supprimerions, si vous étiez d'accord, la séance de l'après-midi. La raison ? Il faut la dire clairement : étant donné le caractère du débat il est à craindre que cette après-midi certains d'entre vous aient déjà prévu que cette discussion n'étant pas particulièrement dans leur spécialité, ils ne seraient pas venus. Nous aurions alors demandé à des camarades de faire un effort réel devant des bancs un peu clairsemés.
Si vous en êtes tous d'accord il n'y aurait pas du tout de débats cet après-midi et je fais cette proposition à la demande de ceux-là même qui auraient été les rapporteurs. Je demande au président de vous consulter.

Le président - Camarades, vous venez d'entendre la proposition qui vous est faite par le Secrétaire général, c'est-à-dire de supprimer la séance de cet après-midi.
Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main ?
…
Épreuve contraire ?
…
Abstentions ?
…

Confédération Jean Jaurès

La proposition de notre Secrétaire général est donc adoptée à l'unanimité.
Ainsi la Conférence nationale est terminée.
Camarades, nous allons rentrer, les uns et les autres dans nos fédérations. Il s'agit, pour nous, par conséquent, de diffuser auprès de nos militants, de nos bureaux fédéraux et de nos secrétaires de section les observations à faire sur les discours que vous venez d'entendre.
Il ne s'agit pas que cela reste lettre morte. Il faut préparer le Congrès de la Pentecôte pour que des décisions valables soient prises.
Camarades, je lève la séance.

Guy Mollet - Je vous demande encore une seconde d'attention. Hier deux fois, trois fois au moins, j'ai attiré l'attention des camarades présents sur la nécessité absolue qu'il y a, dans chaque département, à nous faire connaître les résultats électoraux.
Il me faut à la vérité de dire que ce que nous avons comme réponses à nos appels est ridicule. Nous n'avons pas le dixième de fédérations ayant répondu.
Cela peut s'expliquer s'il est possible qu'il y ait ici des camarades qui ne soient pas eux-mêmes des fédéraux, mais il y en a peut-être parmi les fédéraux qui n'ont pas encore le total des résultats et qui, à cause de cela, attendent. Mais je vous en conjure, faites-le le plus vite possible ou alors vous allez mettre le Secrétariat du Parti dans l'impossibilité de faire l'étude dont je vous ai parlé.
A l'avance, merci.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean Jaurès